

Questions à l'OTAN

Une révision de la stratégie et des moyens militaires de l'alliance atlantique va devenir indispensable, selon un rapport de l'OTAN. On s'en doutait depuis quelques mois déjà, et le fait est devenu patent avec la signature, en décembre dernier, par MM. Reagan et Gorbatchev, du traité sur l'élimination des armes nucléaires à portée intermédiaire (FNI). L'accord américano-soviétique annoncé vendredi 15 janvier et prévoyant le retrait d'ici trois ans des soixante-douze chasseurs-bombardiers F-16 basés à Torrejón ne fait que souligner encore un peu plus la même nécessité.

Le règlement de cette affaire délicate ne constitue nullement un camouflet pour les Etats-Unis. C'est le long refus de ne pas comprendre la situation intérieure espagnole en général, et la position de M. Felipe Gonzalez en particulier, qui pourrait donner l'impression d'une défaite de Washington. Finalement, le nouveau chef du Pentagone, M. Carlucci, beaucoup plus sensible aux spécificités européennes que son prédécesseur, M. Weinberger, a rétabli la situation.

Le succès est de taille pour le chef du gouvernement espagnol, qui avait tout fait pour maintenir l'Espagne dans l'OTAN en échange de la réduction d'une présence militaire américaine dont le principe remontait au temps du général Franco. La base de Torrejón, située à 100 km de Madrid, était devenue un symbole pour les adversaires de M. Gonzalez, y compris ceux qui, à l'intérieur de son propre parti, étaient tentés par une dérive neutraliste-pacifiste.

Le retrait des chasseurs-bombardiers américains d'Espagne ne constitue pas un drame aux yeux des experts de l'OTAN : les Etats-Unis conservent en effet leurs autres installations militaires dans la péninsule, et les progrès de la technologie ont réduit quelque peu l'importance des bases « actives » pour des raisons d'économie, la tendance générale est de se rallier au principe — déjà en vigueur en Norvège — des installations « dormantes », c'est-à-dire équipées de tout le matériel nécessaire, mais qui ne sont réactivées qu'en cas de crise majeure. De même, les installations d'observation à terre ont beaucoup perdu de leur importance depuis que l'espace est truffé de satellites.

Il n'en demeure pas moins que le flanc sud de l'OTAN risque de poser de nouveaux problèmes aux Américains. Il faut s'attendre à plus ou moins brève échéance à du nouveau à propos des bases américaines en Grèce, dont M. Papandreu a fait un cheval de bataille, et dont il menace d'exiger le démantèlement dans les dix-huit mois si les Etats-Unis ne lui donnent pas satisfaction, notamment à propos du contentieux historique qui oppose la Grèce à la Turquie. Les choses bougent également sur les « fronts » turc et portugais, mais Ankara et Lisbonne visent moins à remettre en cause la présence militaire américaine qu'à obtenir de meilleures conditions financières pour la location de leurs bases. Seule l'Italie n'a pas de revendication.

La tâche ne va pas manquer pour les politiques et les stratèges de l'OTAN, qui vont devoir aussi s'adapter à une Europe occidentale moins nucléaire. Les Européens, s'ils croient en leur avenir, auraient tout intérêt à comprendre qu'il s'agit de leur destin, et non seulement de leurs intérêts mal compris.

(Lire nos informations page 3.)

M 0146 - 01180 - 6,00 F



3790146005000 01180

Le lancement de la campagne électorale dans la majorité

- M. Chirac définit son « ambition » pour la France
- M. Barre veut un président « garant » et non « gérant »

M. Jacques Chirac a annoncé, le samedi 16 janvier, en fin de matinée à l'hôtel Maignon, sa candidature à la présidence de la République et présenté son « ambition » pour la France. « Nous avons travaillé, et dans beaucoup de domaines nous avons réussi. Les conditions sont

réunies pour franchir une nouvelle étape », a déclaré le premier ministre. « Nous en avons les moyens. »

La veille, M. Raymond Barre avait défini sa propre conception du rôle du président de la République, « garant » et non « gérant ».

M. Chirac a souligné que l'élection présidentielle est « un choix essentiel dont dépendent pour une large part l'avenir de la France et l'avenir de chacun d'entre nous ». Il a exprimé son « ambition pour la France » : « Donner un espoir à sa jeunesse, être plus attentif à ceux qui souffrent de la misère, de la solitude, ou d'être sans emploi ». Il s'est prononcé pour « une France dynamique, audacieuse, créative, prête à saisir la chance du grand marché européen ; une France forte, rayonnante, généreuse, qui assure son indépendance et son rang dans le monde ».

M. Chirac s'est réclaté d'une « France fidèle à son passé et confiante en son avenir de grande puissance ». — P. J.

(Lire la suite page 3.)



La diminution du déficit commercial des Etats-Unis

Les ressources de la puissance américaine

L'annonce, le vendredi 15 janvier, d'un déficit commercial ramené à 13,2 milliards de dollars en novembre 1987, le plus faible qu'aient enregistré les Etats-Unis l'an dernier, a été accueillie avec enthousiasme par les marchés financiers. Une réaction jugée une fois de plus « délirante » par les économistes, qui ne cessent de démentir la myopie des « maniaques » d'indices mensuels sans signification réelle.

Les sept principales puissances industrielles vont pouvoir souffler un peu. Après avoir cassé la spéculation sur le dollar par des interventions massives au lendemain des fêtes de fin d'année, les

banques centrales voyaient avec inquiétude s'amenuiser les moyens dont elles avaient décidé de se doter pour empêcher une nouvelle chute du billet vert. A moins d'une mauvaise surprise — à quand les anticipations sur les résultats du commerce extérieur américain de décembre ? — un certain calme pourrait s'instaurer sur les marchés des changes, permettant aux principaux acteurs de la scène économique internationale de chercher à lever quelques incertitudes, à défaut de retrouver une nouvelle crédibilité.

Pour les Etats-Unis, cet événement répit permettra peut-être de faire admettre aux Américains — et de faire prendre conscience à leurs partenaires — que, au-delà

des chiffres en valeur des échanges, se confirment la remontée des exportations, appelées à constituer en 1988 le principal moteur de la croissance. Selon l'OCDE, les ventes à l'étranger ont progressé en volume — hors facteurs prix et monnaie — de 12 % l'an dernier et de 14 % pour les produits manufacturés. Dans le même temps, les importations n'augmentaient que de 5 %. La trop rapide dépréciation du dollar, de quelque 33 % par rapport à son plus haut niveau de février 1985 vis-à-vis des devises des autres pays industriels, de 27 % si l'on inclut les pays en développement, masquera encore pendant des mois cette réalité.

FRANÇOISE CROUNGNEAU.

(Lire la suite page 13.)

Affrontements à Jérusalem

La coupure s'accroît entre les deux parties de la Ville sainte

PAGE 3

Rencontre Gorbatchev-Sakharov

Quand l'académicien fait l'éloge du secrétaire général

PAGE 4

Régions : retour à Nantes

PAGES 11 et 12

Pilule abortive

La commercialisation du RU 486 est retardée

PAGE 6

Dépistage du SIDA

Une nouvelle méthode mise au point aux Etats-Unis

PAGE 6

Comédie-Française : pour Molière

Le point de vue de Jean Le Poulain

PAGE 8

« Grand Jury RTL-le Monde »

M. Valéry Giscard d'Estaing dimanche à 18 h 15

Le sommaire complet se trouve en page 16

Les « plombiers » du Conseil supérieur de la magistrature

De nouveaux ennemis pour M. Prouteau ?

L'enquête menée par le juge d'instruction Gilles Bouloque et l'inspection générale de la police nationale (IGPN) sur les « plombiers » du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) pourrait prochainement rebondir. Les policiers ont en effet découvert qu'une fausse identité figurait sur la carte grise de la voiture utilisée par les trois hommes interpellés, le 23 décembre, alors qu'ils tentaient de mettre sous surveillance le téléphone d'un huissier du CSM.

La voiture aurait servi aux missions délicates du GIGN, unité d'élite de la gendarmerie nationale. L'hebdomadaire le Point révèle, d'autre part, dans son prochain numéro que la voiture aurait été achetée par

M. Prouteau, avec des faux papiers d'identité, à Mme Aimée Dubois, épouse de M. Jean-François Dubois, ancien chargé de mission auprès de M. Charles Hémery, aujourd'hui inculpé dans le cours de l'affaire Luchaire.

Les enquêteurs de l'IGPN ont aussi saisi, lors d'une perquisition menée dans les locaux de la SPIL, société privée de sécurité nous le couvrent de laquelle les trois « plombiers » travaillaient, plusieurs enregistrements de conversations téléphoniques. Le décryptage en est en cours et pourrait aboutir prochainement à l'ouverture d'une nouvelle information pour écoutes clandestines.

(Lire page 16.)

La mort de Sean MacBride

Un humaniste de combat

Avocat, ancien ministre irlandais des affaires étrangères, fondateur d'Amnesty International et lauréat du prix Nobel de la paix, Sean MacBride est mort, le vendredi 15 janvier, à Dublin, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Prix Nobel de la paix en 1974, Sean MacBride avait été, quarante ans auparavant, chef d'état-major de l'IRA et dénoncé comme « terroriste » par nombre de ceux qui venaient de lutter avec lui pour l'indépendance de l'Irlande.

« Il n'y a probablement qu'un Irlandais pour avoir autant vécu les paradoxes de son siècle et en être partout félicité », disait récemment à Dublin l'ancien premier ministre, M. Garret FitzGerald, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire d'Amnesty International, dont Sean MacBride est l'un des fondateurs. Le nationalisme irlandais, les droits de l'homme, l'unité

européenne, l'émancipation du tiers-monde, le désarmement nucléaire : en résumant l'action de l'IRA aujourd'hui sans condamner résolument certains recours à la violence, ailleurs, et en repoussant avec méfiance l'étiquette de « pacifiste », Sean MacBride a défendu toutes ces causes à la fois, inlassablement, sur les cinq continents.

Se faisant le héraut des victimes de l'oppression, cet humaniste itinérant, compatriote de Syngue, aura été, à sa manière — de juriste, le baladin d'un monde qui pour lui n'était pas qu'occidental.

Etonnant destin. Sean MacBride est né en 1904, en exil : sa mère s'étant réfugiée à Paris. Le major John MacBride, son père, avait été jusqu'à combattre les Anglais en Afrique du Sud aux côtés des Boers. La belle Mand Gonne, sa mère, avait connu la prison, passant pour être la « Jeanne d'Arc irlandaise » bien que de bonne famille protestante

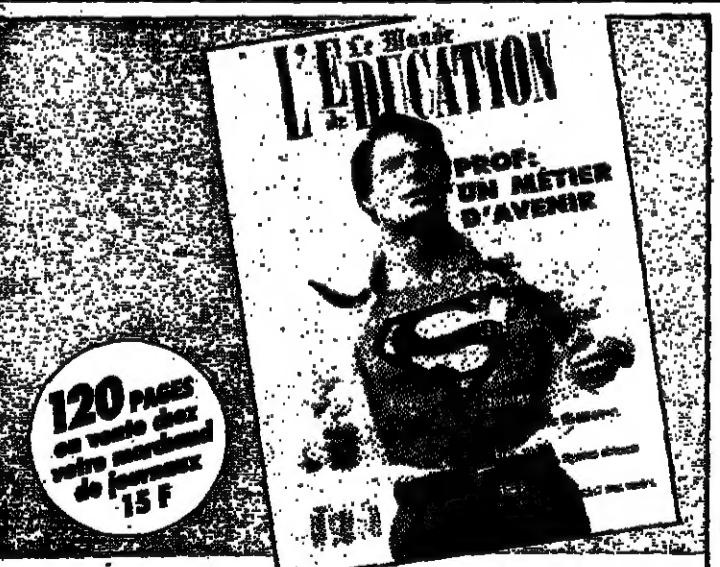
anglaise. Exil éclairé : le poète Yeats se penche sur le berceau de Sean et, plus tard, Ezra Pound lui apprend le latin. De ses études au collège Saint-Louis-de-Gonzague, il gardera toujours un accent français qu'on lui reprochera parfois.

Il n'a que douze ans quand son père est fusillé pour s'être distingué durant le soulèvement de Pâques 1916 à Dublin, quatorze ans lorsqu'il est lui-même arrêté la première fois, seize ans quand il devient lieutenant dans l'Armée républicaine irlandaise (IRA) et dix-huit ans lorsqu'il participe à des négociations avec les Britanniques qui préparent leur départ.

Après l'indépendance, le jeune Sean est de ces irréductibles qui refusent le compromis, la partition, le maintien de l'« occupation » en Irlande du Nord. C'est la guerre civile. Capturé par les forces de l'« Etat libre », il pourra s'évader.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 4.)



PROF: UN METIER D'AVENIR

● RECRUTER 300.000 PROFESSEURS D'ICI L'AN 2000

Est-ce nécessaire? Est-ce possible? Pour quoi faire?

● TROIS JEUNES SUR QUATRE AU BAC DEVAIENT

Est-ce utile? Avec quel? Comment faire?

● 25 MILLIARDS POUR L'ÉDUCATION DANS LES 5 ANS

Pourquoi pas plus? Pourquoi pas moins? Et si la solution était ailleurs?

A L'ÉTRANGER: Algérie, 3 DA; Maroc, 6 dir; Tunisie, 700 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 20 sch; Belgique, 40 fr; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 10 kr; Espagne, 175 pes.; G.-B., 80 p.; Grèce, 160 dr; Inde, 90 p.; Italie, 2.000 L; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 40 F; Norvège, 15 kr; Pays-Bas, 2,50 f; Portugal, 150 esc.; Sénégal, 335 F CFA; Suède, 14 sh; Suisse, 1,50 f; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

حکومت اسلامی

سكرا من الاحول

Dates

Il y a deux cents ans

Les premiers colons débarquent en Australie

RENDEZ-VOUS

Dimanche 17 janvier. — Haiti : élections municipales, législatives et présidentielle.
Lundi 18 janvier. — Bruxelles : réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE (18-19) ; réunion des ministres de l'Agriculture de la CEE (18-19).
Philippines : élections locales.
Bons : visite officielle du ministre des affaires étrangères d'Union soviétique, M. Chevardnadze (18-19).
Mardi 19 janvier. — Madrid : visite de M. Chevardnadze (20-22).
Moscou : reprise des négociations frontalières sino-soviétiques.
France : rencontre Sihanouk-Hun Sen.
Vendredi 22 janvier. — Paris : célébration en présence du chancelier Kohl du 25^e anniversaire du traité conclu entre la France et la RFA par le général de Gaulle et le chancelier Adenauer.
Vienne : reprise des travaux de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).
Oslo : congrès national du Parti conservateur norvégien (22-24).

DEPUIS le début de 1988, les Australiens célèbrent en grande pompe le bicentenaire de leur installation sur le continent austral. Discours, manifestations culturelles et émissions télévisées, reconstitutions historiques — comme celle de l'arrivée du premier bateau britannique, l'*Endeavour*, commandé par le capitaine James Cook — et exposition universelle se succèdent toute l'année.

Mais le bonheur des uns ne fait pas toujours celui des autres, et quelques fausses notes se sont mêlées à la liesse populaire : les aborigènes, dont la vie fut bouleversée après des millénaires de calme par le débarquement des premiers colons (forçats), ne l'entendaient pas tous ainsi. Certains militants aborigènes ont, le 1^{er} janvier, conspué le premier ministre, M. Bob Hawke — qui venait pourtant de reconnaître les « torts historiques » des émigrants blancs, — aux cris de « Deux cents ans de meurtre » ou « L'Australie blanche a une

histoire noire », et ont décidé de boycotter les cérémonies officielles. Le ministre des affaires aborigènes s'est joint à ce boycott.

Quel est l'Européen qui a découvert l'Australie, ce continent mythique recherché depuis Ptolémée ? Était-il portugais, anglais, hollandais ou français ? Toujours est-il que ce fut Cook qui planta, avant tous les autres, le drapeau britannique, le 29 avril 1770, à Botany-Bay, près du site actuel de Sydney — où il ne trouva « rien de remarquable », — et que ce fut un autre Britannique, le capitaine Arthur Phillip, qui y installa les premiers colons, le 26 janvier 1788. C'est cette date, devenue la fête nationale australienne, qui a été choisie comme symbole du bicentenaire... par la majorité blanche, les aborigènes étant, eux, installés sur place depuis la nuit des temps.

Si Cook était un explorateur chargé par Londres d'ouvrir les chemins du Pacifique à ses vaisseaux, Phillip avait une autre mission, moins reluisante : installer à Botany-Bay le premier contingent de 757 forçats transportés avec leurs gardes chiourmes sur neuf bateaux accompagnés de deux navires de guerre. Depuis des années, Londres cherchait à se débarrasser des convicts qui croussaient en nombre de plus en plus grand sur des pontons amarrés le long de la Tamise.

Depuis l'indépendance américaine, il n'était plus possible de les expédier outre-Atlantique. Le territoire découvert par Cook — qui n'y avait pourtant passé que quelques jours — parut adéquat : le climat

était sain et il n'y avait guère de chances que les déportés parviennent à s'enfuir. La décision d'y créer une colonie pénitentiaire fut prise en 1786, et la « première flotte », comme on l'a appelée, appareilla le 13 mai 1787.

Dans la rude société britannique du dix-huitième siècle, où régnaient la misère et l'insécurité, les châtiments étaient terribles : le vol d'un shilling pouvait conduire à la potence ; on pendait même des enfants de dix ans. La liste des « méfaits » pouvant entraîner la mort était longue de deux pages ! On condamnait un voleur à cinq cents coups de fouet... s'il survivait jusque-là ! Le sort des prisonniers, entassés dans des cachots et sur les pontons, n'était guère plus enviable. « Des chiens ou des porcs sont mieux traités », la saleté et l'odeur sont intolérables », écrit un témoin. C'est pourquoi des réformateurs lancèrent l'idée de la transportation vers les colonies, où les détenus étaient pratiquement vendus comme esclaves. C'était plus « humain », puisque le condamné se voyait offrir une chance de rédemption par le travail.

C'est sans doute ce qui fut dit aux fondateurs, malgré eux, de l'Australie lors de leur embarquement. Après huit mois de traversée, entassés dans les cales, ils débarquèrent non pas à Botany-Bay, mais dans une baie voisine, jugée plus clémente, et qui se trouve aujourd'hui au cœur de Sydney. Le taux de « pertes » — très faible pour l'époque — ne fut que de 3 %, et 365 convicts mâles, 153 femmes et 11 enfants survécurent, de même que 211 soldats. A peine débarqués, les hommes se jetèrent sur les femmes dans

une orgie indescriptible. Puis il fallut bâtir, puisqu'il n'y avait rien sur place, et semer, car les provisions apportées ne permettaient guère de tenir plus d'un an.

Après avoir failli disparaître un an après sa fondation, faute de vivres, la colonie fut sauvée par l'arrivée de la « deuxième flotte », qui apporta des provisions et de nouveaux forçats. Débarqués ensuite quelques hommes libres attirés par l'aventure. Des militaires se firent démobiler après avoir obtenu un terrain. Les forçats méritants ou débrouillards furent libérés sur place.

Tous n'étaient pas des criminels : il y avait parmi eux beaucoup d'Irlandais révoltés, ce qui explique qu'environ 20 % des Australiens soient catholiques et que certains se définissent comme des Anglo-Celtiques et non pas des Anglo-Saxons. Certains devinrent architectes, banquiers, brasseurs d'affaires, éleveurs. Car ce fut, dès le début du dix-neuvième siècle, l'élevage du mouton pour sa laine qui fit la

première fortune de la nouvelle colonie. En 1810, celle-ci comptait dix mille habitants, dont 48 % de convicts ; ils étaient 38 000 en 1821, 3,8 millions en 1901 — date de la création de la Fédération, — 7 millions en 1939.

Le pourcentage de forçats ne cessera de baisser (23 % en 1841) jusqu'à la suppression de la transportation en 1867. Au total, 160 000 bagnards ont été envoyés en Australie. Aujourd'hui, il est chic pour les Australiens de longue date de se chercher un ancêtre « transporté » dans la « première flotte ». Un peu comme les descendants du Mayflower aux Etats-Unis !

L'exploration de l'immense continent, sa mise en culture et en pâturage — les aborigènes étant parqués toujours plus loin dans des réserves, — le percement du canal de Suez et le début de la navigation à vapeur firent beaucoup pour le développement de l'Australie, liée de plus en plus étroitement à la mère patrie. Membre du Commonwealth, elle fut un des pays qui paya le plus lourd tribut sur les champs de bataille de la première guerre mondiale. L'attachement à la « bonne vieille Angleterre » a duré longtemps. L'ancien premier ministre conservateur Menzies disait que l'Asie voisine n'était qu'un « territoire que l'on survolait en se rendant à Londres » !

Aujourd'hui, les Australiens, tout en rêvant de réussir à Londres, montrent un mépris affecté pour les « Pommies », ou « Poms », surnom qu'ils donnent aux Anglais. Ils aiment se moquer d'eux, faire

faire naufrage à Vanikoro, quelques semaines plus tard. Mais le navigateur français ne pensait pas fonder une colonie. En 1801-1802, l'expédition navale de Baudin, envoyée par Bonaparte, explora le continent, effectuant un travail scientifique remarquable. Le voyant passer devant l'île du Roi, près de Sydney, le lieutenant Robbins s'empressa si vivement de planter l'Union Jack dans le sable devant les Français mécontents qu'il hissa le drapeau à l'envers...

Il y avait de quoi inquiéter les Anglais, souvent en guerre contre la France à l'époque... Plus sérieux encore, sous la Restauration, la France connut à son tour une surpopulation de forçats, difficiles à déporter après la perte de ses colonies lors du traité de Vienne. C'est pourquoi, au bout de longues enquêtes suivies de longs rapports, Paris envisagea d'ouvrir une colonie pénale... dans cette Australie occidentale dont Saint-Alois avait pris possession de manière toute théorique. Les discussions furent si longues que les Anglais en eurent vent et y dépêchèrent une garnison en 1826.

Paris tourna alors son attention vers la Nouvelle-Zélande. Mais le premier convoi franco-allemand de colons débarqua en 1840 à Akaroa... deux jours après les Anglais. C'est pourquoi la France se rabattit plus tard sur la Nouvelle-Calédonie. On ne peut s'empêcher de rêver et d'imaginer ce qu'aurait pu devenir un Pacifique sud avec une Australie et une Nouvelle-Zélande francophones, le drapeau britannique flottant sur Nouméa. Mais à quoi bon refaire l'histoire...

PATRICE DE BEER.

(1) Voir l'intéressant ouvrage du professeur Louis Marchessault, *France australie*, publié à Perth en 1982.



Se débarrasser des « convicts »

Les premiers explorateurs avaient été émerveillés par leur découverte en Nouvelle-Hollande — rebaptisée « Australie » au début du dix-neuvième siècle à l'initiative de l'explorateur anglais Flinders — d'une flore et d'une faune inconnues. On imagine leur stupeur devant les kangourous ou les ornithorynques, animaux qui défiaient les lois de la nature telles que les connaissaient alors les Européens ! Mais aussi devant les premiers aborigènes : hideux, misérables, « mous-ables » ou beaux et heureux selon que le temps était ou non au « bon sauvage » — comme au siècle des Lumières, — ils devinrent vite des gêneurs.

Chassés vers les déserts par les colons, exterminés jusqu'au dernier en Tasmanie au nom du progrès dans l'un des plus par-

faits génocides de l'histoire, les aborigènes sont aujourd'hui moins de deux cent mille (dont cent trente mille métis), sur plus de dix-huit millions d'Australiens. En 1788, ils étaient trois cent mille, répartis sur tout le continent en un demi-millier de clans parlant plus de trois cents langues.

Si Cook était un explorateur chargé par

Londres d'ouvrir les chemins du Pacifique à ses vaisseaux, Phillip avait une autre mission, moins reluisante : installer à Botany-Bay le premier contingent de 757 forçats transportés avec leurs gardes chiourmes sur neuf bateaux accompagnés de deux navires de guerre. Depuis des années, Londres cherchait à se débarrasser des convicts qui croussaient en nombre de plus en plus grand sur des pontons amarrés le long de la Tamise.

Depuis l'indépendance américaine, il n'était plus possible de les expédier outre-Atlantique. Le territoire découvert par Cook — qui n'y avait pourtant passé que quelques jours — parut adéquat : le climat

était sain et il n'y avait guère de chances

que les déportés parviennent à s'enfuir. La décision d'y créer une colonie pénitentiaire fut prise en 1786, et la « première flotte », comme on l'a appelée, appareilla le 13 mai 1787.

Dans la rude société britannique du dix-huitième siècle, où régnaient la misère et l'insécurité, les châtiments étaient terribles : le vol d'un shilling pouvait conduire à la potence ; on pendait même des enfants de dix ans. La liste des « méfaits » pouvant entraîner la mort était longue de deux pages ! On condamnait un voleur à cinq cents coups de fouet... s'il survivait jusque-là ! Le sort des prisonniers, entassés dans des cachots et sur les pontons, n'était guère plus enviable. « Des chiens ou des porcs sont mieux traités », la saleté et l'odeur sont intolérables », écrit un témoin. C'est pourquoi des réformateurs lancèrent l'idée de la transportation vers les colonies, où les détenus étaient pratiquement vendus comme esclaves. C'était plus « humain », puisque le condamné se voyait offrir une chance de rédemption par le travail.

C'est sans doute ce qui fut dit aux fondateurs, malgré eux, de l'Australie lors de leur embarquement. Après huit mois de traversée, entassés dans les cales, ils débarquèrent non pas à Botany-Bay, mais dans une baie voisine, jugée plus clémente, et qui se trouve aujourd'hui au cœur de Sydney. Le taux de « pertes » — très faible pour l'époque — ne fut que de 3 %, et 365 convicts mâles, 153 femmes et 11 enfants survécurent, de même que 211 soldats. A peine débarqués, les hommes se jetèrent sur les femmes dans

une orgie indescriptible. Puis il fallut bâtir, puisqu'il n'y avait rien sur place, et semer, car les provisions apportées ne permettaient guère de tenir plus d'un an.

Après avoir failli disparaître un an après sa fondation, faute de vivres, la colonie fut sauvée par l'arrivée de la « deuxième flotte », qui apporta des provisions et de nouveaux forçats. Débarqués ensuite quelques hommes libres attirés par l'aventure. Des militaires se firent démobiler après avoir obtenu un terrain. Les forçats méritants ou débrouillards furent libérés sur place.

Tous n'étaient pas des criminels : il y avait parmi eux beaucoup d'Irlandais révoltés, ce qui explique qu'environ 20 % des Australiens soient catholiques et que certains se définissent comme des Anglo-Celtiques et non pas des Anglo-Saxons. Certains devinrent architectes, banquiers, brasseurs d'affaires, éleveurs. Car ce fut, dès le début du dix-neuvième siècle, l'élevage du mouton pour sa laine qui fit la

première fortune de la nouvelle colonie. En 1810, celle-ci comptait dix mille habitants, dont 48 % de convicts ; ils étaient 38 000 en 1821, 3,8 millions en 1901 — date de la création de la Fédération, — 7 millions en 1939.

Le pourcentage de forçats ne cessera de baisser (23 % en 1841) jusqu'à la suppression de la transportation en 1867. Au total, 160 000 bagnards ont été envoyés en Australie. Aujourd'hui, il est chic pour les Australiens de longue date de se chercher un ancêtre « transporté » dans la « première flotte ». Un peu comme les descendants du Mayflower aux Etats-Unis !

L'exploration de l'immense continent, sa mise en culture et en pâturage — les aborigènes étant parqués toujours plus loin dans des réserves, — le percement du canal de Suez et le début de la navigation à vapeur firent beaucoup pour le développement de l'Australie, liée de plus en plus étroitement à la mère patrie. Membre du Commonwealth, elle fut un des pays qui paya le plus lourd tribut sur les champs de bataille de la première guerre mondiale. L'attachement à la « bonne vieille Angleterre » a duré longtemps. L'ancien premier ministre conservateur Menzies disait que l'Asie voisine n'était qu'un « territoire que l'on survolait en se rendant à Londres » !

Aujourd'hui, les Australiens, tout en rêvant de réussir à Londres, montrent un mépris affecté pour les « Pommies », ou « Poms », surnom qu'ils donnent aux Anglais. Ils aiment se moquer d'eux, faire

faire naufrage à Vanikoro, quelques semaines plus tard. Mais le navigateur français ne pensait pas fonder une colonie. En 1801-1802, l'expédition navale de Baudin, envoyée par Bonaparte, explora le continent, effectuant un travail scientifique remarquable. Le voyant passer devant l'île du Roi, près de Sydney, le lieutenant Robbins s'empressa si vivement de planter l'Union Jack dans le sable devant les Français mécontents qu'il hissa le drapeau à l'envers...

Il y avait de quoi inquiéter les Anglais, souvent en guerre contre la France à l'époque... Plus sérieux encore, sous la Restauration, la France connut à son tour une surpopulation de forçats, difficiles à déporter après la perte de ses colonies lors du traité de Vienne. C'est pourquoi, au bout de longues enquêtes suivies de longs rapports, Paris envisagea d'ouvrir une colonie pénale... dans cette Australie occidentale dont Saint-Alois avait pris possession de manière toute théorique. Les discussions furent si longues que les Anglais en eurent vent et y dépêchèrent une garnison en 1826.

Paris tourna alors son attention vers la Nouvelle-Zélande. Mais le premier convoi franco-allemand de colons débarqua en 1840 à Akaroa... deux jours après les Anglais. C'est pourquoi la France se rabattit plus tard sur la Nouvelle-Calédonie. On ne peut s'empêcher de rêver et d'imaginer ce qu'aurait pu devenir un Pacifique sud avec une Australie et une Nouvelle-Zélande francophones, le drapeau britannique flottant sur Nouméa. Mais à quoi bon refaire l'histoire...

PATRICE DE BEER.

(1) Voir l'intéressant ouvrage du professeur Louis Marchessault, *France australie*, publié à Perth en 1982.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 850 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Éditions,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wauts.
Rédacteur en chef :
Daniel Verne.
Correspondant en chef :
Claude Salen.

Le Monde

PUBLICITE
5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-81 et 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

Imprimé
à Montreuil
7, rue de la
Liberté
PARIS-13

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde

TELEMATIQUE
Composant 36-16 - Tapes LEMONDE

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 208 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par voie aéroportée)
1. BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
399 F 762 F 1 050 F 1 380 F

2. IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse : décrire en
précisant : ces données sont envoyées à
l'éditeur leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tape LEMONDE
code d'accès ABO
365 jours par an. 24 heures sur 24

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h15

en direct sur

VALÉRY
GISCARD D'ESTAING

animé par
Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON
et François SIMON (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Pierre-Marie CHRISTIN (RTL)

RTL

COSTA-RICA : le sommet de San-José

Les chefs d'Etat d'Amérique centrale font le bilan du plan de paix

SAN-JOSÉ
de notre correspondant
en Amérique centrale

L'ouverture, vendredi 15 janvier, à San-José (Costa-Rica), de la réunion des présidents des cinq pays d'Amérique centrale signataires du plan de paix a été précédée d'une attaque en règle contre le président nicaraguayen, M. Daniel Ortega. Les dirigeants du Costa-Rica, du Honduras et du Salvador ont accusé leur collègue nicaraguayen de ne pas avoir respecté les engagements pris, le 7 août, à Guatemala. Seul, le président démocrate-chrétien du Guatemala, M. Vinicio Cerezo, est resté silencieux.

Le président salvadorien, M. Napoleón Duarte, lui aussi démocrate-chrétien, a été le plus virulent. Au cours d'une conférence de presse, il a reproché au Nicaragua de ne pas avoir rétabli la liberté de presse, de ne pas avoir libéré ses quelque neuf mille prisonniers politiques et de maintenir l'état d'urgence en vigueur depuis près de six ans. Il a souligné que le rétablissement de la paix en Amérique centrale passait par la démocratisation des institutions dans chacun des pays, selon le principe de la « simultanéité » acceptée par les cinq signataires du plan de paix. « Je suis inflexible », a ajouté M. Duarte, « et je n'accepterai aucune excuse de la part du Nicaragua » qui a invoqué, jusqu'à présent,

« l'agression des Etats-Unis » par l'intermédiaire des « contras » (guérilla antisandiniste) pour expliquer son retard dans l'application des mesures démocratiques prévues dans le plan de paix.

Le président du Costa-Rica, M. Oscar Arias, auteur du plan qui lui valut le prix Nobel de la paix en 1987, a tenu des propos similaires à l'égard du Nicaragua. Dans une lettre adressée au président Ortega, deux jours avant la réunion de San-José, M. Arias déplore « l'échec des négociations pour un cessez-le-feu, la recrudescence des combats depuis la signature du plan de paix » et la volonté des sandinistes de « conserver le pouvoir indéfiniment ».

Dans son discours d'ouverture de la réunion, qui a lieu dans un centre universitaire près de l'aéroport de San-José, M. Arias a adopté un ton plus conciliant : « Nous allons démentir les obstacles de mauvais augure qui annoncent régulièrement l'échec de nos efforts en faveur de la paix. Nous ne sommes pas ici pour condamner qui que ce soit ».

Nous ne sommes pas ici pour un « match de boxe »

Dès son arrivée à San-José (dans des conditions rocambolesques puisqu'il a fait le voyage... en autocar depuis Managua, alors que tout le monde l'attendait à l'aéroport,

comme les autres présidents), M. Ortega a cherché à rassurer ses collègues : « Nous venons avec les meilleures dispositions, et il est déclaré au cours d'une conférence de presse. Nous ne sommes pas ici pour participer à un match de boxe. J'invite donc les présidents à changer de ton car leurs déclarations ne sont pas constructives et ne contribuent pas à la paix ».

Isolé en Amérique centrale, M. Ortega a trouvé des appuis auprès des autres pays d'Amérique latine qui sont majoritaires (huit membres sur quinze) au sein de la commission de vérification et de suivi, chargée d'évaluer les progrès du plan de paix. Le rapport de la commission, remis cette semaine aux présidents d'Amérique centrale, est plutôt favorable au Nicaragua. Il constate, en effet, que ce pays « a fait des efforts pour mettre en branle un processus de démocratisation malgré la gravité du conflit » qu'il affronte.

Les auteurs du rapport estiment, d'autre part, que l'aide des Etats-Unis à la Contra reste le principal obstacle à la réalisation du plan de paix en Amérique centrale. C'est exactement la position du Nicaragua.

On comprend pourquoi M. Ortega a cité abondamment le rapport de la commission au cours de sa conférence de presse. Il a invité la commission à « passer immédiatement à l'étape de la vérification in situ pour voir quels sont les pays qui participent au trafic d'armes en Amérique centrale et abritent des camps de guérilleros ». Le président nicaraguayen fait allusion au Honduras et au Salvador qui donnent un appui logistique important à la Contra. M. Ortega a appelé la commission à exécuter des procédures sur les Etats-Unis pour qu'ils cessent de financer les « contras ».

Les autres dirigeants d'Amérique centrale reprochent à M. Ortega de chercher à gagner du temps pour éviter le vote, par le Congrès des Etats-Unis, d'une nouvelle aide en faveur des « contras ». Le vote est prévu pour le 4 février et il est improbable que le Congrès, déjà très réservé à l'égard de la politique antisandiniste du président Reagan, accorde de nouveaux crédits à la Contra tant que le plan de paix n'aura pas échoué.

BERTRAND DE LA GRANGE.

HAÏTI : les élections générales du 17 janvier

L'armée voit dans le scrutin sa meilleure chance de légitimer son pouvoir

PORT-AU-PRINCE
de notre envoyée spéciale

« Elections du 17 janvier. Non pas vote ! » (On ne vote pas) : c'est une petite inscription, un graffiti de colère modeste, confié au regard exoré du passant, près du marché Salomon incendié il y a deux mois par les commandos terroristes en prélude au carnage électoral du 29 novembre dernier.

Au terminus des « Tap-tap », ces petits autobus peints qu'une main religieuse recroque sur le capot voué à la grâce de Dieu sur des ombrages infernaux, l'agitation, elle, est bien visible. A croire, devant cet entassement incertain de passagers et de colis que Port-au-Prince tout entière dérangeait au s'enfuit. Et les dispositions qui, dans la procédure électorale, permettent d'aller voter dans sa ville d'origine n'expliquent pas à elles seules l'attrait soudain exercé par un périlleux voyage en province sur les habitants de la capitale.

A deux jours d'être leur président, leurs maires, leurs sénateurs et leurs députés, les Haïtiens, pratiquement privés de leur droit de vote depuis trente ans, et traumatisés surtout par leur dernière tentative électorale, semblent bien peu concernés. En deux mois, la fièvre électorale est tombée. Seule, au-delà du ressentiment pourtant très fort, reste une certaine amertume. Celle d'avoir été humilié, celle d'avoir peut-être à se résigner.

De fièvre électorale, à dire vrai, il serait difficilement question dans cette capitale haïtienne dont les écoles restent fermées, les rues, toujours remplies des affiches de la précédente campagne, pratiquement vides le soir venu et qu'on démolit en permanence par une armée qui a troqué son attirail guerrier pour l'uniforme kaki, comme de simples forces de sécurité qu'elle entend représenter. Barrages, contrôles d'identité, patrouilles, rien n'est épargné pour prouver l'efficacité retrouvée de celle qui, après s'être croisée les bras en novembre, joue aujourd'hui avec excès les gardiennes de la démocratie.

L'armée a opéré quelques rafles « préventives » de troubles

en province (on parle d'une vingtaine d'arrestations à Jacmel, au Sud), ou pour faire bonne mesure, a mené des perquisitions spectaculaires auprès de certains duvaliéristes notoires à Port-au-Prince. Ce fut le cas pour l'ancien chef des forces armées, Claude Raymond, fortement soupçonné dans les massacres de novembre, et dont la candidature à la présidence a été une nouvelle fois rejetée vendredi 15 janvier par la Cour de cassation au cours des rares temps forts de cette non-campagne.

En effet, dans un mouvement inattendu samedi 9 janvier, le nouveau Conseil électoral provisoire désigné par le gouvernement avait exhumé à son tour l'article 231 de la Constitution interdisant aux partisans trop zélés de l'ancien régime de briguer des fonctions électives pendant dix ans. C'est ce qui a en fait permis d'éliminer de ce fait onze candidats dont Claude Raymond et cet autre grand baron duvalériste qu'est Clovis Desnair. Huit d'entre eux avaient décidé de faire appel. Après des débats nébuleux au cours desquels le ministère public avait ouvertement approuvé le parti de candidats évincés, le verdict est tombé : trois duvaliéristes « mineurs » sont admis à se représenter, les autres sont définitivement exclus.

Parmi les « présidentiables »

Faut-il s'attendre pour autant, comme le craignait cet homme d'affaires parti soudainement passer le week-end à Miami, à « quelques éboulements de la tête bleue » ? Peut-être. Mais ce ne sera pas cette fois avec l'aval de l'armée, très divisée après les événements de novembre, qui voit dans ce scrutin sa meilleure chance d'assurer tout à la fois son pouvoir et de le légitimer. Sa meilleure chance aussi de reconquérir en partie l'opinion internationale, et qui sait, espèrent certains membres du gouvernement, l'aide qui va avec ?

Parmi les « présidentiables », confiné au triste rôle du plus petit dénominateur commun, cha-

cun s'efforce donc, par calcul ou par conviction, de se poser en « rassembleur de la nation ». Finis les discours enflammés et les projets de société de novembre. Il n'est plus question que de parer au plus pressé, d'assurer une transition. De la démocratie en location-bail...

M. Hubert de Ronceray, sociologue et ancien ministre de Jean-Claude Duvalier, se présente ainsi sous les couleurs d'un « candidat libéral ». Tâillon sur la question de l'indépendance nationale, bafouée selon lui par les ingérences internationales des derniers mois.

Pour sa part, Gérard Philippe Auguste, ingénieur agronome, a plus de mal à manier l'angélisme électoral et distribue volontiers des mauvaises notes aux « exilés rentrés s'acheter avec des dollars américains un pouvoir en Haïti ». Il mise, lui, sur le poids historique de son parti, le MOP (Mouvement d'organisation du pays) créé en 1946.

Quant au professeur Leslie Manigat, un universitaire qui a fait une partie de sa carrière au Venezuela et se pose en spécialiste des questions internationales, il pourrait facilement prêter sa large carrière aux habits neufs de la démocratie haïtienne.

Tout en sirotant sa bière dans les splendeurs coloniales passées de l'hôtel Otisfont, le professeur Manigat joue la carte du néo-réalisme : « Les gens en ont assez, dit-il, il faut s'en sortir. La démocratie, c'est se battre sur le terrain, dans un contexte difficile. Je suis sûr d'être parmi ceux qui cherchent une solution haïtienne et non ceux qui sont allés crier à l'aide à l'étranger ».

L'avenir ? « L'armée a le pouvoir. Il n'y a pas de solution politique viable sans elle ».

M.-C. DECAMPS.

La fin de la visite de M. Bacouche à Paris

Les modalités d'octroi de l'aide française à la Tunisie seront assouplies

M. Hédi Bacouche, premier ministre tunisien, a quitté Paris, le samedi 16 janvier, au terme d'une visite officielle de quarante-huit heures. Cette deuxième journée devait être marquée par un entretien avec M. Edouard Balladur, moment important dans la mesure où le ministre de l'Economie et des Finances passait pour freiner l'octroi de l'assistance financière française à la Tunisie en raison de quelques contestations.

Au cours d'une conversation avec quelques journalistes, vendredi, après ses entretiens à l'Elysée et à Matignon, M. Bacouche a déclaré que la France lui paraît prête à assouplir les modalités d'octroi de son aide. Jusqu'à présent, a-t-il dit, le chef du gouvernement tunisien, il y avait « un cloisonnement rigide » entre l'aide aux grands projets de développement et celle à la balance des paiements. En raison de la révision à la baisse des dépenses en Tunisie, les sommes non utilisées depuis trois ans s'élevaient à 1,7 milliard de francs. M. Bacouche estime que les Français sont maintenant « bien disposés » pour qu'il soit tenu compte de ce problème.

Le chef du gouvernement tunisien a indiqué, d'autre part, que les discussions sur l'évaluation des biens immobiliers français aujourd'hui occupés par les Tunisiens à revenus modestes se poursuivaient au niveau des experts.

Des discussions entre experts vont également se poursuivre au sujet de la diffusion en Tunisie des programmes d'Antenne 2 sur un canal différent de celui de la chaîne francophone déjà existante. « Nous avons donné notre accord de prin-

cipe », a dit M. Bacouche, « car on ne peut donner motus à la France qu'à l'Italie » (dont le RAI est repère outre-Méditerranée).

Report de la visite de M. Kadhafi à Tunis

Contrairement à ce qui était prévu, M. Bacouche ne retrouvera pas le colonel Kadhafi à Tunis en rentrant de Paris, la visite du chef de la Révolution libyenne ayant été reportée à une date ultérieure.

A Tunis, on explique très diplomatiquement que ce contrepoint est motivé par « des questions de calendrier », mais il serait dû, en réalité, à une manifestation d'humeur du colonel Kadhafi. Celui-ci n'aurait pas du tout apprécié les récentes visites effectuées à Tunis, à quelques jours d'intervalle, par le vice-amiral Alain Darhoit, commandant en chef de la flotte française en Méditerranée, et surtout du vice-amiral Kenneth E. Moynihan, commandant la VI^e flotte américaine.

Pour sa part, M. Bacouche s'est montré prudent, vendredi, sur l'adhésion de la Libye au traité « de fraternité et de concorde » qui lie l'Algérie, la Tunisie et la Mauritanie. Il a constaté que le colonel Kadhafi « est partagé entre différents projets » et qu'il doit clarifier ses intentions. En tout état de cause, a-t-il dit M. Bacouche, « il est difficile de concevoir un Maghreb sans le Maroc ».

Le premier ministre marocain, M. Laraki, sera reçu à Tunis le 1^{er} février. Il n'est pas évident que le colonel Kadhafi ait fait le grand voyage de réconciliation d'ici à cette date.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Les Américains ont rejeté une proposition soviétique liant les armes stratégiques et l'IDS

Les Soviétiques ont présenté, vendredi 15 janvier, à Genève une proposition sur « le respect du traité ABM (missiles antibalistiques) pendant une période à déterminer » que les Américains ont repoussé dans la journée.

Le porte-parole de la délégation américaine a expliqué que cette proposition soviétique n'était qu'une nouvelle tentative pour obtenir ce que les Américains avaient déjà refusé. La démarche soviétique, a-t-il dit, « établit un lien entre la réduction des armes stratégiques (l'objectif de 50 % de ces armes) et des contraintes paralysantes portant sur l'initiative de défense stratégique ». La démarche, a-t-il précisé, s'appuie sur une interprétation de la déclaration américano-soviétique de

Washington, qui n'est pas celle des Etats-Unis.

« Une réduction radicale des armes stratégiques offensives ne peut être obtenue que si le traité ABM est préservé et respecté », avait déclaré vendredi le chef de la délégation soviétique, M. Oboukhov.

C'est par ce biais, même si M. Oboukhov a clairement souligné que l'initiative de défense stratégique ne figurait pas en tant que telle dans la négociation commencée jeudi, que l'URSS entend faire obstacle au déploiement du bouclier spatial américain.

C'est la raison pour laquelle elle demandait dans sa proposition que les dispositions de ce traité soient interprétées de la manière la plus stricte et que les deux parties s'engagent à les respecter le plus longtemps possible.

« Le noble sanctuaire », comme l'appellent les Arabes, avait rarement connu pareille agitation. L'endroit est pourtant coutumier de manifestations diverses : pas plus tard qu'en octobre 1987 encore, la police avait dû y intervenir en force. Mais, cette fois, ce qui s'est passé sur l'esplanade des Mosquées (le mont du Temple), en vieille ville de Jérusalem, vendredi 15 janvier, laisse la coupure entre les deux parties de la capitale.

A vrai dire, personne n'a été véritablement surpris par la manifestation et par les affrontements avec les forces de l'ordre qui ont eu lieu sur l'esplanade à la mi-journée, à l'issue de la prière du vendredi. Toute la semaine, des tracts avaient appelé à une « journée de deuil » à la mémoire des trente-sept Palestiniens tués depuis le 9 décembre 1987.

Dans la matinée, une demi-douzaine de half-tracks, blindés, avec leur cargaison de soldats casqués, avaient pris position autour de la partie est de la vieille ville (le secteur arabe). L'un des engins avait été conduit dans une des étroites ruelles des souks et posté à quelques mètres du nouveau domicile de M. Ariel Sharon, ministre du com-

merce extérieur, dont l'appartement est surmonté d'un immense chandelier à sept branches.

Une blessure de plus

Les forces de sécurité avaient mobilisé un millier d'hommes : policiers casqués, masque à gaz sur le visage, agents en civil matraque à la main, et parachutistes de la garde de leur fusil d'assaut ; un tireur d'élite avait pris place sur un toit dominant la scène.

A l'issue de la prière, le muezzin, après quelques remarques de tonalité politico-religieuse, avait appelé à

une marche de protestation autour de l'esplanade, un des lieux les plus sacrés de l'islam, abritant le dôme du Rocher (la mosquée d'Omar) et la mosquée Al Aqsa. A ce moment, un groupe de cinq Palestiniens s'en est pris à un policier en civil. Selon les autorités, ils l'ont grièvement blessé, se sont emparés de son arme et ont tenté de l'entraîner à l'intérieur d'une des mosquées. Quelques pierres ont volé, quelques centaines de jeunes ont commencé à brûler des drapeaux israéliens. Et la police est intervenue : chargée à la matraque autour des mosquées, tira de grenades lacrymogènes, cris et fuite affolée de quelque trois mille fidèles — dont des femmes et des personnes

âgées — vers les sorties de l'esplanade.

Il n'y a pas eu de tirs à balles réelles : la police a démenti qu'une grenade lacrymogène ait été tirée à l'intérieur des lieux de culte ; et les policiers se sont apparemment contentés d'appréhender certains des manifestants à l'entrée des mosquées mais sans véritablement y pénétrer.

Bilan officiel : quelques blessés et huit manifestants arrêtés. Bilan politique : une blessure de plus, psychologique et affective, entre les deux communautés d'une ville qui n'a jamais paru moins « unifiée ».

ALAIN FRACHON.

La guerre du Golfe
Téhéran procède à l'enrôlement obligatoire des étudiants

Le président du Parlement iranien, l'homme d'Etat Rafsanjani, a averti, vendredi 15 janvier, à Téhéran, les pays du Golfe, « alliés de l'Irak », de la possibilité d'une prochaine offensive iranienne d'envergure sur le front, en affirmant que les forces de Téhéran « sont prêtes à se battre ». M. Rafsanjani a insisté, lors de la prière du vendredi, sur l'état de préparation optimale des forces iraniennes, selon lui, grâce à une importante campagne de mobilisation, menée ces deux derniers mois. Dans le cadre de cette campagne, et pour la première fois depuis le début du conflit, l'Iran a procédé à l'enrôlement obligatoire des étudiants.

Les dirigeants iraniens ont, ces derniers mois, plusieurs fois annoncé sur le front Téhéran n'a, cependant,

fait état de opérations ponctuelles, dont la dernière Zafar-5 a été lancée, cette semaine, dans le Kurdistan d'Irak (nord). Selon M. Rafsanjani, cette opération, prélude de futures offensives, a révélé « l'état de désorganisation des forces irakiennes ».

L'opération Zafar-5, menée par les gardiens de la révolution iraniens et des opposants kurdes irakiens, dans la région de Dohuk, à plus de 150 kilomètres de la frontière iranienne, fait partie des opérations de guérilla, loin des frontières et visant, selon les observateurs, à élargir les zones sous contrôle du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK) de Massoud Barzani, allié de Téhéran. Le PDK est très actif dans le nord du Kurdistan irakien, près de la frontière turque. — (AFP).

M. Genscher à Damas

Damas (AFP). — Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, arrivé vendredi 15 janvier à Damas, a rencontré dans l'après-midi son homologue syrien, M. Farouk Al-Chareh.

De bonne source à Damas, on indique que les entretiens ont porté notamment sur la relance de la coopération économique entre la Syrie et la CEE, dont la RFA assure la présidence pour six mois. La RFA cherche à faire lever les sanctions économiques appliquées par les Douanes contre la Syrie, à la suite du procès des frères Hindawi à Londres et à Berlin, à la fin de 1986.

M. Genscher devrait, par ailleurs, évoquer avec ses interlocuteurs syriens le sort du dernier otage ouest-allemand détenu au Liban. M. Rudolph Cordes, enlevé en janvier 1987 à Beyrouth-Ouest.

حکومت الاسلام

Diplomatie

L'accord entre Madrid et Washington

Les F-16 américains quitteront la base de Torrejon dans un délai de trois ans

MADRID
de notre correspondant

Après un an et demi de difficiles négociations, l'Espagne et les États-Unis sont finalement parvenus, le vendredi 15 janvier, à un accord sur le renouvellement du traité bilatéral qui permet à Washington d'utiliser depuis 1953 quatre bases en territoire espagnol. Un traité plusieurs fois renouvelé et amendé, qui devait venir à expiration en mai prochain, et qui sera remplacé par un texte totalement nouveau, valable pour huit ans, que les deux parties commenceront à élaborer le 3 février.

Cet accord constitue sans conteste une victoire diplomatique pour Madrid. Les États-Unis acceptent, en effet, le départ du territoire espagnol, dans un délai de trois ans, des soixante-douze avions F-16 stationnés à Torrejon. Le sort des installations de la base — où étaient stationnés quelque quatre mille cinq cents militaires américains et qui possèdent la plus grande piste d'atterrissage militaire d'Europe occidentale — doit encore être négocié. Les États-Unis discuteront avec leurs alliés de l'OTAN la localisation future des F-16.

Maghreb et Proche-Orient

Madrid a accepté, de son côté, quelques contreparties de moindre importance. Les avions américains pourraient être autorisés à revenir en Espagne en cas de crise internationale grave, reconnue comme telle par les deux parties. Madrid a en outre renoncé à exiger le départ de son territoire des cinq avions-citermes américains stationnés à Saragossa, qui seront toutefois transférés vers une autre base du pays. Enfin, l'Espagne a accepté que le nouveau traité ait une période de validité plus longue que les accords antérieurs.

L'« espagnolisation » totale de Torrejon avait été exigée par Madrid dès la première série de négociations bilatérales, en juillet 1986. Du côté américain, on affirmait qu'une telle mesure ne pouvait qu'affaiblir le flanc sud de l'Alliance.

Aux yeux de Madrid toutefois, la présence des F-16 à Torrejon était davantage liée aux objectifs stratégiques des États-Unis qu'à ceux de l'ensemble de l'alliance atlantique. Madrid craignait surtout que Torrejon ne puisse servir de base d'appui pour une intervention militaire américaine dans le Maghreb ou au Proche-Orient, une région où les actions diplomatiques des deux pays sont loin de coïncider.

Les États-Unis, qui avaient visiblement sous-estimé la détermination espagnole, s'étaient d'abord contentés durant sept mois d'opposer une simple fin de non-recevoir à Madrid. À partir de février 1987, ils avaient proposé plusieurs solutions intermédiaires, toutes jugées insuffisantes par leurs interlocuteurs : le transfert des F-16 vers une autre base espagnole puis le départ d'un tiers des avions seulement, enfin l'évacuation de tous les appareils. Mais dans un délai de dix ans. Depuis le remplacement de M. Weinberger par M. Carlucci comme secrétaire à la défense, Washington semble avoir mieux compris que les Espagnols n'étaient pas disposés à se livrer à un « marchandage » sur ce qui constituait, pour eux, une question de souveraineté nationale.

En tardant à accepter l'indéfectible, Washington a transformé en défaite apparente ce qui aurait pu être considéré comme un accord satisfaisant pour les deux parties. Si les États-Unis abandonnent Torrejon, ils conservent, en effet, leurs autres installations militaires en Espagne, dont la base maritime de Rota, près de Cadix, d'une importance stratégique de premier plan dans le contrôle du détroit de Gibraltar. Comme aimait à l'affirmer le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, « ce nous négociations, ce n'est pas la manière dont les Américains quittent l'Espagne, mais bien celle dont ils y restent ».

THIERRY MALINIAK.

M. Chevardnadze à Bonn

Moscou souhaite profiter d'un contexte « favorable » pour discuter des questions de sécurité

Les Soviétiques ont fait savoir vendredi 15 janvier qu'ils attachent une « grande importance » à la visite qu'entreprend dimanche à Bonn leur ministre des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, pour préparer une rencontre entre M. Mikhaïl Gorbatchev et le chancelier Kohl.

Le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Guerassimov, a souligné, à Moscou, que cette visite intervenait dans des conditions « très favorables », en raison de la conclusion de l'accord soviéto-américain sur l'élimination des missiles de portée intermédiaire et du rôle positif joué par la RFA au cours des négociations. En acceptant de ne pas moderniser les fameux Pershing-1, le chancelier Kohl avait levé l'un des derniers obstacles s'opposant encore à cet accord.

La visite de M. Chevardnadze constitue une nouvelle étape dans le dégel des relations entre les deux pays, qui avaient traversé une période difficile jusqu'à l'année dernière. Le voyage du président Richard von Weizsäcker, en juillet dernier, puis celui de M. Franz-Josef Strauss, ministre-président de Bavière et président du Parti social-

chrétien, avaient permis de renouer le dialogue au plus haut niveau. Les problèmes politiques et militaires occupent une place centrale dans les discussions. Si les Soviétiques se félicitent de l'attitude allemande sur les questions de désarmement, ils voient, en revanche, d'un mauvais œil les efforts faits par la RFA et la France pour resserrer leur coopération en matière de défense. Ces efforts ont donné lieu à de très vifs commentaires de la part de Moscou.

Le dossier économique sera aussi largement abordé. L'Allemagne de l'Ouest demeure le premier partenaire commercial occidental de l'URSS. Les Soviétiques s'inquiètent des effets pervers de la hausse du deuschemark, qui renchérit leurs importations de RFA à un moment où, « pressurisés », obligés, ils cherchent à acquérir plus d'équipements modernes sur les marchés étrangers.

Les chiffres du commerce extérieur pour les neuf premiers mois de 1987 font apparaître une chute des échanges par rapport à la période correspondante de 1986 (3,6 milliards de roubles contre 4,2 milliards), due principalement à la diminution des exportations soviétiques.

La visite de M. Ryjkov à Oslo

Les négociations sur la mer de Barents sont toujours dans l'impasse

Les Norvégiens ne cachent pas leur déception au terme de la visite officielle de M. Nikolai Ryjkov, du 14 au 16 janvier, à Oslo. Ils pensaient que le chef du gouvernement soviétique, qui avait réglé en début de semaine le différend frontalier qui oppose les deux pays dans la mer de Barents. La zone contestée depuis 1974 couvre un espace maritime de 155 000 kilomètres carrés, situé entre le Spitzberg et la terre de Saint-Joseph.

Sur cette question, M. Nikolai Ryjkov n'a fait aucune proposition nouvelle susceptible de déboucher les négociations. L'URSS souhaite que les deux pays assurent conjointement l'administration de la zone et se partagent équitablement les richesses naturelles (pétrole et gaz) qu'elle est supposée receler. De son côté, la Norvège estime qu'une telle solution risque de renforcer la domination soviétique dans la région. Le gouvernement d'Oslo pense qu'une « frontière claire doit être tracée ».

Les pourparlers sont compliqués par le fait que cet espace maritime est d'un grand intérêt stratégique pour l'URSS. Il constitue un passage obligé vers l'Atlantique nord pour la flotte soviétique basée à Mourmansk, dans la presqu'île de Kola. En dépit de l'échec de ces discussions, M. Gro Harlem Brundtland, premier ministre norvégien, et son homologue soviétique ont signé, le 15 janvier, deux accords sur l'échange rapide d'informations en cas d'incident nucléaire et l'organisation des secours en mer de Barents.

BONN
de notre correspondant

La tempête soulevée par la fermeture de l'usine de combustibles nucléaires Nukem, soupçonnée d'avoir livré de la matière fissile à des pays comme le Pakistan et la Libye (le Monde du 16 janvier), continue de faire rage en République fédérale. Le quotidien d'extrême gauche Tageszeitung dénonce cet « Urangate » qui ébranle la République. Le chancelier Kohl et son ministre de l'environnement, M. Klaus Töper, sont accusés par l'opposition de négligence et de rétention d'information devant le Bundestag. Tous les partis se sont prononcés pour la constitution d'une commission d'enquête parlementaire ayant mission de faire toute la lumière sur cette ténébreuse affaire.

La mort de Sean MacBride

Un humaniste de combat

(Suite de la première page.)

Après avoir été deux ans à la tête de l'IRA, il retourna dans la légalité quand, en 1937, la constitution du pays est changée pour supprimer toute marque d'allégeance au Royaume-Uni. En 1948, il est nommé ministre des affaires étrangères et, champion du neutralisme, obtient que son pays s'adhère pas à l'OTAN. Il renoue avec diverses personnalités anti-impérialistes rencontrées dans les années 20 ; Ho Chi Minh et Nehru sont ses amis. Il contribue à la formation du Conseil de l'Europe et apporte son concours à l'élaboration de la Convention européenne des droits de l'homme. Ses débuts en politique dans son pays (il doit quitter le gouvernement dès 1951 et le réintègre en 1957) sont à la mesure des succès de sa carrière « internationaliste ».

En 1961, il préside à la naissance d'Amnesty International, qui va acquérir l'autorité que l'on sait en dénonçant les exactions de bien des gouvernements ayant, pour d'autres raisons, sa sympathie. Ce n'est pas là l'une des moindres contradictions de ses multiples entreprises. De 1973 à 1976, il est secrétaire général adjoint de l'ONU et commissaire de l'organisation pour la Namibie. Entre-temps, il reçoit le prix Nobel et, trois ans après, en 1977, à Moscou — doublé unique, — le prix Lénine pour la paix.

Un « nouvel ordre » de l'information

L'année suivante, à Washington, il est décoré de la médaille de la Justice. Ce « tiers-mondiste » qui a si fortement protesté contre les bombardements américains au Vietnam n'hésite pas à tenter, en 1979, d'obtenir à Téhéran la libération des otages américains, puis à réclamer le retrait des Soviétiques de l'Afghanistan.

En 1980, président de la commission de l'UNESCO sur les problèmes de communication, il cautionne un rapport très controversé parce qu'il comporte de vives critiques à l'égard des médias occidentaux et suggère l'instauration d'un « nouvel ordre mondial de l'information ». Jusqu'au bout, Sean MacBride a continué à déployer de notables efforts, même s'il était privé par l'âge et la maladie de ses voyages incessants, de colloques en conférences, tout autour du globe. En 1984, par exemple, alors que les relations entre Moscou et Washington sont au point mort, il parvient à rétablir brièvement un semblant de dialogue à travers le courrier que lui adressent Constantin Tchernenko et Ronald Reagan.

Quelques semaines seulement avant sa mort, Sean MacBride aura eu la grande satisfaction de voir se tenir une rencontre Reagan-Gorbatchev couronnée par la signature d'un traité sur les euromissiles. Il s'avouait « beaucoup plus pessimiste » qu'il ne paraissait, mais il ignorait manifestement la résignation. Et dans son bureau se trouvait en évidence une statuette représentant Don Quichotte, auquel on l'a fréquemment comparé.

FRANCIS CORNU.

Europe

RFA

Le scandale Nukem relance le débat sur la poursuite du programme électronucléaire

Rien pourtant, au cours de la journée du vendredi 15 janvier, n'est venu confirmer ou infirmer le « soupçon insidieux » pesant sur la RFA d'avoir, par l'intermédiaire de la firme Nukem et de sa filiale Transnuclear, contourné un traité de non-prolifération nucléaire. Le porte-parole de l'entreprise a démenti que Nukem ait jamais livré à l'étranger de matériaux susceptibles d'être utilisés pour la fabrication de bombes, et le centre d'études nucléaires de Mol, en Belgique, impliqué également dans le trafic de déchets, se défend lui aussi d'avoir agi de la sorte. Le gouvernement ouest-allemand a mis en route une enquête de grande envergure en RFA, en Suisse et en Suède pour établir si oui ou non les transports de matériaux radio-actifs à partir du port de Lübeck comportaient des éléments suspects.

On manifeste quelques doutes, dans les milieux de la recherche et de l'industrie nucléaires, sur la possibilité technique de fabriquer à Mol comme à Nukem des matériaux fissiles à usage militaire. Mais il en faudra plus pour persuader une opinion publique abasourdie par l'ampleur du scandale du transport des déchets par Transnuclear que les nouveaux soupçons ne sont pas fondés. Comment, dans ces conditions, des hommes politiques responsables, comme le ministre, président de Hesse, M. Walter Wallmann, ont-ils été conduits à reconnaître que la livraison de matière fissile à des pays étrangers était « possible » ? Selon les explications données par MM. Wallmann et Töper à Bonn, cette attitude était justifiée par des informations données au gouvernement de Hesse et au parquet de Francfort par une « Informatrix » prétendant détenir des preuves de ce

trafic illégal. Or, jusqu'à présent, le parquet affirme ne détenir aucune preuve irréfutable de ces faits. Il s'agit donc plutôt, pour des hommes politiques qui, sont conscients de marcher en l'occurrence sur un champ de mines, au sens propre comme au figuré, de prendre des précautions pour le cas où des enquêtes journalistiques ou policières viendraient confirmer ces graves soupçons.

En tout état de cause, la querelle sur la poursuite du programme nucléaire ouest-allemand est bel et bien relancée, avec en pointes les Verts, partisans d'un abandon immédiat et définitif de la production d'électricité nucléaire, suivis par les sociaux-démocrates, qui veulent sortir du nucléaire à échéance de dix ans. Le chancelier Helmut Kohl, pour sa part, ne voit aucune raison de relancer le débat de fond sur cette question.

LUC ROSENZWEIG.

URSS : reçu au Kremlin au sein d'une délégation

M. Andreï Sakharov a demandé à M. Gorbatchev la libération de deux cents prisonniers politiques

Moscou. — L'académicien Andreï Sakharov s'est rendu, vendredi 15 janvier, pour la première fois avec M. Mikhaïl Gorbatchev, après cette rencontre, que le chef du Kremlin est le dirigeant dont l'URSS « a besoin en ce moment difficile » de l'histoire. Le prix Nobel de la paix s'est déclaré « très favorablement impressionné » par M. Gorbatchev « à la fois comme dirigeant et comme personnalité ».

« Il est plus dynamique et plus capable » que ses prédécesseurs, a-t-il ajouté. M. Sakharov a été reçu par le numéro un soviétique au Kremlin en même temps que les membres du conseil des directeurs d'un Fonds international pour la survie de l'humanité, qui s'est constitué jeudi à Moscou et dont M. Sakharov fait partie, ainsi notamment qu'un homme d'affaires américain, M. Armand Hammer, président de l'Occidental Petroleum.

Ces personnalités se sont entretenues plus de deux heures avec M. Gorbatchev. Le chef du Kremlin « a fait une déclaration liminaire, puis chacun de nous est intervenu et des discussions ont eu lieu », a précisé M. Sakharov.

L'ancien exilé de Gorki n'a pas voulu préciser le détail des propos qu'il a échangés avec M. Gorbatchev. « On ne peut tout dire tout de suite », a-t-il dit lors d'un briefing au centre de presse du ministère des affaires étrangères, auquel il avait accès pour la première fois.

M. Hammer a cependant précisé qu'Andreï Sakharov avait remis au secrétaire général du PC soviétique une liste d'environ deux cents prisonniers politiques dont il demande la libération.

M. Sakharov a également exprimé son point de vue sur l'Afghanistan, en estimant que le retrait soviétique de ce pays doit se faire « sans conditions ». « Le reste s'arrangera ensuite », a-t-il dit, en jugeant qu'il y a des « changements » et des « progrès » sur cette question.

Commentant les raisons de sa participation au nouveau Fonds,

M. Sakharov a dit que cet organisme « privé et indépendant » n'aurait pas pu apparaître avant le processus « de libération de la société soviétique ».

« J'ai des contacts avec différents groupes de notre population, souvent en position difficile, souvent oppositionnelle », a-t-il ajouté. Il a cité notamment les Tatars de Crimée, dénoncés récemment dans la presse soviétique comme « groupe extrémiste et provocateur ». — (AFP, Reuter, AP.)

Plus de gyrophares pour les apparatchiks moscovites

MOSCOU
de notre envoyé spécial

Un rude coup vient d'être porté à Moscou aux bureaucrates de haut rang : quelque huit cents limousines officielles ont été privées, sur décision des autorités, des sirènes et gyrophares qui leur permettaient de bloquer la circulation aux heures de pointe dans le centre de la capitale, sur le chemin du Kremlin ou du comité central.

Les apparatchiks soviétiques avaient une fâcheuse tendance à faire usage de cet appanage de leur pouvoir « pour satisfaire leur ego », a expliqué le colonel de la milice, Elmer Pankov, chef adjoint du service de contrôle de la circulation à Moscou.

Rapportant cette décision, « hebdomadaire », l'agence Tass a pris soin

de préciser que le comité de ville du Parti communiste, qui figure parmi les premiers touchés, en avait été dûment informé. Les convois de Zil, de Tchaila ou de Volga noire, tous phéres allumés et gyrophares en action, étaient devenus l'une des caractéristiques des petits matins moscovites, sur l'avenue Kalinine. Postés tous les cent mètres, les miliciens n'ont pas leur pareil pour arrêter net, dans un grand crissement de pneus, les flots de voitures, d'un signe de bâton péremptoire, pour laisser passer un véhicule officiel.

Le cinéaste Eldar Rzanzov, qui a entrepris une lutte à mort contre la bureaucratie, a fait de ce spectacle typique de la vie quotidienne moscovite une des meilleures scènes de son dernier film, *Mémoire oubliée pour vivre*.

S.K.

Asie

La tension entre les deux Corées Pyongyang dément être responsable de l'attentat contre l'avion de la KAL et menace Séoul de « représailles »

Radio-Pyongyang a démenti vendredi 15 janvier toute implication de la Corée du Nord dans la destruction de l'appareil de la compagnie sud-coréenne KAL (le Monde du 16 janvier). La radio officielle nord-coréenne a qualifié de mensonges fabriqués de toutes pièces les accusations portées par la jeune femme, qui a déclaré à la télévision de Séoul avoir placé une bombe à bord de l'avion sur ordre de M. Kim Jong Il. Il n'y a aucune trace de cette jeune femme, identifiée comme M^{lle} Kim Hyun Hee, dans les registres scolaires du pays et son père n'est pas diplomate nord-coréen, a ajouté la radio. L'agence officielle de presse KCNA a, de son côté, évoqué de possibles représailles contre Séoul. « Nous répondrons à la provocation de l'attentat par des représailles décisives », a averti l'agence.

À Washington, un responsable du département d'Etat a indiqué vendredi que Séoul avait informé les États-Unis que la Corée du Sud ne préparait pas de représailles militaires contre la Corée du Nord ; selon lui, la déclaration sud-coréenne sur des éventuelles représailles (le Monde du 16 janvier), a été faite pour des raisons de politique intérieure. Le département d'Etat a annoncé qu'il disposait de « preuves importantes » de l'implication du gouvernement nord-coréen dans l'attentat, ajoutant : « De tels actes méritent la condamnation de tous les gens civilisés ».

Séoul a demandé vendredi aux Nations unies de prendre des sanctions à l'encontre de Pyongyang. L'ambassadeur sud-coréen auprès

de l'ONU a également laissé entendre que son gouvernement pourrait porter l'affaire devant l'Organisation internationale de l'aviation civile (OACI). Il a enfin déclaré que M^{lle} Kim Hyun Hee serait jugée, mais que son cas serait examiné avec bienveillance car elle a avoué et regretté son crime. — (AFP, Reuter, AP.)

Les Jeux olympiques d'été

Cuba n'ira pas à Séoul

Le président du Comité olympique cubain, M. Manuel Gonzales Guerra, a annoncé, le vendredi 15 janvier, que Cuba ne participera pas aux Jeux olympiques d'été de Séoul, en septembre prochain. La décision a été prise à l'unanimité par le Comité, en présence de M. Fidel Castro. Le chef de l'Etat cubain a adressé une lettre au président du Comité international, M. Juan Antonio Samaranch, dans laquelle il réaffirme le soutien de La Havane à la position de la Corée du Nord et son inquiétude sur les conditions de sécurité en Corée du Sud.

Mis à part Pyongyang, Cuba est le seul Etat à avoir annoncé un boycottage des Jeux d'été de 1988. Cent soixante pays, dont l'URSS et la quasi-totalité des pays socialistes, qui n'avaient pas participé aux Jeux de Los Angeles, ont répondu favorablement à l'invitation du Comité international. Le Vietnam a, lui aussi, confirmé, vendredi, sa participation. — (AFP, Reuter.)

Le président Reagan favorable au maintien de l'aide américaine au Pakistan

Washington. — Le président Ronald Reagan a fait savoir vendredi 15 janvier au Congrès qu'il permettrait la poursuite de l'aide américaine au Pakistan, en dépit des inquiétudes américaines concernant le programme nucléaire de ce pays. M. Reagan a invoqué une disposition qui permet des exceptions à une loi de 1985 imposant l'arrêt de l'assistance américaine à tout pays qui tente de se procurer illégalement des armes nucléaires.

Selon des responsables américains, le département d'Etat a conclu, dans un mémorandum adressé au président Reagan, à l'implication probable du Pakistan dans une tentative d'exportation vers ce pays de matériaux pouvant être utilisés dans la fabrication d'armes atomiques. Le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, avait fait part jeudi des « graves inquiétudes » des États-Unis à propos du programme nucléaire pakistanais (le Monde du 16 janvier).

Le mémorandum du département d'Etat recommandait pourtant la poursuite de l'aide américaine, selon des responsables américains ayant demandé l'anonymat. Dans un communiqué, la Maison Blanche a indiqué vendredi qu'un arrêt de cette assistance « serait contraire aux intérêts stratégiques des États-Unis et aurait un effet déstabilisateur sur l'Asie du Sud ». En septembre dernier, le Congrès avait suspendu l'aide américaine à ce pays. Mais il l'avait rétablie en décembre, votant 480 millions de dollars d'aide économique et militaire, principalement parce que le Pakistan soutient la résistance afghane. (AFP.)

pe
relance le débat
nucléaire

rot a demandé a M. Giscard
deux cents prisonniers politiques

Plus de 500
pour les apparitions

Asie
en deux parties
des réponses
l'union de la K.A.
représentatives

Le monde
sur minitel

LES HOMMES
DE LA LOIRE
H. Dussourd - B. et C. Desjeux
De la source à l'embouchure,
une histoire riche et passionnante
24 x 28 cm - 204 p. - 250 F - 220F
Berger-Levrault
UN GRAND NOM DE FRANCE

Politique

Le Monde • Dimanche 17-Janvier 1988 5

L'entrée en campagne du premier ministre pour l'élection présidentielle

M. Jacques Chirac ou l'art consommé de séduire les électeurs

Enfin ! La charge a sonné ! Chirac ? Le cavalier Chirac admet. Il en est même devenu le grand spécialiste dans la classe politique française. Descendre une rue sinueuse aux livres, arpenter un marché aux tentes, faire vibrer des militants entassés dans le hall glacé d'un palais des sports, sauter d'un avion dans l'autre pour parcourir le pays aussi vite que les coureurs du Tour de France aérien, Jacques Chirac sait faire. Jacques Chirac adore.

Cet art consommé de séduire les électeurs, il l'a appris sur les routes sinueuses de Corrèze lors de sa première campagne législative en 1987. Depuis, il a su adapter les méthodes classiques de l'arrondissement rural aux scrutins nationaux. Réussite étonnante à l'heure de l'audiovisuel triomphant. Mais, avant de faire de la France sa circonscription, il avait déjà montré, en arrachant la mairie de Paris en 1977, que ce qui était bon pour les cantons de province l'était aussi pour les quartiers de la capitale.

Déjà son affiche recouvrait les murs de la ville. Déjà il se montrait sans pitié pour ses adversaires. Déjà il savait semer la discorde chez ses concurrents et profiter de leurs divisions. Déjà il réussissait à convaincre les hésitants de son camp qu'il était un meilleur rempart contre les coups que son challenger, M. Michel d'Ornano. La méthode Chirac était définitivement mise au point.

Une autre facette de son talent de meneur de campagne apparaît lors des législatives de 1978 : la chanson de l'union dans la diversité. En rupture avec Valéry Giscard d'Estaing, il lui propose quand même une campagne unitaire contre la gauche qui paraît avoir le vent en poupe. Si, en juillet 1977, il soumettait des nombreuses primaires au sein de la majorité, il signe un « manifeste » commun avec tous les partis de celle-ci le 14 septembre. Si, en janvier 1978, il se fêlait et rompt l'accord après la création de l'UDF, arme de guerre giscardienne contre le RPR, il ne cesse de proclamer qu'il se bat pour la victoire de la majorité parlementaire tout entière contre les tenants du programme commun. Résultat : la majorité garde la majorité, comme le proclamaient les affiches de l'UDF, mais le RPR conserve la première place

à droite : 22,62 % des suffrages exprimés contre 21,45 % aux fidèles du président de la République en exercice au premier tour, et cent cinquante députés élus contre cent quarante à ses alliés.

Retour à l'opposition brutale au giscardisme à l'occasion des premières élections au suffrage universel de l'Assemblée des Communautés européennes, au printemps de 1979. Dès le mois de décembre 1978, Jacques Chirac, dans son fameux « appel de Cochin », du nom de l'hôpital où il se remettait d'un grave accident de la route, avait prévenu : il allait lutter contre « la voix paisible et rassurante » du « parti de l'étranger ».

Aucun enjeu de pouvoir dans ces élections à la proportionnelle sur liste nationale, chacun pouvait régler ses comptes au sein de son propre camp. La suprématie à droite était à conquérir. Mené par son président, le RPR l'a perdue, et nettement : 18,31 % des suffrages exprimés, contre 27,60 % à la liste de l'UDF.

machine RPR fait la preuve de sa capacité à mener une campagne d'un dynamisme rarement vu. Parti de 11 % des intentions de vote collectées par la SOFRES en octobre 1980, M. Chirac franchit les 15 % en mars et frôla même la barre des 20 % à la mi-avril. La dernière ligne droite lui est fatale. Au soir du 26 avril, il ne recueille que 16,99 % des suffrages exprimés contre 28,31 % au président sortant. Le choc est rude, mais le rebond étonnant.

Virage cap sur cap. Au lendemain même de la victoire de M. François Mitterrand, M. Chirac se propose comme patron de l'union de la droite, et dès le 14 mai il signe avec M. Jean Lecanuet un pacte créant « l'Union de la nouvelle majorité » pour patronner tous les candidats du RPR et de l'UDF aux législatives qui vont suivre. Le Tour de France recommence au bénéfice des amis comme des adversaires de la veille devenus des alliés. Le vaincu du premier tour de la présidentielle empêche le bénéfice de cette croisade unitaire : les socialistes ont certes la majorité absolue à l'Assemblée nationale, mais le RPR y conserve quatre-vingt-trois députés, soit vingt-deux de plus que l'UDF. L'honneur est sauvegardé, la prééminence chiraquienne est préservée et que sont sauvegardées les bases de la reconquête.

Union toujours pour les européennes de 1984. La leçon de 1979 a porté : ce terrain-là n'est guère favorable pour compter les chiraquiens. Il suffit de défaire les socialistes. L'heure de la vraie revanche viendra en 1986. Proportionnelle aidant, la première manche se joue dans les discussions d'état-major : l'UDF reconnaît la suprématie de son allié. Les électeurs le confirment : les chiraquiens restent plus nombreux que les giscard-baristes au Palais-Bourbon (145 contre 129).

La campagne de ces élections à l'Assemblée ressemble fort à celle d'une présidentielle. Méthode et matériel ont été rodés alors avec succès. Aujourd'hui, il suffit au premier ministre-candidat de réunir à rentabiliser les investissements soigneusement engrangés pendant quatorze mois.

Quelques ratés

La machine électorale chiraquienne peut avoir des ratés ou, plus exactement, ne pas embrayer sur l'électorat. Toujours optimiste, Jacques Chirac préfère constater que la « politique [du gouvernement] ne recueille manifestement pas l'adhésion populaire » et accuser « une manipulation sans précédent des moyens d'information au bénéfice de la liste officielle ».

Le cap ne change pas lors des présidentielles de 1981. Après le rassemblement parlementaire contre le gouvernement de Raymond Barre, le RPR se lance, avec, bien entendu, son président comme porte-drapeau. Tout est bon pour déstabiliser le chef de l'Etat sortant, dont le bilan « ne conduit pas spontanément et de gaieté de cœur la majorité d'entre nous à lui donner un nouveau bail de sept ans ». C'est la campagne du « y a qu'à », car, cette fois, c'est Jacques Chirac qui a une autre politique à proposer.

Malgré les réticences des vieux gaullistes, qui préfèrent faire campagne pour M. Michel Debré ou soutenir, plus ou moins discrètement, M. Giscard d'Estaing, la

THÉRIER BRÉMER.

Le chef du gouvernement définit son « ambition » pour la France

(Suite de la première page.)

M. Chirac devait prononcer son premier discours de candidat déclaré samedi après-midi devant les « Etats-général du gaullisme », qui regroupent une douzaine d'associations, en présence d'anciens ministres du général de Gaulle. De leur côté, plusieurs composantes de l'UDF accomplissent les premiers actes de leur entrée en campagne. Le Parti socialiste-démocrate (PSD) de M. André Santini, secrétaire d'Etat à la communication, et le Parti radical, de M. André Rossinot, ministre des relations avec le Parlement, devaient officialiser dimanche leur choix en faveur de M. Raymond Barre (toutefois, les fédérations parisiennes de ces deux formations ont déjà opté pour la candidature du maire de la capitale).

Le conseil politique du CDS devrait être unanime à apporter son soutien à M. Barre, samedi. Le président de la formation centriste, M. Pierre Méhaignerie, ministre de

l'équipement, avait formulé, au cours du conseil de cabinet de vendredi, des réserves sur le bilan gouvernemental présenté par M. Chirac qui, pour cette raison, n'a pas encore été publié. M. Méhaignerie souhaitait que ce document fit apparaître, à côté des réalisations du gouvernement, ce qui reste à accomplir dans la voie empruntée en mars 1986. MM. Edouard Balladur, Alain Juppé et Michel Noir, mais aussi M. Alain Madelin, numéro deux du PR, se sont opposés au point de vue exprimé par le président du CDS en soulignant que les résultats de l'action commune sont suffisamment probants pour être mis en valeur sans réserves. M. Madelin a déclaré que le bilan gouvernemental est le « patrimoine commun » de la majorité.

Le Parti républicain, dont le conseil national doit se prononcer le 23 janvier, apportera à M. Barre un soutien qui ne sera pas dénué de restrictions mentales, comme en ont témoigné les déclarations de

M. François Léotard au Journal des républicains (le Monde du 15 janvier). Le secrétaire général du PR s'exprimera le 21 janvier sur TF1, au cours de l'émission « Questions à domicile ». Il aura reçu deux jours auparavant, dans sa ville de Fréjus, le premier ministre, venu poser la première pierre d'un monument à la mémoire des morts de la guerre d'Indochine.

La mouvance léotardienne et giscardienne se montre partagée entre le soutien à l'un ou à l'autre des anciens premiers ministres. Après le vote des clubs Perspectives et Réalités (27 voix pour M. Barre, 19 voix pour M. Chirac, 9 ne se prononçant pas), M. Jacques Larché, sénateur (républicain indépendant) de Seine-et-Marne, président de la commission des lois, annonce son vote en faveur de M. Chirac.

M. Valéry Giscard d'Estaing, qui ne s'est pas encore prononcé formellement et qui avait reçu M. Chirac le 14 janvier, devrait expliciter sa position dimanche au « Grand Jury RTL-le Monde ».

P. J.

La déclaration de candidature de M. Jacques Chirac

« Les conditions sont réunies pour franchir une nouvelle étape »

M. Jacques Chirac a fait, samedi 16 janvier à 12 h 30, depuis son bureau de l'hôtel Matignon, la déclaration suivante :

« J'ai décidé d'être candidat à la présidence de la République. Et je voudrais, mes chers compatriotes, vous donner mes raisons.

« Dans trois mois, nous élirons le chef de l'Etat et nous élirons pour sept ans. C'est un choix essentiel dont dépend, pour une large part, l'avenir de la France et l'avenir de chacun d'entre nous.

« En mars 1986, la majorité à laquelle vous avez donné votre confiance a choisi, comme elle le devait, d'assumer ses responsabilités. J'ai alors accepté d'être le chef du gouvernement pour entreprendre sans retard le redressement nécessaire de notre pays, pour préserver l'unité des Français et pour respecter nos institutions.

« La tâche n'était pas facile, et je le sais. Pourtant nous avons travaillé et, dans beaucoup de domaines, nous avons réussi.

« Aujourd'hui les conditions sont réunies pour franchir une nouvelle étape. Nous en avons les moyens.

« Comme vous je suis ambitieux pour la France :

« — une France qui donne un espoir à sa jeunesse ;
« — une France plus attentive à ceux qui souffrent de la misère, de la solitude ou d'être sans emploi ;
« — une France dynamique, audacieuse, créative, prête à saisir la chance du grand marché européen de 1992 ;
« — une France forte, rayonnante, généreuse qui assure son indépendance et son rang dans le monde.

« Cette France-là, ce n'est pas celle des idéologies. C'est la France fidèle à son passé et confiante dans son avenir de grande puissance. C'est la France du courage et de l'action.

« Ces objectifs, nous pouvons et nous devons les atteindre.

« C'est vrai, de nouveaux et importants progrès sont nécessaires. Ils sont à notre portée si nous savons faire preuve de volonté, d'unité et d'imagination. Si nous avons l'enthousiasme sans quoi rien de grand ne peut se faire.

« Au cours des prochaines semaines, et à votre intention, je développerai mon projet.

« C'est un projet qui exprime toute ma conviction.

« C'est un projet de rassemblement, d'effort, de solidarité et d'ambition, pour servir les Français et pour servir la France. »

Huis clos

Finie la joliesse du monopole public, celui où les chaînes de radio et de télévision attendaient sagement les déclarations des candidats à la présidence de la République. La privatisation de l'audiovisuel a ouvert l'ère de la surenchère et de la bousculade : pas moins de six chaînes de télévision et d'innombrables radios privées prétendaient recueillir les déclarations de M. Jacques Chirac le 16 janvier. Pour les mettre d'accord, le premier ministre-candidat a mis tout le monde à la porte.

La brève allocution a été enregistrée à huis clos, « dans le calme et la sérénité qui conviennent à cet événement », précise-t-on à l'hôtel Matignon.

Seul témoin : une unique caméra de télévision d'une petite société de production dont le nom n'a pas été révélé mais avec laquelle M. Chirac « a ses habitudes ». Radios et télévisions, publiques ou privées, ont dû faire la queue dans la cour de Matignon pour obtenir la précieuse cassette. Les responsables de nos grands médias n'ont pas apprécié. Ils ont tort : la solution retenue par M. Chirac est un moindre mal. Les candidats en viendront peut-être un jour à vendre leurs cassettes aux enchères pour financer leur campagne. — J.-F. L.

Vue de Matignon

La cohabitation continue

La cohabitation institutionnelle entre les actuels président de la République et premier ministre va-t-elle prendre un tour nouveau avec l'entrée en campagne électorale de M. Jacques Chirac ? Si M. Mitterrand est lui-même candidat, ses relations avec le chef du gouvernement seront-elles sensiblement modifiées ? Comment vont désormais s'établir les rapports entre les deux responsables du pouvoir exécutif jusqu'au terme officiel du mandat du président de la République fixé formellement le 21 mai 1988, soit sept ans jour pour jour après son installation effective à l'Elysée ?

Ces questions étonnent ceux qui sont responsables de la bonne marche de la machine du pouvoir. Ainsi, à l'hôtel Matignon, où l'on assure que M. Chirac saura sans difficulté opérer une dichotomie entre ses fonctions gouvernementales et son activité de candidat, on n'imagine pas que cette situation — pour nouvelle qu'elle soit — puisse poser des problèmes insurmontables. Le rodage de la conduite en double commande des affaires de l'Etat a bien été effectué, difficilement mais sans drame, depuis deux ans. M. Chirac pourra donc aisément, dit-on dans son entourage, dédoubler sa personnalité dans les trois ou quatre mois à venir.

M. Maurice Ulrich, directeur de cabinet du premier ministre qui, depuis l'alternance de 1986, a entretenu un contact permanent avec M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de la présidence de la République, reconnaît volontiers que ces relations ont un caractère tout à fait correct même si elles sont « aséptisées ». Les rapports entre les deux

maisons à ce niveau-là ont essentiellement un caractère technique et administratif. Les contacts de nature plus politique sont noués directement entre M. Mitterrand et M. Chirac qui se téléphonent pour régler certaines affaires. De même, les deux hommes se rencontrent chaque mercredi — sans témoins — avant le conseil des ministres, et l'on assure à l'hôtel Matignon que le premier ministre est particulièrement avare de confidences après ces entretiens.

Le conseil des ministres, qui conservera pendant toute cette période sa périodicité hebdomadaire, ne devrait pas — assure-t-on auprès du premier ministre — être l'occasion de divergences affichées, comme cela s'est produit à plusieurs occasions depuis vingt mois. Le président de la République, rappelle-t-on, avait ainsi tenu à faire savoir son désaccord sur plusieurs réformes arrêtées par le gouvernement.

Le conseil des ministres verra, il est vrai, son ordre du jour limité à trois types de questions : certains décrets d'application de lois déjà promulgués, les décrets de nomination et des communications. Dans le domaine qui est cédé par le palais de l'Elysée et par l'hôtel Matignon, et qui concerne la politique étrangère et la défense, on estime que l'accord général sur leurs principes et même sur leur conduite noué entre MM. Mitterrand et Chirac se maintiendra sans difficulté. Les « experts » des deux maisons poursuivront d'ailleurs normalement leurs réunions de travail en commun pour la préparation de la commémoration

du vingt-cinquième anniversaire du traité franco-allemand et pour le sommet européen de Bruxelles du 11 février.

En ce qui concerne les décrets de nomination de hauts fonctionnaires, ils ne devraient plus concerner de mouvements de grande ampleur — contrairement, rappelle-t-on à ce qu'avait fait M. Fabius avant le 16 mars 1986. Les nominations ponctuelles proposées par le gouvernement ne devraient donc pas soulever de la part du chef de l'Etat plus d'objections qu'à l'habitude. Mais si un blocage intervenait, fait-on malicieusement observer, on pourra toujours renvoyer la nomination envisagée à des jours meilleurs !

C'est donc en totale sérénité que l'hôtel Matignon s'apprête à vivre cette nouvelle et, peut-être, ultime phase de la « cohabitation ». Un hôtel Matignon qui sera un peu plus fréquemment déserté par son hôte qui partagera aussi son temps entre l'hôtel de Ville, les voyages en province, les studios de radio et de télévision et peut-être aussi... le siège de sa campagne. Mais, de toute façon, chaque mercredi après le conseil, il réunira à déjeuner — comme il le fait depuis deux ans le mardi — l'ensemble des leaders politiques et des principaux ministres de toutes les formations de la majorité.

ANDRÉ PASSERON.

En raison de l'actualité, la chronique Livres politiques d'André Laurens est reportée.

Le « présidoscope » IFOP-« Libération »-TFI

Le chef de l'Etat conforte son avantage

Le deuxième « présidoscope » réalisé par TFI et Libération, par l'IFOP auprès de huit cent dix-huit personnes interrogées par téléphone entre les 10 et 12 janvier, montre que de tous les éventuels concurrents du 24 avril, c'est l'actuel chef de l'Etat qui étend le plus son influence.

Au premier tour, M. François Mitterrand gagne deux points par rapport à l'enquête menée en décembre en obtenant 41 % des intentions de vote. Il réalise ses principaux gains sur la frange des électeurs qui ne se prononcent pas et dont le pourcentage est passé en un

mois de 11 % à 8 %. D'autre part, l'écart se réduit entre MM. Raymond Barre (25 % au lieu de 26 % en décembre) et Jacques Chirac (18,5 % au lieu de 17 %). En quatrième position, M. Jean-Marie Le Pen, crédité de 7 %, perd un point, de même que M. André Lajoinie (4 %). La cote de M. Pierre Juquin (3 %) et celle de M. Arlette Laguiller (1 %) sont stables. Le candidat des Verts, M. Antoine Waechter recule de 1 % à 0,5 %.

Si M. Michel Rocard est présent (et M. Mitterrand absent), il recueille 29 % (contre 30 % le mois dernier). M. Barre 28 %

(-1 point) et M. Chirac 22 % (+2 points). Si MM. Mitterrand et Rocard sont en lice, le premier obtient 35 % et le second 8,5 %.

Au second tour, le président de la République l'emporte aussi bien face à M. Barre que face à M. Chirac. Toutefois, s'il accroît son avantage face au maire de Paris (60-40 au lieu de 58-42), il régresse face au député du Rhône de manière sensible (53-47 au lieu de 58-42). Quant à M. Rocard, il l'emporterait plus nettement qu'en décembre face à M. Chirac (53-47 au lieu de 52-48), mais serait battu à l'identique par M. Barre (45-55).

M. Mitterrand aurait fait part de ses intentions à M. Rocard

M. François Mitterrand et M. Michel Rocard se seraient rencontrés au milieu de la semaine dernière, au cours d'un dîner chez un ami commun.

L'information ainsi présentée par une dépêche de l'AFP diffusée le vendredi 15 janvier n'a été ni démentie ni confirmée par les inté-

ressés. La présidence de la République a rappelé que l'Elysée s'est toujours refusé à parler des contacts du chef de l'Etat avec les responsables socialistes.

Un proche du député des Yvelines a déclaré : « Je ne démens rien du tout, je ne confirme, ni n'infirme. »

Selon de bonnes sources, le président de la République devait faire part de ses intentions quant à son éventuelle candidature à M. Rocard et aux principaux dirigeants socialistes à la mi-janvier, c'est-à-dire au moment de la tenue de la convention nationale du PS, qui s'est ouverte le samedi 16 janvier.

Le Monde
sur minitel
10 H TOUS LES JOURS
Le mini-journal
3615 TAPÉZ **LEMONDE**

هكذا من الامم

صلى الله عليه وسلم

Société

Le procès d'Action directe

Volte-face des témoins de l'accusation

Tout peut arriver. Même une surprise, dans un procès d'Action directe. Le petit coup de théâtre qui s'est produit devant le tribunal correctionnel de Paris, le vendredi 15 janvier, a réveillé un prétoire qui, de communisme robotisé de Régis Schleicher en bons mots téléphoniques du président Ducos, commençait sérieusement à s'assoupir.

Les faits. Il est notamment reproché à trois prévenus, Jean Asselmeier, Amélie Benoît et Bruno Baudrillard, un certain voyage en Normandie, au cours duquel ils auraient fortement suggéré à un couple de syndicalistes de l'usine Renault de Cliché de « dépasser la lutte syndicale traditionnelle ». Ils les auraient même incités, à tirer, comme en Italie, dans les jambes des cadres et leur auraient demandé, à cette fin, les coordonnées de cibles potentielles.

Voilà qu'arrive à la barre ces deux témoins décisifs, Jean-Antoine Carbo et Christine Régier, qui montraient tellement peu d'empressement à y venir que la défense a dû ordonner leur comparution par la force. Ils sont vêtus de jeans et de survêtements, chaussés de baskets. Aucun des deux ne travaille plus chez Renault. Elle est caissière dans un restaurant; lui stagiaire à l'hôpital de Rouen.

Le président Jacques Ducos : « Jean-Antoine Carbo, nous allons d'abord voir si vous reconnaissez Asselmeier. Lèvez-vous Asselmeier... » Les deux gendarmes qui entourent le suspect se lèvent

d'un seul mouvement. Lui, reste assis.

Les avocats, d'une seule voix : « Ah ! non, non, ce n'est pas cela; tout le monde doit se lever et le témoin doit identifier le prévenu parmi tous les hommes. »

Le président, confus : « Bon, que tous les hommes se lèvent ! » Rire général. Les prévenus restent assis.

Jean-Antoine Carbo scrute parmi les visages et avoue qu'il ne reconnaît pas Asselmeier dans le lot.

Le président rappelle les faits exposés dans l'acte d'accusation. « Vos deux visiteurs vous ont-ils demandé l'adresse des cadres de l'usine ? »

« Non, non... »

« Ils vous ont parlé de « jambaison » ? »

« Oui, en Italie. Mais à aucun moment ils n'ont parlé de cela pour la France. »

« Mais vous êtes en contradiction avec toutes vos déclarations aux policiers et au juge d'instruction ? »

« On m'a forcé à dire des choses, M. le président. Les services de police ont tapé à ma place, ils m'ont juste demandé de signer. Je ne me vois pas en train de dire ce qui est marqué là. J'avais fait des premières déclarations; la police en voulait toujours plus, toujours plus; on en arrive à dire n'importe quoi. »

Le « chantage » aux enfants

Sur les moyens de pression dont a usé la police, Christine Régier, sa compagne, va être plus explicite. Le président Ducos : « Ils vous ont demandé les adresses des cadres de l'usine ? »

« Le juge d'instruction m'a déjà demandé ça, j'ai dit non. »

« Non. Vous avez répondu « oui » à l'instruction. »

« J'ai dit « non », il a marqué « oui ». »

Tout à coup, elle éclate en sanglots et, entre deux hoquets, délivre son secret : « Les policiers ont fait du chantage sur nous à propos d'une affaire qu'on a eue dans la région rouennaise. Tony (Jean-Antoine) avait déjà été incarcéré; un jour après sa sortie, un des ses matons a reçu un colis piégé à son

domicile; sa fille en est morte. Comme moi je travaillais avec elle, la police nous a dit que si on n'était pas coopératifs, ils allaient nous arrêter pour cette histoire. » Régis Schleicher, du fond de son box : « Et ça, c'est pas du terrorisme ? C'est de la démocratie ? »

La journée continue sur sa lancée, décidément fâstidieuse, pour Bruno Baudrillard et Amélie Benoît. A peine le couple de syndicalistes a-t-il tourné les talons qu'arrive à la barre Dominique Baudrillard, sœur de Bruno, amie de Salvatore Nicosia, autre prévenu. L'accusation compte sur elle pour démontrer que le trio Baudrillard - Benoît - Nicosia effectuait du transport d'armes. Dominique aurait surpris des conversations compromettantes entre Bruno et Amélie. En fait, la même scène pénible se répète presque mot pour mot.

Le président Ducos : « Aviez-vous découvert que votre frère faisait du trafic d'armes ? »

« Quand on a deux enfants, monsieur le Président, on est prêt à se prostituer moralement pour les voir; j'aurais dit n'importe quoi. Pendant mon incarcération, qui a duré un mois et demi, chaque jour on faisait du chantage sur moi, on me disait : « Si tu veux le voir pour Noël, dis-nous où sont les caches. » Après ma libération, quand je demandais à M. Bruguière, le juge d'instruction, des permis de visite pour aller voir mon ami Salvatore Nicosia, c'était à chaque fois le même chantage : « Et, détachant chaque syllabe : « Je n'ai jamais vu d'armes, je n'ai jamais entendu parler d'armes. »

Cependant une jeune femme, Sylvie Vallée, est venue confirmer à la barre qu'elle avait bien vu des armes dans une malle entreposée dans son cellier, dont elle avait confié les clés à Baudrillard et Benoît, au moment où Salvatore Nicosia était venu la rechercher.

Pour clore cette journée des témoins, M^{me} Françoise Mallet-Joris, écrivain, et Françoise Verry, éditrice, sont venues assurer que Dan Franck, écrivain et logeur malgré lui d'Action directe, était un charmant jeune homme mais qu'il « travaillait de temps en temps avec des frontières du réel et de l'imaginaire ». Apparemment, il n'est pas le seul, et il doit exister dans d'autres milieux quelques vocations rentrées qui pourraient bien intéresser M^{me} Verry.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Valérie Subra aux assises de Paris

Réclusion criminelle à perpétuité pour le trio assassin

La cour d'assises de Paris a condamné, le vendredi 15 janvier, ceux que la presse a appelés le « trio diabolique » à la réclusion criminelle à perpétuité. La cour, présidée par M. Xavier Versini, a assorti ses condamnations d'une peine de sûreté incompressible de dix-huit ans pour Laurent Hattab, vingt-deux ans, et Jean-Rémi Sarraud, vingt-quatre ans, et de seize ans pour Valérie Subra, vingt et un ans.

Tout était dit depuis les premières audiences. Et le verdict presque scellé tant les assassinats de M^{me} Gérard Le Laidier et de Laurent Zarade, commis en décembre 1984, la cruauté qui les avait entourés, passaient sur les débats. Oui, tout était dit : déjà - quand M^{me} Francis Szpiner, l'un des avocats de la partie civile, s'est levé pour associer dans l'honneur les trois accusés et l'assassin présumé d'une vingtaine de vieilles dames à Paris, entre 1984 et 1986, « ils sont de la race de Paulin ! », avait-il assésé en désignant le box où Valérie Subra et Jean-Rémi Sarraud s'étaient tassés sur eux-mêmes au point de disparaître aux yeux du public... Tout était dit avant que l'avocat général Gérard Guillaud n'accable le trio assassin - « un dégoûté, un dévoyé et une poule perverse » - et ne scande d'une voix rauque : « N'oubliez pas que toute la France attend votre verdict. La France qui a un assez des loubards, des crapules, des coupe-jarrets ! »

Au-delà de l'assassinat de deux hommes (âgés de cinquante ans et de vingt-neuf ans), la cour avait pu enregistrer quelques petits « faits vrais » propres à l'impressionner et, probablement, à la durcir davantage... Valérie Subra n'a pas elle-même tué ? Les jurés ont noté, en revanche, que cette jeune fille avait piqué le nom de ses victimes dans son petit carnet d'adresses avec constance et résolution, qu'elle n'avait pas refusé le cadeau de Laurent Zarade - une alliance « trois ors » de chez Cartier - sachant pertinemment quel effet

être son destin, vingt-quatre heures plus tard, et, jusqu'à n'y avoir pas de petit profit, qu'elle avait détesté son portefeuille au moment de sa mise à mort de quelques misérables tickets de métro tout en regardant défiler les images d'une cassette vidéo.

La cour d'assises - comment expliquer autrement les peines de sûreté incompressibles prononcées ? ce qui est rationnel - n'a pas oublié non plus, au moment de ses délibérations, l'acharnement, dans son projet criminel, d'un trio qui prévoyait une longue liste d'assassinats pour parvenir à réunir « 1 milliard ». Au cours des débats, le jury a été informé de trois tentatives ou projets criminels dont deux ont échoué de justesse. M. René Besco, trente-huit ans au moment des faits, industriel, a ainsi appris à la barre des témoins que, après en avoir échappé de justesse, ses assassins potentiels ne le laissent pas pour qu'il aille. « On fera René une autre fois », avait conclu Laurent Hattab.

Mission impossible

Devant une salle comble, des bancs de presse faiblement aussi encombrés, la tâche de la défense s'apparentait largement à une mission quasi impossible. Tour à tour, M^{me} Jean-Louis Pelletier, Paul Lombard et Paul Gambarelli relevaient eux-mêmes « l'honneur » des crimes pour essayer ensuite d'entraîner la responsabilité respective de leur client. N'hésitant pas, pour sauver le leur, à enfoncer davantage les autres.

Pour Sarraud le bourreau, M^{me} Gambarelli a plaidé la solitude, réelle, de cet enfant abandonné. « Il n'y a personne pour lui dans la salle. Personne qui, depuis 1984, se soit manifesté. Personne qui l'ait visité en prison. Personne. Il n'y a que moi. La cour ne l'a pas entendu. »

Pour Valérie Subra, dix-huit ans au moment des faits, M^{me} Pelletier a demandé « non pas la clémence mais l'équité ». Faisant référence au cadre périlleux de la cour d'assises pour les mineurs, il a plaidé avec conviction et jus-

tesse : « A sept mois près, il n'y aurait pas eu ces photos dans les journaux, cette cohorte aveugle qui la traque jusqu'ici pour la vendre ! » Et d'ajouter : « Elle n'a rien décidé. Elle a accepté, elle a désigné. Mais tout le monde la veut. Tout le monde s'y précipite. Elle est devenue le seul enjeu de ce procès. Parce qu'elle est la femme ! » La cour de l'a pas entendu.

Pour Hattab le chef, M^{me} Paul Lombard a interrogé : « Alliez-vous lui faire payer son Alfa Romeo ? Son compte en banque ? Alliez-vous pratiquer une justice de classe à rebours ? » Après avoir tenté de démontrer la non-culpabilité de son client, dans l'assassinat de Laurent Zarade, il a prévenu : « Vous allez faire une erreur judiciaire ! » La cour ne l'a pas entendu.

Il était 15 h 45. Le président Versini a fait se lever les trois accusés pour leur demander s'ils avaient quelque chose à ajouter. Laurent Hattab a été le plus prolixe : « Ben... après avoir entendu tout ça, quel je vais pas essayer de me défendre. Je voudrais dire à la mère de Valérie, qui m'a confié sa fille, qui m'a fait comprendre : toute la responsabilité de Valérie me revient. » Puis, se tournant vers les parties civiles : « J'exprime mes regrets même si je ne suis pas cru. Je vous les exprime même si c'est difficile à dire en face. »

Tous vus, Jean-Rémi Sarraud déclarait alors : « J'ai confiance en la justice. » Accablée, réprimant une seconde ses larmes, Valérie Subra concluait : « Je vous demande pardon... pardon... pardon... La cour s'est à ce moment retirée pour délibérer durant trois heures et revenir avec un verdict presque conforme aux réquisitions de l'avocat général.

LAURENT GRELSAMER.

■ PRÉCISION. - Contrairement à ce qui était indiqué dans nos éditions du 16 janvier, M^{me} Alain Falga a représenté les intérêts de la famille de M^{me} Gérard Le Laidier et M^{me} Francis Szpiner, ceux de la famille de Laurent Zarade durant le procès de Laurent Hattab, Jean-Rémi Sarraud et Valérie Subra.

Dans le Val-d'Oise

L'inspection générale de la police est saisie après des incidents entre un groupe de jeunes et des policiers

Le procureur de la République de Pontoise, M. Marc Moindard, a saisi, le vendredi 15 janvier, l'inspection générale de la police nationale (IGPN) des incidents ayant opposé, le 23 décembre dans une cité de Villiers-le-Bel (Val-d'Oise), un groupe de jeunes et des policiers, accompagnés d'un chien. Six jeunes gens avaient été blessés, dont cinq par morsures, ainsi que trois policiers (le Monde du 31 décembre). Le procureur a fait cette démarche après avoir reçu le résultat de l'enquête menée par le commissariat de Sarcelles sur plainte des jeunes et des policiers blessés.

L'enquête n'a concerné que les violences survenues à la cité du Puits-la-Malière et non les propos racistes dont les jeunes affirment avoir été l'objet. C'est pourquoi l'avocat de sept d'entre eux, M^{me} Dominique Tricaud, a déposé, vendredi au parquet de Pontoise, une plainte visant également la discrimination raciale. Selon lui, trois des blessés, de nationalité française mais d'origine sénégalaise, ont été particulièrement désignés au chien policier par un agent estimant que « ce soir, il faut bouffer du nègre ».

La « police des polices » (IGPN) a été saisie de l'ensemble de ces éléments par le procureur.

Incendie criminel à l'antenne ASSEDIC de Fréjus

Les locaux de l'antenne ASSEDIC de Fréjus (Var), qui regroupent tous les allocataires de la bande littorale de l'est varois (environ 150 000 habitants), ont été presque entièrement détruits, dans la nuit du jeudi 14 au vendredi 15 janvier, par un incendie dont l'origine criminelle ne fait aucun doute.

Alertés vendredi vers 4 heures, les pompiers ont découvert sur place plusieurs foyers. Les vitres du bâtiment avaient été brisées au moyen de bougies de voiture, les bureaux ont été retournés et les dossiers fouillés. Les enquêteurs ont retrouvé sur les lieux une bonbonne de gazoil et un jerrican ayant contenu de l'essence, des boîtes d'allumettes ainsi que des briquets aux abords de l'immeuble.

Les enquêteurs, qui estiment que les dégâts n'ont pu être commis par une personne seule, ont aussi observé de nombreux actes de vandalisme. Ils n'excluent aucune piste : fraudeurs, allocataires mécontents, etc.

M. Jean-Pierre Lion, directeur de l'antenne ASSEDIC, a constaté, pour sa part, que « les cinq cents dossiers inscrits en contentieux ont fait l'objet d'une attention particulière ». Il a précisé que son antenne traitait actuellement neuf mille dossiers, dont six mille indemniés. Mille dossiers étaient encore en instance.

Soixante-quinze prix Nobel à l'Elysée

Pendant quatre jours, du 18 au 22 janvier, soixante-quinze prix Nobel du monde entier seront réunis à Paris pour réfléchir aux grands problèmes de l'humanité à l'aube du vingt et unième siècle. Cette initiative sans précédent, lancée par le Prix Nobel de la paix Elie Wiesel et par M. François Mitterrand, va, l'espace d'une semaine, transformer l'Elysée en un prestigieux laboratoire international. Les Prix Nobel débattront entre eux, à huit clos, au sein de cinq groupes de travail (droits de l'homme, paix et désarmement, développement, culture et société, sciences et techniques).

A l'issue de cette conférence, qui sera clôturée par le président de la République, une trentaine de Prix Nobel ont accepté de se rendre, le vendredi 22 janvier, dans des universités et des centres de recherche, à Paris et en province, pour y prononcer un cours magistral.

En avant-première, M. Wiesel et une vingtaine de Nobel devaient se rendre, le dimanche 17 janvier, à Auschwitz, en Pologne, peut-être pour y rencontrer M. Lech Walesa, qui, avec M. André Sakharov, Mgr Desmond Tutu et Mère Teresa, sera l'un des grands absents de cette conférence.

● Un nouveau président à la Fédération nationale des musulmans de France. - Fondée en 1985, la Fédération nationale des musulmans de France (FNMF), qui conteste à la Mosquée de Paris son leadership sur la communauté musulmane, vient de se doter d'un nouveau président, M. Ayoub Yves Lesseur, un Français converti. Il succède à M. Daniel Youssouf Lederoq, devenu secrétaire général.

La FNMF affirme regrouper plus de cent trente associations.

Aux Etats-Unis

Mise au point d'une nouvelle technique de dépistage du SIDA

Une équipe scientifique américaine regroupant des chercheurs du Center for Diseases Control d'Atlanta et de la société privée CETUS, spécialisée dans les manipulations génétiques, vient de démontrer l'efficacité d'un nouveau test de dépistage de la contamination par le virus du SIDA. Ces résultats sont publiés dans le dernier numéro de l'hebdomadaire américain Science (14 janvier).

Les techniques actuelles de dépistage sont fondées sur la recherche des anticorps, molécules synthétisées par l'organisme en réaction à l'infection par le virus du SIDA. Cette recherche peut être complétée en cas de résultat positif par une mise en culture du virus. Le travail américain repose, lui, sur une technique très ingénieuse baptisée « PCR » (réaction en chaîne de la polymérase), permettant d'amplifier le patrimoine héréditaire (génomique) du virus. On peut ainsi, par exemple, identifier la présence du virus dans le sang à l'aide d'une seule molécule de l'ARN génomique. Les spécialistes de la technique habituelle de dépistage donnent des résultats négatifs.

Les scientifiques américains publient pour la première fois des résultats positifs sur plusieurs dizaines de personnes. Trois groupes ont été

étudiés : un groupe de onze personnes dont les tests en anticorps et les cultures virales étaient positifs; un groupe ayant des anticorps, mais dont les tests de culture virale étaient négatifs; et enfin un groupe de personnes n'ayant aucun signe de la maladie et des résultats négatifs.

En utilisant la technique « PCR », les chercheurs ont confirmé la présence des gènes du virus du SIDA chez tous les patients du premier groupe. Dans le second groupe, les gènes ont été détectés chez sept personnes sur onze, et dans le troisième groupe aucun gène n'a été identifié. Ces résultats, obtenus en moins de quatre jours, démontrent, selon les chercheurs américains, l'efficacité et l'infirmité d'un tel procédé. « Il s'agit là d'une technique d'avenir, estime le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur, Paris). Elle pourrait avoir des applications importantes notamment dans le suivi thérapeutique des malades ». Elle pourrait aussi apporter de nouvelles informations sur la cinétique de l'infection chez l'homme, ainsi que sur les cas, relativement fréquents, où les tests habituels donnent de faux résultats.

J.-Y. N.

Commercialisation retardée pour le RU 486

La pilule abortive en sursis

La commission d'autorisation de mise sur le marché (AMM) du ministère de la santé, a décidé, le vendredi 15 janvier, de surseoir à la décision qu'elle devait prendre quant à la commercialisation en France du RU 486 (ou mégestrol), substance abortive, souvent présentée comme la « pilule du lendemain ». Les spécialistes de la commission d'AMM ont notamment estimé que le dossier présenté par le fabricant de ce produit était « incomplet ». Un nouvel examen du dossier devrait être organisé dans les prochains mois.

La décision ne manquera pas de surprendre, compte tenu des informations souvent très positives diffusées ici ou là sur cette

nouvelle substance mise au point en France. Le RU 486, fabriqué à l'échelle industrielle par la firme Roussel-Uclaf, est connu pour ses caractéristiques « contraceptives ». Son utilisation, dans les premières semaines qui suivent un retard de règles, permet, en effet, d'interrompre une grossesse débutante. Mais le RU 486 doit encore faire ses preuves.

Au terme d'une analyse très rigoureuse du dossier, les membres de la commission d'AMM ont décidé de... ne pas prendre de décision. Ils se sont inquiétés du taux d'échec lié à l'utilisation du RU 486 (20 % dans les meilleures conditions d'utilisation) et des conséquences de cette ineffi-

cacité relative. Ils ont aussi manifesté leur inquiétude, indiquant-on de bonnes sources, devant certains résultats expérimentaux obtenus chez l'animal (le lapin) concernant les risques de malformations fœtales (sur le système nerveux central) liées à l'utilisation de cette molécule. Certains risques hémorragiques concernant la femme ont aussi été soulignés.

Les spécialistes français se réuniront prochainement pour étudier un nouveau dossier, concernant l'association du RU 486 à un autre médicament (une prostaglandine), association dont on assure qu'elle permet d'augmenter très nettement l'efficacité de cette méthode.

J.-Y. N.

La désignation du docteur Nakajima

comme directeur général

Un Japonais francophile à la tête de l'OMS

GENÈVE
de notre correspondante

Après des années de discrétion, les Japonais ont réussi à faire une percée spectaculaire dans le monde onusien. Ils y déploient une activité croissante et se montrent particulièrement généreux dans leurs contributions financières. Pourtant, aucun Japonais n'avait encore accédé à la direction d'une institution spécialisée des Nations unies.

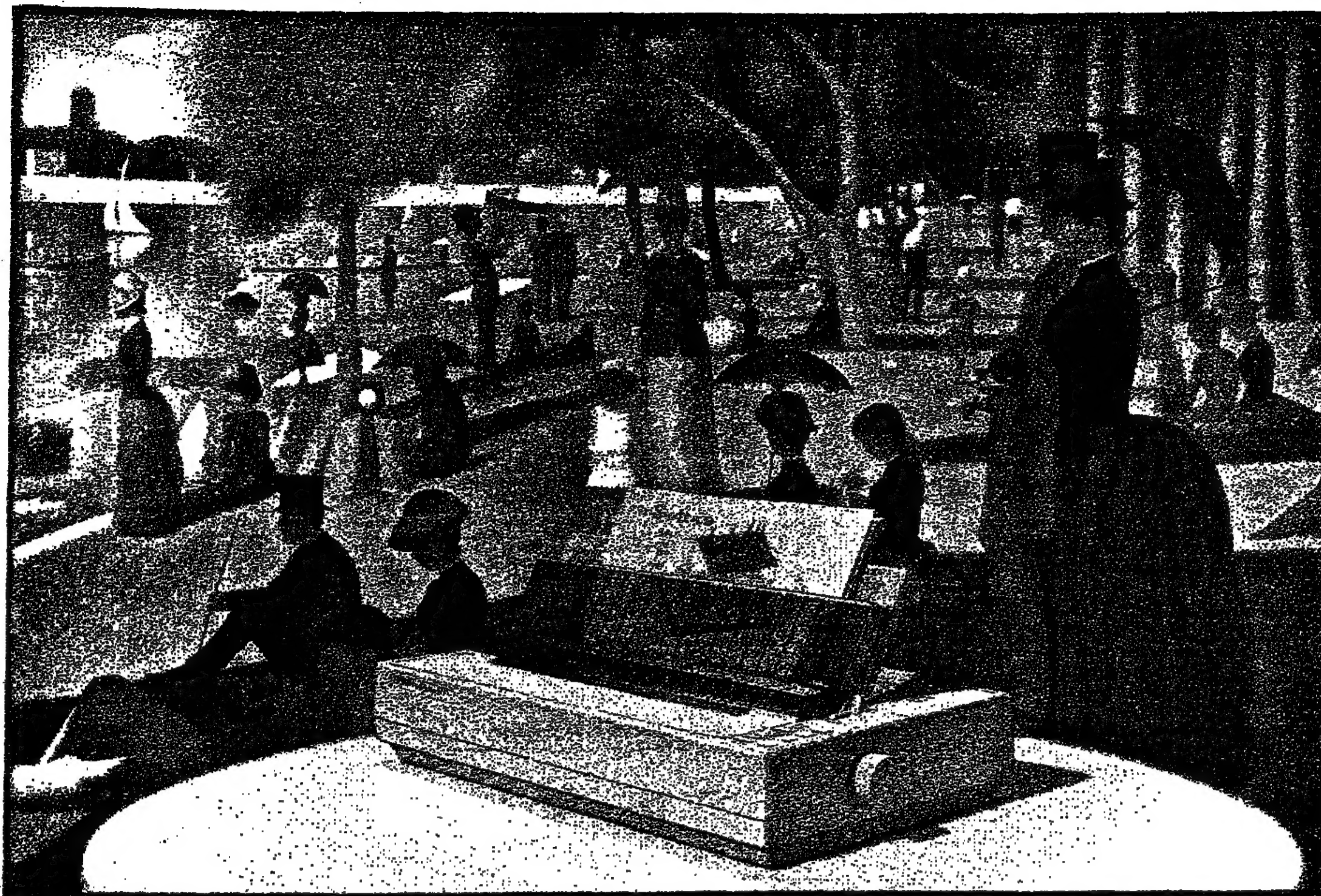
C'est maintenant chose faite. Au cours d'une réunion à huis clos du Conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le docteur Hiroshi Nakajima a été nommé au deuxième tour, par 17 voix contre 13 (obtenues par le docteur Carille Massedo, un Brésilien, directeur du bureau de l'OMS pour les Amériques) au poste de directeur général (le Monde du 16 janvier). Le docteur Halfdan Mahler (Danemark), qui occupe depuis quinze ans cette charge, avait indiqué qu'il ne souhaitait pas briguer un quatrième mandat.

La désignation de M. Nakajima doit être confirmée à l'assemblée mondiale de la santé, qui s'ouvrira le 2 mai au Palais des Nations à Genève. Le nouveau directeur général occupera ses fonctions à partir de juillet pour un mandat de cinq ans. Cette élection n'a pas donné lieu à des polémiques. On connaît les ambitions du Japon (deuxième pays contributeur au budget de l'OMS après les Etats-Unis) et M. Nakajima n'avait pas caché son intention de briguer le poste, surtout depuis qu'il avait été nommé directeur du bureau régional de l'OMS pour le Pacifique occidental à Manille, en 1979.

Si cette nomination s'est faite dans le calme, on n'en peut pas moins une reprise en main d'une institution qui bat quelque peu de l'aile. Les plus heureux à Genève du choix du comité exécutif sont les francophones, fonctionnaires internationaux et membres des missions diplomatiques. Nombre d'entre eux espèrent que M. Nakajima sera de taille à contrer l'hégémonie anglosaxonne qui règne à l'OMS, et pas uniquement dans le domaine linguistique.

Ce Japonais a, en effet - la réputation d'aimer la langue et la culture françaises, sa première femme (décédée) était française. On se plaît à dire que, si la plupart de ses déplacements, quand il était à Manille, se faisaient par le Cameroun, le Laos et le Vietnam, c'est qu'on y parlait français. Dès 1956, jeune médecin, alors âgé de vingt-huit ans, il avait opté pour Paris après avoir reçu une bourse du gouvernement français. Il y suivit une formation en neuro-psychiatrie, ainsi qu'en pharmacologie à la faculté de médecine, avant de se spécialiser en psycho-pharmacologie puis en neuro-psychopharmacologie fondamentale en clinique à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale. Sous sa direction, on peut penser qu'un poids plus important sera donné, à l'OMS, aux travaux français, notamment ceux sur le SIDA.

ISABELLE VICHNIAC.



Jamais une imprimante n'a fait autant impression

La qualité graphique des imprimantes matricielles Epson 24 aiguilles est tout simplement étonnante !

Elle est le fruit d'une volonté constante d'être à la pointe du progrès.

Progrès tel que l'ingénieux levier de déverrouillage implanté sur le plan supérieur de la LQ-1050. Une pression en avant commande l'entraînement à aiguilles pour les travaux sur listing et une nouvelle pression en arrière permet de passer à l'impression feuille à feuille.

Résultat : une impression simple, rapide et professionnelle.

Quant à la qualité, facteur primordial tant pour les amateurs que pour les professionnels, les modèles de la gamme Epson offrent un très vaste choix de graphisme et jeux de caractères.

Des avantages évidents qui font des imprimantes Epson des machines prêtes à obéir au doigt et à l'œil ...

C'est pourquoi les imprimantes Epson, de production européenne, sont à des sommets d'innovation rarement atteints.

Après d'innombrables succès techniques, il ne serait pas surprenant que les imprimantes matricielles Epson parsèment point par point la terre entière.

Vous aussi, laissez-vous impressionner par Epson.

Avec Epson, tout est possible.

EPSON®

SEIKO EPSON CORPORATION: Suwa-shi, Japon Tél: (0266) 52-3131 Téléc: 3362435 EPSON FRANCE S.A.: Paris, France Tél: (1) 47.57.31.33 Téléc: 610657 EPSON (UK) LTD: Londres, G.B. Tél: (01) 902-8892 Téléc: 8814169 EPSON DEUTSCHLAND GmbH: Düsseldorf, R.F.A. Tél: (0211) 58930 Téléc: 8584786 EPSON ITALIA s.p.a.: Milan, Italie Tél: (2) 670-9136 Téléc: 315132 EPSON-STI, S.A.: Barcelone, Espagne Tél: (3) 410-3400 Téléc: 50129

هكذا من الاميل

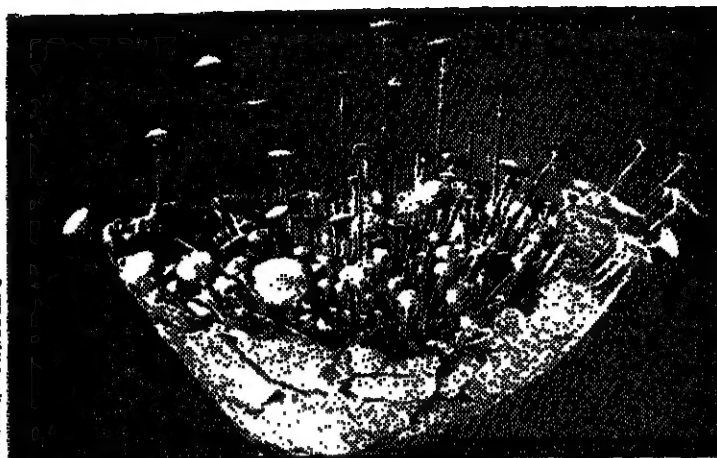
Ouverture du SIME au Grand Palais

Le musée moderne en raccourci

Le premier Salon international des musées et des expositions ouvre ses portes. Un inventaire ambigu.

D'un côté, il y a les musées qui s'exposent, présentent leurs collections, leurs activités. Certains ont suivi le mot d'ordre : ramener vos chefs-d'œuvre d'autres pas, qui se contentent d'offrir des dépliant, des catalogues, de montrer des photos, des maquettes. Parmi eux, beaucoup de musées de province qui, d'instinct, espèrent se faire mieux connaître. Ils ont la bénédiction de la direction des musées de France, qui trône un peu avec quelque chef-d'œuvre des collections nationales — et celle de l'inspection des musées, qui présente dans un grand stand remarquablement aménagé, quantité de projets de rénovations de musées et des constructions en cours, ou à venir, du Musée de Grenoble à celui de Nîmes. Ne serait-ce que pour ce stand d'excellente information sur notre boom muséal, il ne faudrait pas manquer de visiter le SIME.

Pour le curieux effet qui s'en dégage aussi. Un effet non pas de bric-à-brac mais presque, ce à quoi il fallait s'attendre de la promiscuité amusante de la dentelle et du timbre-poste, des médailles militaires et des tableaux, des uniformes et des sculptures des continents et des porcelaines, donnant un échantillonnage à peu près complet de tous les types possibles de musées et



Al Musée de Sens : le « Trésor » de Villeneuve (1 000 av. J.-C.)

de fondations, qui ont le bonheur de fleurir ou de végéter sur notre territoire.

Non, on ne s'ennuie pas au SIME. Mieux, on est plein d'admiration pour celui-ci ou celui-là qui, sur quelques mètres carrés, réussit à donner de lui une image peaufinée, voire à l'accentuer jusqu'à la caricature. Le stand des musées de Nantes est astucieux, celui du Musée de Caen est d'une distinction parfaite, celui du Musée des Sabres d'Olonne comme il faut. Celui du Musée d'Art national moderne, tout petit, celui des Musées de Pontaise très grand, quand au FRAC Ile-de-France, qui n'est d'ailleurs pas un très bon FRAC, on se demande ce qu'il vient faire dans cette rencontre.

On se demande aussi si vraiment œuvres originales il y a à au SIME tant l'environnement est peu favorable à leur reconnaissance, au milieu des buissons de verdure, des meubles, des vidéos, des prospectus et des photos.

Compliqué le Salon, plus qu'il n'en a l'air, avec son ordonnance claire rayonnant autour de la grande rotonde de l'entrée. Les risques d'amalgame sont à tous les pas, et aussi de l'autre côté du SIME, celui des partenaires des conservateurs, de toutes ces nouvelles professions que le développement des musées, que l'affluence du public, que les exigences de muséographies nouvelles ont fait naître. De muséographie ou de scénographie ? Là est la

question. Cette section s'intitule « Couloirs », et ces couloirs, à vrai dire, elle recueille à peu près tous les équipements possibles et imaginables dont un musée, pour être « moderne », devrait se doter : vitrines, aspirateurs à poussière et ordinateurs. C'est le coin des concepteurs, des designers, des éclairagistes, des conseillers en communication et en gestion, ouvrant pour un meilleur look, un look de musée « battant ». Et peu importe, après tout, le contenu de ce musée, puisqu'ils sont là, ces nouveaux anges gardiens de notre patrimoine, pour veiller à l'emballage, concevoir telle « machine à montrer », « mettre en valeur l'espace visuel dans le musée » — « leur art », comme ils le disent, — vous certifier de leur compétence à fournir une exposition clés en main. Sortant de là après avoir croisé un Atlas en muscles verts qui bouge la tête, roule des yeux et profère des pensées sûrement profondes, on peut craquer de l'excès de probèses, comme s'il fallait absolument compenser l'absence, le vide de sens de nos collections.

On admettra donc volontiers l'importance du SIME comme révélateur de quelques problèmes de présentation de notre patrimoine artistique, quand le musée est obligé de chercher à devenir une entreprise rentable. Ce à quoi on n'est pas encore très habitué.

GENEVÈVE BRESCHETTE.

Le 16^e Festival d'Avoriaz

L'ange du bizarre

Le 16^e Festival international d'Avoriaz du film fantastique se tient du samedi 16 au dimanche 24 janvier, avec son formidable fan-tasme médiatique, le Festival a plus fait encore pour les hôtels et les remontées-pente que pour le cinéma fantastique.

Avec *Blue Velvet*, de David Lynch, et *La Mouche*, de Crouzet, 1987 était sûr d'être bon.

Mais sur 1988 veille l'ange du bizarre. *Retour à Oegeste*, de Theo van Gogh (il paraît que ce n'est pas un pseudonyme), montre une banale famille néerlandaise menée par un père protestant austère. Vite, vite, ni gamins malfaits, ni vampires, ni gamin malfait. Avec seulement un homme qui revient voir son père mourant et se souvient. C'est sans doute la première fois qu'il éprouve un sentiment affectueux pour ce père sinistre qu'il n'a pas compris. En même temps, il se rappelle l'innocence inflexible de son regard d'alors. Le film, construit en flash-back, suit les ellipses, les dérapages, les fuites et les élargissements de la mémoire. C'est par là que s'ajoute la poésie et donc le fantastique, — une poésie aigüe qui porte dans ses images magnifiquement simples les abîmes des rêves de l'enfance, et ses émerveillements, ses curiosités, ses terribles délices.

C'est encore la mémoire qui est la clé du film de Nikos Nikolaidis *Le Patrouilleur du matin*. L'histoire se passe sur une terre dépeuplée, réduite à l'état sauvage. Les survivants détreussent les cadavres. Des haut-parleurs diffusent des ordres. D'où viennent les voix ? De sbires vivants qui surveillent encore ou d'enregis-

trements, vestiges d'une dictature policière façon « meilleur des mondes », et qui continuent à fonctionner dans le vide, comme les films qui dans les cinémas vides et à la télévision rappellent qu'on a rêvé ?

Il y a une femme, elle rencontre un homme, leur mémoire est vierge. Ils ne savent plus rien, sauf qu'ils doivent se méfier, de tout et même l'un de l'autre. Pourtant, ils sont liés par la nécessité de s'évader. Vers quoi, vers autre chose, le vertige, la mort ? Presque sans dialogue, mais avec, là aussi, des images magnifiquement simples et un texte de soutien très pur — autant qu'on puisse en juger par la traduction. — *Le Patrouilleur du matin* est le film le plus étrange, le plus prenant qu'on ait vu depuis longtemps, et pas seulement à Avoriaz.

Angoisse, de Bigas Luna, ne se passe plus dans la mémoire mais dans l'œil. Là, on est emporté dans une tornade de comique grotesque et terrifiant. Une intrigue à rebrousse-poil, une histoire violente et sardonique à partir d'une séance de cinéma où est projeté un film d'hypnotisme, à laquelle assistent deux adolescents... Bientôt, on ne sait plus où on est, et le moins qu'on puisse dire est que Bigas Luna secoue son public sans trop de légèreté, mais avec panache.

On aimerait, on souhaite, on veut que, grâce au Festival, de telles œuvres puissent sortir l'Europe en privé les innumérables spectateurs qui n'ont pas le privilège de se trouver à Avoriaz.

COLETTE GODARD.

Manifestation des conservateurs

« Nous ne sommes pas des objets de musée »

A l'occasion de l'ouverture du Salon international des musées et des expositions (SIME), les conservateurs des musées de France manifestent publiquement leur mécontentement. Ils ont, prétendent-ils, les salaires les plus bas de la fonction publique de leur catégorie.

M. Balladur a dû être étonné le jeudi 14 janvier, au moment de visiter l'exposition Zurbarán au Grand Palais, de se voir passer entre les mains un tract revendicatif. D'autant plus surpris qu'il lui était adressé par un éminent conservateur au Musée du Louvre qui ne passe pas pour un révolutionnaire. Et plusieurs de ses collègues, réputés pour leur esprit pondéré, accomplissent la même tâche sur les marches de l'escalier. La distribution a repris vendredi, pour l'ouverture du SIME, inauguré par M. Léotard. Une démarche inhabituelle : ce corps de fonctionnaires, est particulièrement paisible, et ses revendications — répétées — s'étaient toujours faites par l'intermédiaire de la voie hiérarchique.

La coupe est aujourd'hui pleine. L'hommage que les organisateurs du premier Salon international des musées et des expositions leur rendent publiquement leur a semblé particulièrement désuet. « Il n'est pas excessif de parler d'une véritable révolution des musées », écrivent les organisateurs du SIME. *Artisans de cette métamorphose, les conservateurs ont vu, depuis une quinzaine d'années, leur rôle et leurs fonctions évoluer considérablement. Homme de culture et de connaissance, le conservateur doit être également aujourd'hui un chef d'entreprise, un homme de communication et de médias. Il doit maîtriser, dans une optique internationale, les problèmes traditionnels de la conservation et de l'exposition, tout autant que l'informatique, l'audiovisuel, la vidéo.*

Tout cela est vrai. Les conservateurs sont responsables d'établissements en pleine expansion, essentiels pour l'industrie du tourisme. Ils gèrent des budgets parfois considérables — 76 millions de francs d'acquisitions en 1987 pour les musées nationaux — et souvent des personnels importants — trois cent vingt personnes pour le château de Versailles, cent personnes pour celui de la Malmaison. Or, sans doute parce qu'ils ne sont que deux cent treize et que pendant longtemps leurs services ont été semi-bénévoles, les conservateurs des musées de France sont le corps le plus mal payé de la fonction publique de cette catégorie.

Un débutant commence avec un salaire de 6 720 francs par mois. Après douze ans de carrière, il touchera 9 542 francs et, inspecteur général, il atteindra sa retraite en recevant 17 000 francs. En outre, les primes qu'ils perçoivent sont faibles : l'équivalent d'un mois de salaire contre quatre mois pour les autres corps comparables. Enfin, l'avancement est particulièrement lent.

Aussi, les quatre organisations professionnelles des conservateurs des musées de France — syndicats

CFDT et CGC compris — réunis au Musée d'Orsay le 8 janvier dernier, ont décidé d'ouvrir les hostilités. Certains veulent aller jusqu'à la grève, ce qui ne s'est jamais vu dans la profession. « *Honneur du métier, respect des œuvres, autant d'atouts pour laisser les conservateurs à leur sort indigne* », se révoltent-ils aujourd'hui. Mais ce conflit professionnel en cache un autre, nettement plus corporatiste. Il oppose le corps des conservateurs des musées de France à celui des musées contrôlés. Les musées sont en effet de plusieurs sortes. Les musées nationaux, directement dotés et administrés par l'Etat, au nombre de trente-trois. A leur tête, les conservateurs des musées de France, recrutés après un concours difficile. Sur deux cents candidats, sept sont retenus tous les ans et encore ce chiffre est-il tombé à quatre l'an passé.

La liste d'attente

Les lauréats doivent faire ensuite un stage de dix-huit mois avant d'entrer dans la carrière. Les musées contrôlés, beaucoup plus nombreux — près d'un millier — sont la propriété des collectivités territoriales (villes, départements, régions), voire d'associations. Pour que ces établissements soient « contrôlés » par l'inspection des musées de France et puissent recevoir subventions ou aides techniques, ils doivent souscrire à un certain nombre de conditions : intégrité des collections, minimum de sécurité, existence d'un inventaire, de réserves, etc. Et présence d'un conservateur. Celui-ci est recruté sur titre et, après un stage de trois mois, inscrit sur une « liste d'attente ». Quand un poste est déclaré vacant, le responsable du musée — maire, président du conseil général — fait son choix en respectant — théoriquement — l'ordre de préférence donné par l'inspection des musées de France. On peut rester fort longtemps sur cette liste sans jamais décrocher un poste.

Certains musées contrôlés sont également dits classés — une trentaine — à cause de la richesse de leurs collections. Des conservateurs des musées de France sont détachés auprès de ces établissements. Ils sont, néanmoins, rémunérés par l'Etat. Il y a trois ans, il fut décidé de créer au sein de l'Ecole du Louvre une école spéciale — devenue aujourd'hui l'Ecole du patrimoine. Tous les futurs conservateurs, ceux des musées de France comme ceux des musées contrôlés doivent suivre cette formation de dix-huit mois. Le corps des musées de France proteste contre l'amalgame fait entre deux catégories de fonctionnaires recrutés selon des critères différents et qui auront, par la suite, des carrières dissemblables.

Les conservateurs des musées contrôlés dénoncent le « corporatisme » de leurs collègues des musées de France d'autant plus fort que c'est l'un d'entre eux qui a suscité cette réforme. La situation mériterait en tout cas d'être clarifiée une fois pour toutes. Et la rémunération de l'ensemble des conservateurs devrait être réexaminée sérieusement. Ce qui doit être possible sans bouleverser pour autant la sacrée échelle de la fonction publique.

EMMANUEL DE ROUX.

POINT DE VUE

Pour Molière

par Jean Le Poulain, administrateur général de la Comédie-Française, directeur du Théâtre national de l'Odéon

Le 15 janvier, comme c'est la tradition, la Comédie-Française a célébré l'anniversaire de la naissance de Molière par un hommage, sur la scène, de tous les comédiens rassemblés autour du buste du « patron ». Quel meilleur symbole de la force de cette troupe au-delà des péripéties et des turbulences dont on peut penser périodiquement qu'elle est agitée, l'importance de conserver et d'affirmer une confiance réelle et profonde dans l'avenir de cette maison.

Quand on veut aborder, dans la sérénité, les problèmes de fond de la Comédie-Française, on rencontre généralement la plus grande incompréhension, sinon une totale méconnaissance de la réalité et de l'identité de cette Maison. L'essentiel, le savoir, ce n'est pas de dire que c'est l'existence d'une troupe permanente, au service d'un répertoire et pratiquant l'alternance. Il y a là trois éléments inséparables : une mission, un instrument, une discipline.

La mission, c'est le répertoire, qui est un patrimoine national, vivant, puisqu'il doit intégrer le meilleur et le plus significatif des créations contemporaines. L'instrument, c'est la troupe permanente, la seule qui existe en France, fondée sur une véritable collégialité de professionnels et non à part des amateurs d'une action épisodique à un animateur-créateur.

Cette troupe, comme tout organisme biologique, doit s'ajuster des éléments nouveaux et, hélas, se décomposer de ceux anciens. C'est là la garantie de sa pérennité. Quant à la discipline, c'est l'alternance qui permet d'offrir — au Parisien mais également au provincial (qui est aussi un contribuable et un citoyen) et à un prix (18-130 F) qui est le moitié de celui des théâtres privés, le quart de celui de l'Opéra, — dans la même semaine, de trois à cinq spectacles différents.

L'alternance, c'est ce qui fait la spécificité et l'originalité absolues de la Comédie-Française. Dans une Maison qui travaille dix-sept heures par jour, elle oblige, outre les huit à dix représentations par semaine (sept soirées et une à trois matinées), pendant dix mois et demi de l'année, à assurer, à un rythme soutenu, les répétitions sur la scène même et dans divers lieux de répétitions.

Grâce à l'alternance, à la troupe permanente, existant à la Comédie-Française, dans ses ateliers de construction de décors, de fabrication et d'entretien de costumes, des artisans-artistes qui exercent des métiers qui, autrement, seraient disparus.

Mais l'alternance a évidemment un coût. C'est donc à travers la subvention que doit s'exprimer le soutien de l'Etat à la Comédie-Française et cette subvention doit permettre d'assurer non seulement le fonctionnement mais les moyens d'une création artistique de qualité. Alors qu'en dix ans la Comédie-Française a vu croître de 2 % des crédits pour travaux alloués aux cinq théâtres nationaux, le ministre de la culture, M. Léotard, a, en 1988, reconstruit une dotation de 3,9 mil-

lions de francs permettant d'amorcer la rénovation d'équipements défectueux dont ne se contenterait pas la plupart des centres dramatiques nationaux et beaucoup de théâtres municipaux.

Tout cela est bien, dire-t-on, mais à quel prix ? On m'a fait récemment le procès personnel d'entraîner la Comédie-Française dans une dérive boulevardière. Face à ces critiques, je rappellerai simplement que la programmation des deux dernières saisons associées Bernanosi-Mollat, Giraudoux, et Marivaux, Racine et Corneille, Rotrou et Shakespeare, ce dernier avec le *Songe d'une nuit d'été*, le grand triomphe de la saison précédente, qui revient bientôt à la Richelieu.

Le choix des metteurs en scène depuis plus d'un an, c'est une part en même temps que les obligations de la Maison : Françoise Seigner, Simon Ene, Jean-Luc Boutté, Catherine Hiegel, Yves Gasc ; et les réalisateurs extérieurs : Pierre Mondy, Jorge Lavelli, Gilles Bourdet, Raymond Gérôme, Jean-Pierre Miquel, Jacques Rosny, André Steiger, Bernard Murat.

La Comédie-Française doit être à mon avis une maison de diversité, seule compatible avec son identité. Elle n'est pas, elle n'est pas et elle ne doit pas être une chapelle. Voilà évidemment qui ne saurait plaire aux esprits chagrins.

C'est que, s'il y a diversité, il y a aussi identité. Tout mon propos tend précisément à démontrer l'identité, la spécificité de la Comédie-Française en même temps que les obligations et charges qui en résultent. Cette identité est apparue à son sommet pendant vingt ans. C'est qu'en effet se sont succédés deux administrateurs généraux, Maurice Escaudet et Pierre Dux, qui ont bénéficié de la durée : respectivement dix ans et neuf ans.

La règle fixée par l'Etat en 1979 de limiter à trois ans la durée du mandat des dirigeants des entreprises du secteur public est, sans doute partout, mais très certainement à la Comédie-Française, totalement inadéquante. Depuis le départ de Pierre Dux en 1979, trois administrateurs se sont succédés et ces turbulences ne sont pas bénéfiques à la poursuite d'une action continue et en profondeur.

Ce constat lucide doit laisser la place à beaucoup d'autres constatations fondamentales par rapport aux problèmes de conjoncture, et qui constituent des gages prometteurs pour l'avenir. D'abord, la Société des comédiens elle-même. L'on entend souvent dénoncer le fait que le statut de comédiens français, à travers ce qu'il peut avoir de notable, voire de nant.

Je peux dire, avec mon expérience de comédien entré tard dans la Maison, que je n'ai jamais trouvé ailleurs de comédiens et dans une compagnie de grands professionnels autant de simplicité vraie, d'humilité à l'égard du métier, de capacité de travail et de désintéressement. J'insiste sur ce dernier point : les mécomptes financiers que la Comédie-Française a connus dans les deux dernières années, en raison de la situation constatée en 1986 puis des graves

de la saison dernière, ont été d'abord et très majoritairement supportés par les comédiens français eux-mêmes, même si l'Etat y a aussi apporté sa contribution. C'est au moyen des « réserves » qui n'étaient rien d'autre qu'un salaire différé et éparpillé qu'ils ont accepté de faire face au déficit constaté, dans le seul souci d'assurer leur mission à l'égard du public. Nulle part ailleurs dans le secteur public subventionné n'existe de systèmes responsabilisant autant les gestionnaires que la présence à la Comédie-Française de la Société des comédiens français.

D'autres gages sont prometteurs. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, vient d'annoncer des décisions importantes concernant la Comédie-Française. L'attribution du Théâtre du Vieux-Colombier, dont la triple mission est la formation de comédiens, la création d'un théâtre de la création dramatique et le Vieux-Colombier, la Comédie-Française dispose du « triangle parfait ». Dans chaque lieu, c'est-à-dire dans chaque salle, doit s'exprimer une physiologie particulière de la troupe, non pas dans une dispersion anarchique mais dans une pluralité bien conçue de ses attributions. Ainsi se trouve réalisée, sous une autre forme, le grand dessein de Pierre Dux, qui prévoyait dans un même lieu à concevoir un complexe de trois salles de dimensions différentes.

Les gages de confiance ne sont pas ceux-là seulement. La demande ébouriffante de tournées à l'étranger montre que le prestige de la Comédie-Française est immense. Déjà une tournée brillante, qui a rencontré un immense succès, a présenté à l'automne 1987 un spectacle Marivaux-Molière au Maroc et dans toute l'Afrique noire. L'été prochain, la Comédie-Française donnera la *Bourgeois gentilhomme* à Séoul, à l'occasion des Jeux olympiques, puis au Japon et en Australie. La province n'est pas oubliée puisque la Comédie-Française a participé au dernier Festival d'Avignon et que, depuis le début de l'année, les *Femmes savantes* circulent dans les régions.

Dans la mesure où la Comédie-Française représente une image de l'identité et de la qualité de la France, le souhait mériterait en place quelque chose qui s'apparente à une fondation et qui associe des partenaires participant du même prestige national et international. En effet, la Comédie-Française n'est pas seulement un théâtre, fut-il le plus grand, ce qui fait toujours plaisir à entendre quand des voix officielles nous le rappellent. La Comédie-Française, c'est « le » théâtre, avec tout ce que cela comporte de sacré et de rituel, de communautaire et d'individualiste, d'artistique et de professionnel, de providentiel enfin.

Après s'être rendu au Théâtre de l'Athénée, il s'est déclaré « personnellement optimiste, techniquement pessimiste ». Optimiste, car associer le destin du Théâtre de l'Europe à celui de l'ancien théâtre de Louis Jouvet, qui fut son maître, ne lui semble pas *a priori* une mauvaise idée. Mais pessimiste, car le Théâtre de l'Athénée, peut difficilement accueillir les productions programmées actuellement par le Théâtre de l'Europe.

D'autre part, après avoir songé à confier l'Athénée à Francis Huster, le ministre Ta Eulenburg a donné à Josiane Hurville, dont la mandature vient d'être renouvelée jusqu'en décembre 1990, avec la mission d'accueillir des jeunes compagnies « le ferment de demain », selon Giorgio Strehler.

Le projet d'école européenne du théâtre qu'il avait rêvé pour le Vieux-Colombier dans l'esprit de Jacques Copeau, son fondateur, a été abandonné sans débats ni discussions.

ODILE QUIROT.

Théâtre de l'Europe

Les inquiétudes de Giorgio Strehler

M. François Léotard propose à Giorgio Strehler, directeur du Théâtre de l'Europe à Paris, de quitter en 1989 le Théâtre national de l'Odéon pour s'installer à l'Athénée. Giorgio Strehler se déclare « personnellement optimiste, techniquement pessimiste ».

Dans la lettre qu'il lui a adressée M. François Léotard, le mercredi 13 janvier, et que Giorgio Strehler qualifie de « chahuteur », le ministre de la culture propose au directeur du Théâtre de l'Europe de quitter, à la fin de son mandat en juillet 1989, le Théâtre national de l'Odéon pour celui de l'Athénée. Dans le même temps, la Comédie-Française disposera toute l'année du Théâtre national de l'Odéon, qu'elle partage actuellement — sans sans problèmes — avec le Théâtre de l'Europe. Elle s'est vu confier, par ailleurs, le Théâtre du Vieux-Colombier.

Vendredi, Giorgio Strehler a commenté ces décisions, qui ne sont pour l'instant que de simples hypothèses, tout en trouvant « étrange » qu'elles soient prises à la veille des élections, alors que François Léotard avait reproché à son prédécesseur Jack Lang Giorgio Strehler souhaitait ainsi « remettre les pendules à l'heure, car, a-t-il dit, les choses se sont déroulées d'une façon qui ne m'a pas toujours plu ». En juin 1986, le ministre de la culture envisageait de supprimer le Théâtre de l'Europe pour en faire une simple structure festivalière, décision sur laquelle il est revenu, mais en réduisant la saison du Théâtre de l'Europe de six à quatre mois.

Giorgio Strehler a déclaré « étudier avec intérêt » la nouvelle proposition de M. Léotard, mais il demande, compte tenu des « problèmes artistiques, matériels et financiers » qu'elle pose, que soit menée, sous sa responsabilité, une mission préalable d'étude de quatre ou cinq mois.

Après s'être rendu au Théâtre de l'Athénée, il s'est déclaré « personnellement optimiste, techniquement pessimiste ». Optimiste, car associer le destin du Théâtre de l'Europe à celui de l'ancien théâtre de Louis Jouvet, qui fut son maître, ne lui semble pas *a priori* une mauvaise idée. Mais pessimiste, car le Théâtre de l'Athénée, peut difficilement accueillir les productions programmées actuellement par le Théâtre de l'Europe.

D'autre part, après avoir songé à confier l'Athénée à Francis Huster, le ministre Ta Eulenburg a donné à Josiane Hurville, dont la mandature vient d'être renouvelée jusqu'en décembre 1990, avec la mission d'accueillir des jeunes compagnies « le ferment de demain », selon Giorgio Strehler.

Le projet d'école européenne du théâtre qu'il avait rêvé pour le Vieux-Colombier dans l'esprit de Jacques Copeau, son fondateur, a été abandonné sans débats ni discussions.

théâtre

Samedi 16 - Dimanche 17 janvier

Ne sont pas joués le mercredi
et le dimanche.

SPECTACLES
NOUVEAUX

HAUTE SURVEILLANCE Studio des Ursulines (43-26-19-09), 22 h 15, dim. 24 h 15.
L'AMANTE ANGLAISE Malakoff Théâtre 71 (46-55-43-45), dim. 18 h.
KES Théâtre de la Main d'Or (48-05-67-80), dim. 17 h (Spectacle en anglais).
FRA SYLVIE Théâtre Montferrat (43-31-11-99), 20 h 45; dim. 15 h 30.
ELEPHANT MAN Roma Théâtre, 20 h 30; dim. 16 h 30 (13).
LES RACINES DE LA HAINE L'ENFANCE D'HYPER, Aristide (48-06-36-02), 20 h 30; dim. 16 h.
AU BOUT DU COULOIR Vincennes Centre socio-culturel (43-63-43-63), 16 h 30.
ONANISME AVEC TROUBLES NERVEUX CHEZ DEUX PETITES FILLES Chaillet Grand Foyer (47-27-81-15), 20 h 45; dim. 15 h 30.
LES LIASONS DANGEREUSES Théâtre Édouard-VII (47-43-57-49), 19 h 15; dim. 15 h 30.
CE QUE VOIT POX Théâtre La Scène (48-76-99-99), 21 h; dim. 15 h.
MONSIEUR VENUS OU LE BEVE ROU DE LOUIS II DE BAVIERE Théâtre des Mathurins (42-63-50-00), 20 h 30.
LES BONNES Théâtre de la Main d'Or (48-05-67-80), 20 h 30; dim. 15 h.
JEU DE FAUST Cergy, Théâtre des Arts (30-30-33-33), 20 h 30; dim. 15 h.
VEITZ CRUX QUI SONT NUS Chaillet Grand Foyer (47-27-81-15), 20 h 30; dim. 15 h.
DRÔLE DE COUPLE Théâtre Saint-Germain (48-76-99-99), 20 h 30; dim. 15 h.
L'AUTRE Théâtre de la Cité internationale (48-89-38-09), 20 h 30.
UNE SORTIE D'ALASKA SUR LA COÛTE VOILA TOUT, Montreuil Studio Théâtre (48-58-63-33), 20 h 30; dim. 15 h.

Les autres salles

ANTOINETTE - SIMONE-BERTRAND (42-08-77-71), Les Cahiers Tango, 17 h 30 et 21 h 30.
ARTISTICO-ATHLETIQUES (48-06-36-02), Les Racines de la haine d'Hyper, 20 h 30, dim. 16 h.
ARTS-REPERCUT (43-87-23-29), 20 h 30, dim. 15 h.
ATHÈNES-LOUIS JOUVET (47-43-67-27), Salle C. Bérard, Agnès et Sébastien, 20 h 30, mar. 18 h 30.
BATACLAN (47-00-30-12), Zoc, 20 h 30.
CAROL SILVIA MONFORT (45-31-25-34), Joligues, 20 h 30, dim. 16 h.
CARTOUCHEZIER THÉÂTRE DE LA TEMPESTE (43-28-36-36), UGC La Vierge à la source, 20 h 30, dim. 16 h.
CARTOUCHEZIER THÉÂTRE DU SOLEIL (43-74-24-08), L'Indice ou l'Inde de leurs rêves, 18 h 30, dim. 15 h 30.
CENTRE WALLON-BRUXELLES (42-06-15-27), La Route Paris-Glenn (Festival d'Automne à Paris), 21 h.
CHAPITRAU ANNIE-FRATTELINI (48-45-20-20), Femmes de cirque, 20 h 30, dim. 15 h 30.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-09), Grand Théâtre, Le Chapeau, 20 h 30; La Corderie, Le Dernier Rêve, 20 h 30; La Rêverie, Les Femmes désemparées et la rencontre imaginaire de Molière et Florentin, 20 h 30.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), Revue d'actualité à l'Élysée, 21 h, dim. 15 h 30.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21), Man Faut, 20 h 45, dim. 15 h 30.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-23-22), Casanova ou la Disposition, 20 h 30, dim. 15 h 30.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), Salle Richelieu, Monsieur chasse, 20 h 30, dim. 15 h 30.
DAUNOU (43-61-69-14), Monsieur Chasse, 20 h 30, dim. 15 h 30.
DEUXIÈME THÉÂTRE (42-26-47-47), S.O.S., 20 h 30, dim. 16 h.
EDGAR (43-20-85-11), Les Babes-Cadens, 20 h 30; Non ou fait ou on nous dit de faire, 21 h.
EDOUARD-VII SACHA GUTRY (47-42-57-49), Les Lésions dangereuses, 17 h et 21 h, dim. 15 h 30.
ELDORADO (42-49-60-27), L'Ange du cheval blanc, 15 h et 20 h 30, dim. 15 h.
ESPACE KIRON (43-73-50-25), Hamlet (en anglais), 21 h.
ESSAI DE PARIS (42-78-46-42), Salle L. le Prince des rats, 21 h, dim. 17 h.
FONTAINE (42-74-74-40), Au second, tout va bien, 18 h et 21 h.
GAITÉ-MONTFARNASSE (43-22-16-18), L'Éloignement, 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h.
GALERIE 55 (43-26-63-51), You're good man, 20 h 30.
GUICHET MONTFARNASSE (43-27-88-61), Je cherche un faux à vendre, 19 h; La Colombe, + Aux abysses, 20 h 30.
LA BASILLIE (45-57-42-14), Dédé et Sade, 21 h, dim. 17 h.
LA BRUYÈRE (48-74-76-99), Ce que voit Fox (Fall), 21 h, dim. 15 h.
LE BEAUBOURGEOIS (42-78-08-51), Claude Véra, 22 h 30.
LE GRAND EDGAR (43-20-90-09), Rien d'épave autour des oracles, s'il vous plaît, 20 h 15; Carmen Crn, 22 h.
LES DÉCHARGEURS (43-26-00-02), Forêt-noir le pain avec Gainsbourg, 19 h; L'Étonnante Famille Brouté, 21 h, dim. 16 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34), Théâtre de la Main d'Or, 20 h 30; 21 h 30; 22 h 30; 23 h 30; 24 h 30; 25 h 30; 26 h 30; 27 h 30; 28 h 30; 29 h 30; 30 h 30; 31 h 30; 32 h 30; 33 h 30; 34 h 30; 35 h 30; 36 h 30; 37 h 30; 38 h 30; 39 h 30; 40 h 30; 41 h 30; 42 h 30; 43 h 30; 44 h 30; 45 h 30; 46 h 30; 47 h 30; 48 h 30; 49 h 30; 50 h 30; 51 h 30; 52 h 30; 53 h 30; 54 h 30; 55 h 30; 56 h 30; 57 h 30; 58 h 30; 59 h 30; 60 h 30; 61 h 30; 62 h 30; 63 h 30; 64 h 30; 65 h 30; 66 h 30; 67 h 30; 68 h 30; 69 h 30; 70 h 30; 71 h 30; 72 h 30; 73 h 30; 74 h 30; 75 h 30; 76 h 30; 77 h 30; 78 h 30; 79 h 30; 80 h 30; 81 h 30; 82 h 30; 83 h 30; 84 h 30; 85 h 30; 86 h 30; 87 h 30; 88 h 30; 89 h 30; 90 h 30; 91 h 30; 92 h 30; 93 h 30; 94 h 30; 95 h 30; 96 h 30; 97 h 30; 98 h 30; 99 h 30; 100 h 30; 101 h 30; 102 h 30; 103 h 30; 104 h 30; 105 h 30; 106 h 30; 107 h 30; 108 h 30; 109 h 30; 110 h 30; 111 h 30; 112 h 30; 113 h 30; 114 h 30; 115 h 30; 116 h 30; 117 h 30; 118 h 30; 119 h 30; 120 h 30; 121 h 30; 122 h 30; 123 h 30; 124 h 30; 125 h 30; 126 h 30; 127 h 30; 128 h 30; 129 h 30; 130 h 30; 131 h 30; 132 h 30; 133 h 30; 134 h 30; 135 h 30; 136 h 30; 137 h 30; 138 h 30; 139 h 30; 140 h 30; 141 h 30; 142 h 30; 143 h 30; 144 h 30; 145 h 30; 146 h 30; 147 h 30; 148 h 30; 149 h 30; 150 h 30; 151 h 30; 152 h 30; 153 h 30; 154 h 30; 155 h 30; 156 h 30; 157 h 30; 158 h 30; 159 h 30; 160 h 30; 161 h 30; 162 h 30; 163 h 30; 164 h 30; 165 h 30; 166 h 30; 167 h 30; 168 h 30; 169 h 30; 170 h 30; 171 h 30; 172 h 30; 173 h 30; 174 h 30; 175 h 30; 176 h 30; 177 h 30; 178 h 30; 179 h 30; 180 h 30; 181 h 30; 182 h 30; 183 h 30; 184 h 30; 185 h 30; 186 h 30; 187 h 30; 188 h 30; 189 h 30; 190 h 30; 191 h 30; 192 h 30; 193 h 30; 194 h 30; 195 h 30; 196 h 30; 197 h 30; 198 h 30; 199 h 30; 200 h 30; 201 h 30; 202 h 30; 203 h 30; 204 h 30; 205 h 30; 206 h 30; 207 h 30; 208 h 30; 209 h 30; 210 h 30; 211 h 30; 212 h 30; 213 h 30; 214 h 30; 215 h 30; 216 h 30; 217 h 30; 218 h 30; 219 h 30; 220 h 30; 221 h 30; 222 h 30; 223 h 30; 224 h 30; 225 h 30; 226 h 30; 227 h 30; 228 h 30; 229 h 30; 230 h 30; 231 h 30; 232 h 30; 233 h 30; 234 h 30; 235 h 30; 236 h 30; 237 h 30; 238 h 30; 239 h 30; 240 h 30; 241 h 30; 242 h 30; 243 h 30; 244 h 30; 245 h 30; 246 h 30; 247 h 30; 248 h 30; 249 h 30; 250 h 30; 251 h 30; 252 h 30; 253 h 30; 254 h 30; 255 h 30; 256 h 30; 257 h 30; 258 h 30; 259 h 30; 260 h 30; 261 h 30; 262 h 30; 263 h 30; 264 h 30; 265 h 30; 266 h 30; 267 h 30; 268 h 30; 269 h 30; 270 h 30; 271 h 30; 272 h 30; 273 h 30; 274 h 30; 275 h 30; 276 h 30; 277 h 30; 278 h 30; 279 h 30; 280 h 30; 281 h 30; 282 h 30; 283 h 30; 284 h 30; 285 h 30; 286 h 30; 287 h 30; 288 h 30; 289 h 30; 290 h 30; 291 h 30; 292 h 30; 293 h 30; 294 h 30; 295 h 30; 296 h 30; 297 h 30; 298 h 30; 299 h 30; 300 h 30; 301 h 30; 302 h 30; 303 h 30; 304 h 30; 305 h 30; 306 h 30; 307 h 30; 308 h 30; 309 h 30; 310 h 30; 311 h 30; 312 h 30; 313 h 30; 314 h 30; 315 h 30; 316 h 30; 317 h 30; 318 h 30; 319 h 30; 320 h 30; 321 h 30; 322 h 30; 323 h 30; 324 h 30; 325 h 30; 326 h 30; 327 h 30; 328 h 30; 329 h 30; 330 h 30; 331 h 30; 332 h 30; 333 h 30; 334 h 30; 335 h 30; 336 h 30; 337 h 30; 338 h 30; 339 h 30; 340 h 30; 341 h 30; 342 h 30; 343 h 30; 344 h 30; 345 h 30; 346 h 30; 347 h 30; 348 h 30; 349 h 30; 350 h 30; 351 h 30; 352 h 30; 353 h 30; 354 h 30; 355 h 30; 356 h 30; 357 h 30; 358 h 30; 359 h 30; 360 h 30; 361 h 30; 362 h 30; 363 h 30; 364 h 30; 365 h 30; 366 h 30; 367 h 30; 368 h 30; 369 h 30; 370 h 30; 371 h 30; 372 h 30; 373 h 30; 374 h 30; 375 h 30; 376 h 30; 377 h 30; 378 h 30; 379 h 30; 380 h 30; 381 h 30; 382 h 30; 383 h 30; 384 h 30; 385 h 30; 386 h 30; 387 h 30; 388 h 30; 389 h 30; 390 h 30; 391 h 30; 392 h 30; 393 h 30; 394 h 30; 395 h 30; 396 h 30; 397 h 30; 398 h 30; 399 h 30; 400 h 30; 401 h 30; 402 h 30; 403 h 30; 404 h 30; 405 h 30; 406 h 30; 407 h 30; 408 h 30; 409 h 30; 410 h 30; 411 h 30; 412 h 30; 413 h 30; 414 h 30; 415 h 30; 416 h 30; 417 h 30; 418 h 30; 419 h 30; 420 h 30; 421 h 30; 422 h 30; 423 h 30; 424 h 30; 425 h 30; 426 h 30; 427 h 30; 428 h 30; 429 h 30; 430 h 30; 431 h 30; 432 h 30; 433 h 30; 434 h 30; 435 h 30; 436 h 30; 437 h 30; 438 h 30; 439 h 30; 440 h 30; 441 h 30; 442 h 30; 443 h 30; 444 h 30; 445 h 30; 446 h 30; 447 h 30; 448 h 30; 449 h 30; 450 h 30; 451 h 30; 452 h 30; 453 h 30; 454 h 30; 455 h 30; 456 h 30; 457 h 30; 458 h 30; 459 h 30; 460 h 30; 461 h 30; 462 h 30; 463 h 30; 464 h 30; 465 h 30; 466 h 30; 467 h 30; 468 h 30; 469 h 30; 470 h 30; 471 h 30; 472 h 30; 473 h 30; 474 h 30; 475 h 30; 476 h 30; 477 h 30; 478 h 30; 479 h 30; 480 h 30; 481 h 30; 482 h 30; 483 h 30; 484 h 30; 485 h 30; 486 h 30; 487 h 30; 488 h 30; 489 h 30; 490 h 30; 491 h 30; 492 h 30; 493 h 30; 494 h 30; 495 h 30; 496 h 30; 497 h 30; 498 h 30; 499 h 30; 500 h 30; 501 h 30; 502 h 30; 503 h 30; 504 h 30; 505 h 30; 506 h 30; 507 h 30; 508 h 30; 509 h 30; 510 h 30; 511 h 30; 512 h 30; 513 h 30; 514 h 30; 515 h 30; 516 h 30; 517 h 30; 518 h 30; 519 h 30; 520 h 30; 521 h 30; 522 h 30; 523 h 30; 524 h 30; 525 h 30; 526 h 30; 527 h 30; 528 h 30; 529 h 30; 530 h 30; 531 h 30; 532 h 30; 533 h 30; 534 h 30; 535 h 30; 536 h 30; 537 h 30; 538 h 30; 539 h 30; 540 h 30; 541 h 30; 542 h 30; 543 h 30; 544 h 30; 545 h 30; 546 h 30; 547 h 30; 548 h 30; 549 h 30; 550 h 30; 551 h 30; 552 h 30; 553 h 30; 554 h 30; 555 h 30; 556 h 30; 557 h 30; 558 h 30; 559 h 30; 560 h 30; 561 h 30; 562 h 30; 563 h 30; 564 h 30; 565 h 30; 566 h 30; 567 h 30; 568 h 30; 569 h 30; 570 h 30; 571 h 30; 572 h 30; 573 h 30; 574 h 30; 575 h 30; 576 h 30; 577 h 30; 578 h 30; 579 h 30; 580 h 30; 581 h 30; 582 h 30; 583 h 30; 584 h 30; 585 h 30; 586 h 30; 587 h 30; 588 h 30; 589 h 30; 590 h 30; 591 h 30; 592 h 30; 593 h 30; 594 h 30; 595 h 30; 596 h 30; 597 h 30; 598 h 30; 599 h 30; 600 h 30; 601 h 30; 602 h 30; 603 h 30; 604 h 30; 605 h 30; 606 h 30; 607 h 30; 608 h 30; 609 h 30; 610 h 30; 611 h 30; 612 h 30; 613 h 30; 614 h 30; 615 h 30; 616 h 30; 617 h 30; 618 h 30; 619 h 30; 620 h 30; 621 h 30; 622 h 30; 623 h 30; 624 h 30; 625 h 30; 626 h 30; 627 h 30; 628 h 30; 629 h 30; 630 h 30; 631 h 30; 632 h 30; 633 h 30; 634 h 30; 635 h 30; 636 h 30; 637 h 30; 638 h 30; 639 h 30; 640 h 30; 641 h 30; 642 h 30; 643 h 30; 644 h 30; 645 h 30; 646 h 30; 647 h 30; 648 h 30; 649 h 30; 650 h 30; 651 h 30; 652 h 30; 653 h 30; 654 h 30; 655 h 30; 656 h 30; 657 h 30; 658 h 30; 659 h 30; 660 h 30; 661 h 30; 662 h 30; 663 h 30; 664 h 30; 665 h 30; 666 h 30; 667 h 30; 668 h 30; 669 h 30; 670 h 30; 671 h 30; 672 h 30; 673 h 30; 674 h 30; 675 h 30; 676 h 30; 677 h 30; 678 h 30; 679 h 30; 680 h 30; 681 h 30; 682 h 30; 683 h 30; 684 h 30; 685 h 30; 686 h 30; 687 h 30; 688 h 30; 689 h 30; 690 h 30; 691 h 30; 692 h 30; 693 h 30; 694 h 30; 695 h 30; 696 h 30; 697 h 30; 698 h 30; 699 h 30; 700 h 30; 701 h 30; 702 h 30; 703 h 30; 704 h 30; 705 h 30; 706 h 30; 707 h 30; 708 h 30; 709 h 30; 710 h 30; 711 h 30; 712 h 30; 713 h 30; 714 h 30; 715 h 30; 716 h 30; 717 h 30; 718 h 30; 719 h 30; 720 h 30; 721 h 30; 722 h 30; 723 h 30; 724 h 30; 725 h 30; 726 h 30; 727 h 30; 728 h 30; 729 h 30; 730 h 30; 731 h 30; 732 h 30; 733 h 30; 734 h 30; 735 h 30; 736 h 30; 737 h 30; 738 h 30; 739 h 30; 740 h 30; 741 h 30; 742 h 30; 743 h 30; 744 h 30; 745 h 30; 746 h 30; 747 h 30; 748 h 30; 749 h 30; 750 h 30; 751 h 30; 752 h 30; 753 h 30; 754 h 30; 755 h 30; 756 h 30; 757 h 30; 758 h 30; 759 h 30; 760 h 30; 761 h 30; 762 h 30; 763 h 30; 764 h 30; 765 h 30; 766 h 30; 767 h 30; 768 h 30; 769 h 30; 770 h 30; 771 h 30; 772 h 30; 773 h 30; 774 h 30; 775 h 30; 776 h 30; 777 h 30; 778 h 30; 779 h 30; 780 h 30; 781 h 30; 782 h 30; 783 h 30; 784 h 30; 785 h 30; 786 h 30; 787 h 30; 788 h 30; 789 h 30; 790 h 30; 791 h 30; 792 h 30; 793 h 30; 794 h 30; 795 h 30; 796 h 30; 797 h 30; 798 h 30; 799 h 30; 800 h 30; 801 h 30; 802 h 30; 803 h 30; 804 h 30; 805 h 30; 806 h 30; 807 h 30; 808 h 30; 809 h 30; 810 h 30; 811 h 30; 812 h 30; 813 h 30; 814 h 30; 815 h 30; 816 h 30; 817 h 30; 818 h 30; 819 h 30; 820 h 30; 821 h 30; 822 h 30; 823 h 30; 824 h 30; 825 h 30; 826 h 30; 827 h 30; 828 h 30; 829 h 30; 830 h 30; 831 h 30; 832 h 30; 833 h 30; 834 h 30; 835 h 30; 836 h 30; 837 h 30; 838 h 30; 839 h 30; 840 h 30; 841 h 30; 842 h 30; 843 h 30; 844 h 30; 845 h 30; 846 h 30; 847 h 30; 848 h 30; 849 h 30; 850 h 30; 851 h 30; 852 h 30; 853 h 30; 854 h 30; 855 h 30; 856 h 30; 857 h 30; 858 h 30; 859 h 30; 860 h 30; 861 h 30; 862 h 30; 863 h 30; 864 h 30; 865 h 30; 866 h 30; 867 h 30; 868 h 30; 869 h 30; 870 h 30; 871 h 30; 872 h 30; 873 h 30; 874 h 30; 875 h 30; 876 h 30; 877 h 30; 878 h 30; 879 h 30; 880 h 30; 881 h 30; 882 h 30; 883 h 30; 884 h 30; 885 h 30; 886 h 30; 887 h 30; 888 h 30; 889 h 30; 890 h 30; 891 h 30; 892 h 30; 893 h 30; 894 h 30; 895 h 30; 896 h 30; 897 h 30; 898 h 30; 899 h 30; 900 h 30; 901 h 30; 902 h 30; 903 h 30; 904 h 30; 905 h 30; 906 h 30; 907 h 30; 908 h 30; 909 h 30; 910 h 30; 911 h 30; 912 h 30; 913 h 30; 914 h 30; 915 h 30; 916 h 30; 917 h 30; 918 h 30; 919 h 30; 920 h 30; 921 h 30; 922 h 30; 923 h 30; 924 h 30; 925 h 30; 926 h 30; 927 h 30; 928 h 30; 929 h 30; 930 h 30; 931 h 30; 932 h 30; 933 h 30; 934 h 30; 935 h 30; 936 h 30; 937 h 30; 938 h 30; 939 h 30; 940 h 30; 941 h 30; 942 h 30; 943 h 30; 944 h 30; 945 h 30; 946 h 30; 947 h 30; 948 h 30; 949 h 30; 950 h 30; 951 h 30; 952 h 30; 953 h 30; 954 h 30; 955 h 30; 956 h 30; 957 h 30; 958 h 30; 959 h 30; 960 h 30; 961 h 30; 962 h 30; 963 h 30; 964 h 30; 965 h 30; 966 h 30; 967 h 30; 968 h 30; 969 h 30; 970 h 30; 971 h 30; 972 h 30; 973 h 30; 974 h 30; 975 h 30; 976 h 30; 977 h 30; 978 h 30; 979 h 30; 980 h 30; 981 h 30; 982 h 30; 983 h 30; 984 h 30; 985 h 30; 986 h 30; 987 h 30; 988 h 30; 989 h 30; 990 h 30; 991 h 30; 992 h 30; 993 h 30; 994 h 30; 995 h 30; 996 h 30; 997 h 30; 998 h 30; 999 h 30; 1000 h 30.

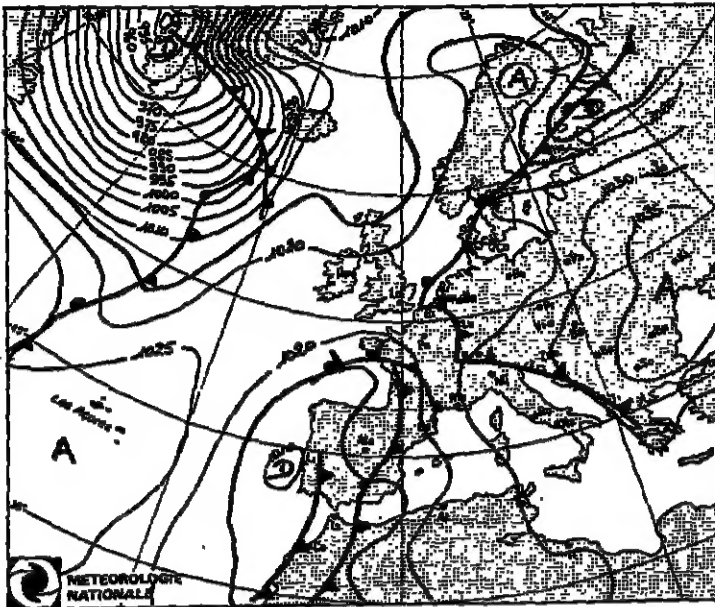
La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-44-24-34)
La Vallée du bonheur (1968, V.A.L.F.), de Francis Ford Coppola, 15 h; Marie-Claire (1970), de Jean-Louis Bory, 19 h; Blinky Blinky (1955), de Norman McLaren, 19 h; Boudier (1940), de Norman McLaren, 19 h; Discours de bienvenue de Norman McLaren (1940), de Norman McLaren, 19 h; Il était une fois (1957), de Norman McLaren, 19 h; Felix (1957), de Norman McLaren, 19 h; Les Femmes désemparées (1958), de Claude Jutra, 19 h; Anne Christie (1930, V.A.), de Clarence Brown, 21 h.
DIMANCHE
Stalker (1979, V.A.L.F.), de Andrei Tarkovsky, 15 h; Le Rapace (1967), de José Giovanni, 19 h; Cat Ballou (1965, V.A.L.F.), de Elia Kazan, 21 h 15.
CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57)
SAMEDI
Libéto (1943, V.A.), de Alfred Hitchcock, 15 h; Sang et Or (1947, V.A.L.F.), de Robert Kosen, 17 h; Casanova (1980, V.A.L.F.), de Jean-Louis Bory, 19 h; Nacisme et Psyché (1980, V.A.L.F.), de Gabor Body, 21 h 15.
DIMANCHE
Carmen (1918), de Ernest Lubitch, 15 h; Morning Glory (1933, V.A.), de Mitchell Leisen, 19 h; Les Femmes désemparées (1958, V.A.L.F.), de Elia Kazan, 19 h; Méphisto (1981, V.A.L.F.), de István Szabó, 21 h.
SALLE GARANCE
CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57)
SAMEDI
Hommage à Pierre Braunberger: Chino et son Jules (1958), de Jean-Louis Godard, 14 h 30; Le Cours de tuteurs (1951), de Pierre Braunberger, 14 h 30; La Direction d'acteurs par Jean Renoir (1968), de Gisèle Braunberger, 17 h 30; La Chienne (

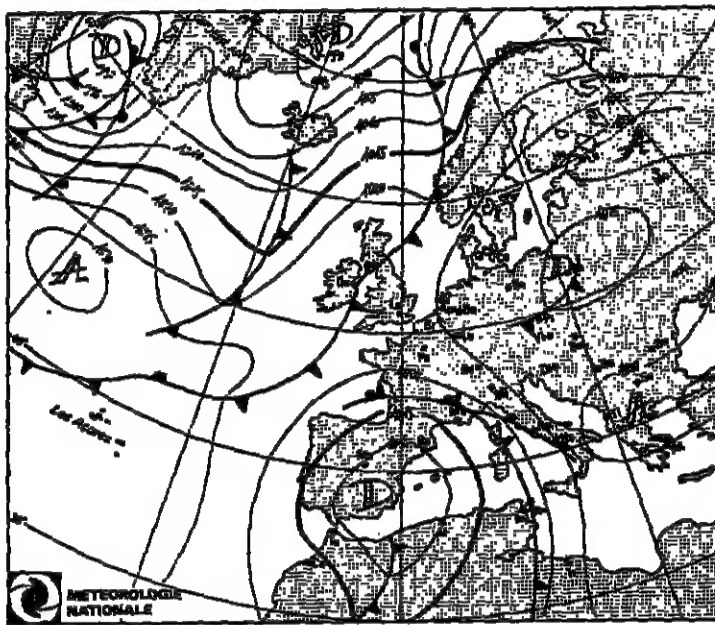
Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16 JANVIER 1988 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 18 JANVIER À 0 HEURE TU

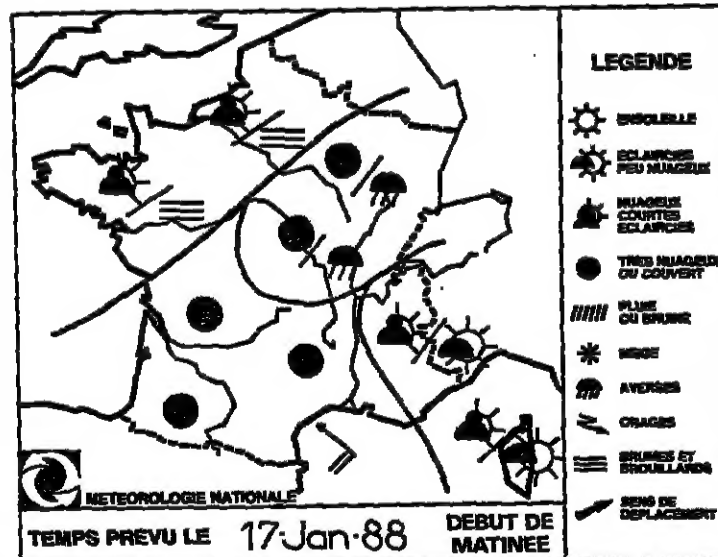


Evolution probable du temps en France entre le samedi 16 à 0 h TU et le dimanche 17 janvier à 24 h TU.

Associée à la dépression ibérique, une perturbation rencontrera sur nos régions méridionales, mais l'activité sera encore faible dimanche, et cela ne donnera qu'un peu de pluie près du golfe du Lion.

Dimanche : c'est la grisaille qui prédominera. De plus, un vent assez fort de sud-est amènera quelques ondées sur le Roussillon, le Languedoc et les Cévennes. Il y aura aussi quelques averses, le matin, sur la Champagne, les Ardennes, la Lorraine, l'Alsace, la Franche-Comté et la Bourgogne. Partout ailleurs, on

aura peu de risque de se mouiller, mais aussi peu de chance de voir le soleil. Il nous fera tout de même quelques clin d'œil en matinée sur le nord-ouest du pays, et dans l'après-midi plutôt sur le nord-est. Mais la Provence, la Côte d'Azur, les Alpes du Sud et la Corse feront figure de privilégiées, car ces régions pourront profiter d'une journée encore bien ensoleillée. Côté thermomètre, il fera frais le matin, mais il ne gèlera pas. Les températures varieront entre 1 et 5 degrés dans l'intérieur. Sur les côtes, on aura jusqu'à 7 ou 9 degrés. Dans l'après-midi, il fera de 8 à 14 degrés du nord au sud du pays.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 15-01 à 6 heures TU et le 16-01-1988 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	7	4	P	LOS ANGELES	24	10	N
ALGER	17	5	D		LIJEBOROUGH	9	2	C
BARCELONE	9	7	P		MAIRID	9	6	P
BURUNDI	8	3	P		MARRAKECH	15	3	A
CAEN	7	5	P		MILAN	5	3	B
CHERBOURG	8	6	P		MOSCOW	22	10	B
CLERMONT-FERRAND	11	5	D		MONTREAL	7	19	A
COCOTTE	10	1	B		NEW-YORK	4	13	D
COGNAC	16	3	N		OSLO	5	1	B
COGNAC-MER	16	3	N		PARIS	12	8	N
LAJOLLE	6	5	B		ROME	3	4	D
LYON	13	6	N		RODOLPHSBURG	35	28	D
MASSILLON	15	9	N		ROME	16	8	D
NANCY	5	1	B		SINGAPOUR	28	24	P
NANTES	8	6	N		STOCKHOLM	5	2	B
NICE	13	7	N		STOCKHOLM	26	22	C
PARIS-MONTMARTRE	8	7	B		TOKYO	15	8	C
PARIS-ORLY	9	3	C		TUNIS	21	6	D
PERPIGNAN	15	12	P		VALENTIA	2	5	D
RENNES	5	3	P		VENISE	9	4	B
STRASBOURG	11	8	N		VIENNE	1	2	C
STASBOURG	5	1	B					

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

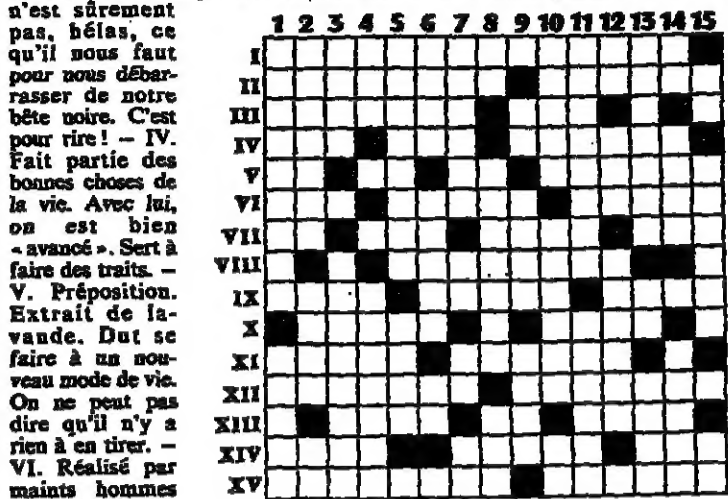
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4659

HORIZONTALEMENT

I. Des personnes qui peuvent tout de même tenir leurs promesses bien qu'il soit certain qu'elles n'ont pas qu'une parole. — II. « Jeu » de lumière. Certains n'hésitent pas à les mettre tous dans le même panier. — III. Ce n'est sûrement pas, hélas, ce qu'il nous faut pour nous débarrasser de notre bête noire. C'est pour dire. — IV. Fait partie des bonnes choses de la vie. Avec lui, on est bien « avancé ». Sert à faire des traits. — V. Préposition. Extrait de la vande. Dut se faire à un nouveau mode de vie. On ne peut pas dire qu'il n'y a rien à en tirer. — VI. Réalisé par maints hommes de terrain. Ce qui aurait dû lui être cher ne valait rien pour elle. Pouvait servir à allonger. — VII. Adverbe. Est parfois pris à la gorge. Ne s'enfoncent pas tout seul dans les bois. Trop épiés pour être facilement avallés (inversé). — VIII. Nombre d'entre eux sont envoyés au loin. — IX. Il lui arrive fréquemment de rencontrer des chevaliers. Telles qu'elles peuvent nous faire voir tout en noir. Fait perdre et gagner en même temps. — X. Est bon pour le service. Est régulièrement amenée sur un plateau. — XI. C'est justement pour sa peau qu'on lui fait la peau. C'est à elle que l'on doit la faiblesse de certains cornichons. — XII. A donc du monde à ses côtés. Peuvent prouver qu'on a laissé tomber un « ballon ». — XIII. Ce n'est pas dans le lac qu'il est tombé. Article. Il n'est pas rare qu'on y mette une selle. — XIV. Est utilisé pour fixer. Ce n'est certes pas avec du miel qu'on la nourrit. Certains en profitent pour multiplier les capricieux. — XV. Ne manquaient pas de sel. Espèce de faisan qu'il est possible de chasser toute l'année.



se mettre quelqu'un à dos. — 6. Dépourvu de richesse. Est utile pour étaler. Mère de famille nomade. — 7. Une femme qui a des choses à dire. Tête de série. Dans le centre de Casa. Fait tourner la tête. — 8. Qui a donc fait des heureux. Geste d'amour. Sans appétit. — 9. N'a pas souvent la tête nue. Homme de ministère. Sa présence est quelque peu rassurante. Responsable de nombreux maux de tête. Condamné à ne plus vivre caché. — 11. Fait beaucoup avec presque rien. Sans ça. — 12. A aussi réchauffé les osseurs. Châ serré. De quel éprouver qu'il y a eu de l'abus. Attire bien des touristes. Mettre fin à un flottement. — 14. Pronom. Fit grandir des flammes. Dent pointue. — 15. Facilement débauché. Est appliqué ou bien est absorbé. Partie d'échecs.

Solutions du problème n° 4658

Horizontalement

I. Barreux. — II. Océan. Air. — III. Starlette. — IV. St. Elders. — V. Eau. St. Es. — VI. Univers. — VII. Dammé. — VIII. Allée. Eg. — IX. Fla. Pl. — X. Tristesse. — XI. Tués. Hies.

Verticalement

1. Bousier. P.T.T. — 2. Action. Ru. — 3. Réa. Nidifia. — 4. Rare. Vallée. — 5. Enlèvement. — 6. Edme. Eh l. — 7. Rati. Se. Fal. — 8. Atre. Bise. — 9. Pressing. Es.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 16 janvier :

DES DÉCRETS

• N° 87-1178 du 24 décembre 1987, modifiant le décret n° 67-356 du 21 avril 1967 modifié portant application des dispositions du décret modifié n° 59-733 du 16 juin 1959 relatives au soutien financier de l'Etat à la création et à la modernisation des théâtres cinématographiques.

• N° 88-44 du 14 janvier 1988 modifiant le décret n° 78-21 du 9 janvier 1978 fixant les conditions de participation à la campagne radiodiffusée et télévisée pour les élections législatives des partis et groupements définis au paragraphe III de l'article L. 167-1 du code électoral.

DES ARRÊTÉS

• Du 2 décembre 1987 portant constatation de l'état de catastrophe naturelle dans vingt-six départements.

• Du 31 décembre 1987 portant fixation de la tarification provisoire applicable au Minitel 10 bispand et au Minitel 12.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Envoyez 22 F (timbre à 1 F ou chèque) à : APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé au 130 F pour l'abonnement annuel (80 F d'acompte), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

LES FONCTIONNAIRES

Envoyez 22 F (timbre à 1 F ou chèque) à : APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé au 130 F pour l'abonnement annuel (80 F d'acompte), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

(Publicité)

Vous attendez la neige ? la neige vous attend à Auron !

ENNEIGEMENT DE 1 m à 1,50 m A 90 MINUTES DE NICE

120 km de PISTES, SUR DEUX VALLÉES, TEL : 93-23-00-23

Sports

Le Rallye Paris-Alger-Dakar

Les Lions de Sochaux égarés dans les dunes

La quinzième étape du Rallye Paris-Alger-Dakar, disputée le vendredi 15 janvier au nord du Mali, a failli être fatale aux voitures Peugeot.

Alors que l'Italien Eddy Orioli (Honda) consolidait sa position en tête du classement motos, les pilotes finlandais Ari Vatanen et Juha Kankkunen, tentaient de trouver leur chemin, loin de leurs rivaux, dont le Français Patrice Tamberi (Range-Rover), futur vainqueur de l'étape. Partis trop au nord, les Lions de Sochaux s'étaient égarés dans les dunes, éprouvant beaucoup de difficultés à trouver la bonne passe dans une région de rocaïlle et de montagnes. Les Peugeot allaient cependant bénéficier du sérieux problème mécanique (joint de culasse cassé) dont Pierre Lartigue (Mitsubishi) était victime à 68 kilomètres de l'arrivée, pour réaliser une bonne opération au classement général malgré la perte de 2 h 38 enregistrée par rapport à Tamberi.

Pendant ce temps, le président de la Fédération internationale du sport automobile, M. Jean-Marie Balestre, écrivait au pape pour dénoncer : « les attaques mensongères publiées urbi et orbi par l'Observateur romain à propos du rallye africain (le Monde du

15 janvier). « J'assure votre Sainteté que nous sommes nombreux dans notre fédération à nous battre pour chasser les marchands du temple », affirme-t-il, en dénonçant par ailleurs... les côtés commerciaux des voyages du pape à l'étranger.

TENNIS

Eric Deblicker nouveau capitaine de l'équipe de France

Le conflit entre les joueurs de tennis et la Fédération française a connu un début de solution vendredi 15 janvier, à l'issue de rencontres organisées à Melbourne entre Philippe Chatrier, le président de la fédération, et les joueurs présents pour les Internationaux d'Australie.

Face aux revendications des joueurs, un compromis semble avoir été trouvé : Jean-Paul Loth, directeur technique national du tennis, se retire du poste de capitaine de l'équipe de France de tennis pour la Coupe Davis et laisse cette fonction à Eric Deblicker, entraîneur national, ancien numéro 3 français dans les années 70. Le vœu des joueurs d'avoir auprès d'eux un capitaine plus présent sur les tournois tout au long de l'année est satisfait. Cependant, l'entraîneur Yannick Noah, qui n'avait plus joué en Coupe Davis depuis 1983, a décidé de participer au premier match prévu en février.

Jean-Paul Loth, qui demeure directeur technique national, continuera de former l'équipe de France, mais la sélection pour les matches sera effectuée par Eric Deblicker.

• **NOAH QUALIFIÉ.** Potier éliminé aux Internationaux d'Australie. Si Yannick Noah a pu se qualifier, vendredi 15 janvier, pour les huitièmes de finale des Internationaux de tennis d'Australie, en battant le Sud-Africain Eddie Edwards. Jérôme Potier, n'a pas obtenu la chance samedi. Le jeune Français s'est incliné devant l'Allemand de l'Ouest Christian Schemmer, vainqueur en trois sets (6-2, 6-1, 7-6).

Le Carnet du Monde

Décès

Bernard Devoeux de Bayeux Et les amis de

Suzanne EVARD,

ont la tristesse d'annoncer son décès.

Les obsèques auront lieu le mardi 19 janvier, à 10 h 15, en l'église Saint-Médard, Paris-5^e, suivies de l'inhumation au cimetière Condé de Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Famille, 03110 Brout-Vernet.

Remerciements

— La famille Et les amis de

maître

Serge SCHWARTZENBERG,

dans l'impossibilité de répondre individuellement aux très nombreuses marques d'affection et de sympathie qui leurs ont été témoignées lors de son décès expriment à tous leurs remerciements émus.

Anniversaires

— Pour le cinquantième anniversaire du décès de

baron d'ARCY,

une messe sera célébrée en sa mémoire, à la chapelle Sainte-Thérèse, 7, rue Boissière, Paris-16^e, le 19 janvier 1988, à 12 h 15 précises.

Avis de messes

— Le 5 février 1987 disparaitraient

Michel BARON,

Jacques CÉLERIER,

Rémy DESIRET,

Georges GAVAREY,

Frédéric JOFFE,

Paul LEROUX,

Jean-Jacques MARECHAL,

Eric VILLERS,

Robert WEINSTEIN.

Le 5 février 1988, nous serons nombreux à prier pour eux et à nous souvenir, tous rassemblés, parents et amis de nos chers disparus, à Saint-Louis des Invalides, à 18 h 30.

— Une messe sera célébrée le samedi 20 janvier 1988, à 18 heures, en la chapelle Notre-Dame-de-Bon-Conseil, 6, rue Albert-de-Lapparent, Paris-7^e, à l'initiative de

M^{me} Louis ESTRANGIN,

née Ghislaine Roux,

décédée le 31 décembre 1987.

— Une messe sera célébrée le samedi 23 janvier, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice, chapelle de la Sainte-Vierge, Paris-6^e, à l'initiative de

M^{me} Eugène GÉRARD,

née Jeanne Pissard,

rapportée à Dieu le 7 juillet 1987.

Messes anniversaires

— Pour le vingt-deuxième anniversaire du rappel à Dieu de

Edmond DHORME,

le 19 janvier.

Ses amis s'uniront par la prière à la prière des siens au cours des messes célébrées ce jour.

Soutenances de thèses

— Université Paris-IV, le samedi 30 janvier, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Danièle Quenec'h : « Jean d'Avonnes ou la littérature chevaleresque à la cour des ducs de Bourgogne au milieu du XV^e siècle ».

— Université Paris-IV, le lundi 29 février, à 14 heures, salle des Actes, centre administratif, M^{me} Pelouse Renée, née Hoffmann : « Le théâtre de Strindberg en Allemagne entre 1890 et 1912 ».

CARNET DU MONDE

Tarif de la ligne H.T.

Tous les rubriques : 78 F

Abonnés (sans justification) : 80 F

Communications diverses : 82 F

Journal minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blanc). Les lignes en capitales grasset sont facturées sur la base de deux lignes.

Num. : 42-47-86-05.

Le Monde
REGIONS

Retour à Nantes

« Le Monde » a présenté dans ses éditions du 17 décembre un dossier spécial sur « Nantes au futur ».
Nous revenons sur la ville,
quelques-unes de ses réalisations,
quelques-uns de ses projets.
Nous publions les réactions de nos lecteurs.

Les écoles catholiques
comme des poissons dans l'eau

ELLE en disait long, la mémoire de l'enseignement catholique. A Nantes, partie en fumée le 16 juin 1986 dans l'incendie de son fief diocésain, le centre Ozanam. Elle racontait, notamment, les luttes menées au dix-neuvième siècle par des religieux, des religieuses, des prêtres, des laïcs qui avaient fait de la construction d'écoles populaires le porte-drapeau de la reconquête chrétienne de l'Ouest, après la Révolution.

Les grands-mères ont continué d'envoyer leurs petites-filles à Blanche-de-Castille. Des générations de fils de bonnes familles ont été éduqués par les abbés à Saint-Stanislas ou à l'Externat. Tous les Nantais connaissent le sérieux et la bonne fréquentation de ces établissements. Mais ceux-ci sont désormais ouverts à un nombre non négligeable de boursiers.

L'enseignement catholique est à Nantes aujourd'hui comme un poisson dans l'eau. Outre ses 21 collèges et ses 10 lycées d'enseignement général, dont beaucoup ont pignon sur rue, il compte encore en ville 38 écoles primaires et maternelles. Ainsi que 12 lycées techniques et professionnels, dont ceux de la Joliverie, véritable vivier de cadres et de techniciens pour les entreprises industrielles et commerciales de la région.

Plus de 100 000 élèves sont scolarisés dans l'enseignement catholique en Loire-Atlantique (40 %). Pour la seule ville de Nantes, ils sont 8 700 dans le primaire et près de 13 000 dans le second degré. Quant aux enseignants, ils sont plus de 5 000 dans tout le département, dont 200 prêtres, religieux et religieuses.

Tache d'huile

L'histoire, récente cette fois, dit aussi que c'est à Nantes qu'a éclaté la crise scolaire des années 1983-1984. A la suite d'un conflit homérique entre les autorités de l'enseignement catholique et la municipalité socialiste conduite par Alain Chevard (1977-1983), 40 000 personnes se sont retrouvées dans la rue, le 4 décembre 1982, à la surprise générale, y compris celle des organisateurs qui en attendaient... dix fois moins.

Onze écoles primaires sur 28 s'étaient vues « couper les vivres » par la suppression du forfait communal que la loi Guemur de 1977 faisait obligation à la municipalité de verser aux établissements sous contrat d'association quand il y avait « un besoin scolaire reconnu ». Le conflit avait fait tache d'huile à Saint-Nazaire et à Saint-Herblain.

C'est de Nantes aussi, derrière Patrick Chéreau, président des parents d'élèves, et le Père Henri Loiseau, directeur diocésain, successeur du Père Paul Guiberteau promu à Paris, que sont partis, dans la nuit du 21 mai 1984, des

camions et des bus chargés de parents d'élèves qui ont édifié, devant la gare Montparnasse, une petite école devenue le symbole de la « résistance » nationale au projet Savary.

Même si les effets durent dans les esprits, la crise, qui a divisé aussi les catholiques, le clergé, le corps enseignant nantais, est aujourd'hui passée. Ou, plus exactement, les enjeux de la querelle se sont déplacés. Les responsables, les parents d'élèves, les professeurs qui hier s'étaient mobilisés pour la défense voire la « survie » de l'école libre brûlent aujourd'hui de recommencer, affrontés prétendant-ils, à des règles qui brident leur développement.

Une certaine
éducation

L'un des premiers défis est la rénovation d'un parc scolaire qui est âgé, en moyenne, pour toute la Loire-Atlantique, d'une centaine d'années. Seuls en effet sont pris en charge les frais de fonctionnement des établissements. Les dépenses de restauration, d'extension, d'aménagement sont couvertes — difficilement — par des caisses d'entraide et de solidarité. Il y a quelques jours, à l'école primaire de La Chapelle-sur-Erdre, à 10 kilomètres de Nantes, des dizaines de parents, de 8 heures du matin à 20 heures le soir, ont eux-mêmes bitumé la cour de récréation. Mais la bonne vieille recette du bénévolat n'est pas inépuisable, et c'est une véritable aide à l'investissement que réclame aujourd'hui aux différentes collectivités locales l'enseignement catholique nantais.

Le deuxième blocage réside dans la gestion même des moyens horaires. L'ajustement aux besoins scolaires de l'enveloppe financière allouée par l'Etat relève de l'exercice périlleux. Les classes sont déjà au maximum de leur charge : la moyenne est de vingt-six élèves dans le primaire contre vingt-deux dans l'enseignement public national. Elle est de trente dans le second degré.

A Nantes, pour satisfaire la demande des parents, chacun des établissements secondaires et techniques souhaite l'ouverture d'au moins une classe supplémentaire. A la rentrée dernière, deux sections nouvelles de BTS ont pu être ouvertes, au lieu des cinq demandées. A la Joliverie, pour la préparation d'un CAP de publicité, on comptait deux cent quarante candidats. Seuls vingt-cinq élèves ont pu être accueillis. Sur cent vingt bacheliers G2 (gestion, comptabilité), trente ont pu accéder au BTS de leur choix. « Nous devons fonctionner avec un crédit de 311 heures. Il nous en faudrait 1 020, c'est-à-dire l'équivalent de trente classes supplémentaires », disent Jean Gravier et Jean Allain, responsables de l'enseignement diocésain.

L'enseignement catholique se dit freiné, mais il développe...

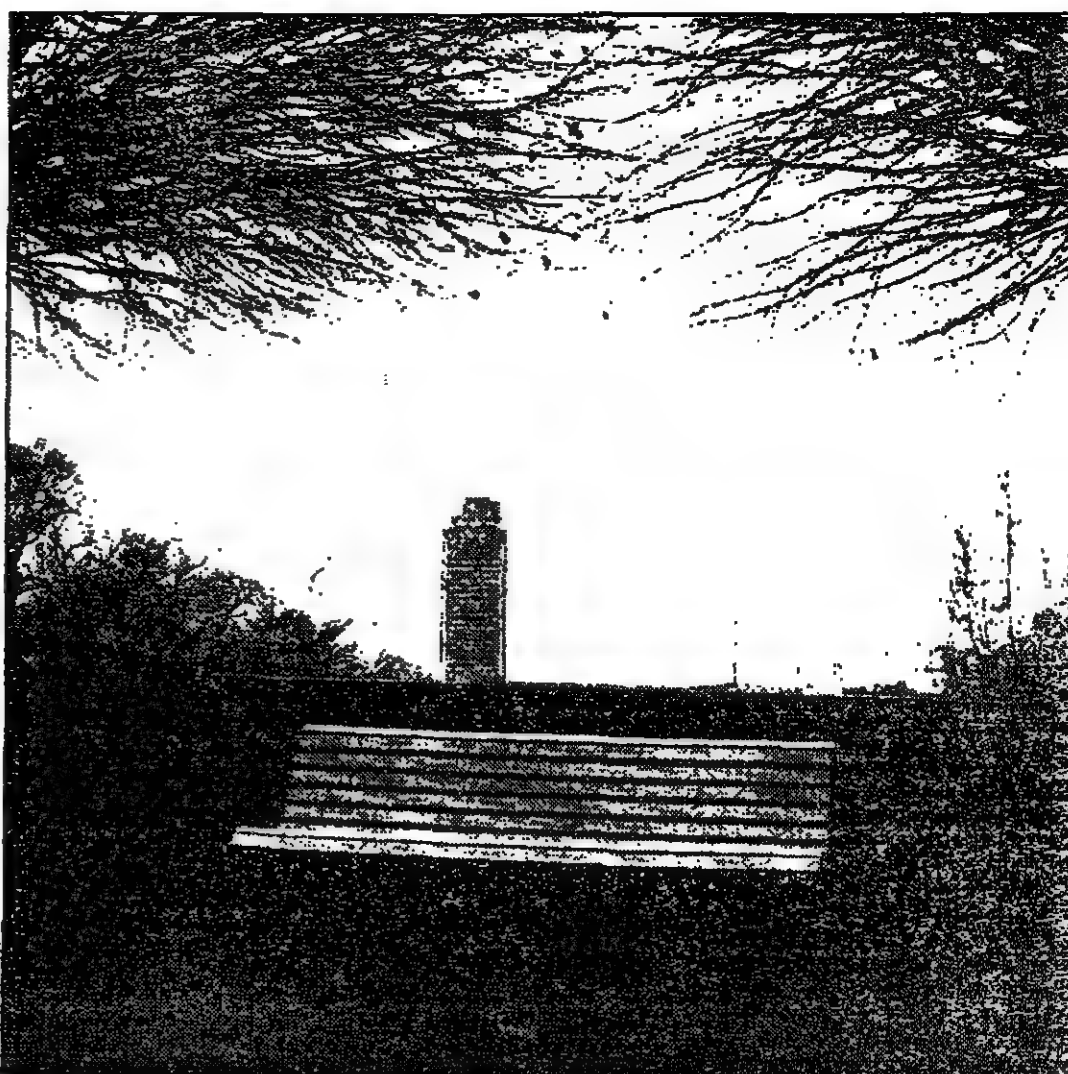
forte et les projets d'avenir ambitieux. L'ancienneté des établissements est un label de sérieux. La valeur ajoutée serait, par ailleurs, l'accueil « permanent » des élèves, l'engagement plus grand demandé aux parents et la « disponibilité » du corps enseignant.

Les responsables estiment à environ un quart la proportion des parents qui préfèrent l'enseignement catholique pour des raisons « de discipline, d'ordre et de pédagogie ». La moitié ont le souci d'une « éducation morale au sens large ». Vingt-cinq pour cent seulement mettent leurs enfants dans de tels établissements parce qu'ils veulent leur donner une éducation chrétienne au sens strict du terme.

A ce point de vue, outre la catéchèse classique, des équipes d'animation spirituelle comprennent de plus en plus de parents, d'enseignants et même d'élèves plus âgés. Les besoins spirituels des jeunes s'expriment plus nettement que dans un passé récent et, si l'obligation de la messe quotidienne a disparu, des petits oratoires, où viennent librement prier les élèves, ont remplacé les grandes chapelles d'autrefois.

Développer ce caractère propre des établissements catholiques est le principal projet d'avenir, lié à la rénovation des collèges et des lycées. Ouvrir des classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques et commerciales, diversifier les formations de BTS notamment vers la communication ou le tourisme, soigner la formation permanente des maîtres et des professeurs sont quelques-uns des objectifs de développement de l'enseignement catholique à Nantes.

HENRI TIMCO.



La tour de Bretagne.

Pour accueillir
les congrès de l'an 2000

NANTES aura donc comme toutes les métropoles qui se respectent son Palais des congrès. Ouverture : deuxième semestre 1991 dans le nouveau quartier du Champ de mars ; coût de l'opération, promis juré : 490 millions de francs toutes taxes comprises ; architecte : Yves Lion ; responsable de l'opération : Jean Amyot d'Inville qui a été nommé directeur du Palais. Les décisions sont prises même si certains en discutent encore le bien-fondé : fallait-il investir tant d'argent dans un tel équipement, à cet endroit ?

C'est en détaillant le projet et en précisant le mode de fonctionnement que la municipalité et ses mandants le justifient. Le Palais des congrès, ce sera d'abord un centre de congrès organisé autour d'une grande halle d'exposition, de salles de réunion pour trois cents et quatre cents participants, de salles de commissions, de bureaux d'affaires, d'un parking de cinq cents places, de restaurants, de bars, d'un hôtel de cent vingt chambres, mais aussi une

salle de spectacles et de concert de deux mille places. Ni le parc des expositions de la Beaujoire ni le centre Neptune ne pouvaient permettre d'accueillir les congrès modernes. Le Théâtre Graslin était saturé.

Les promoteurs du Palais des congrès, agissant un peu comme le font ceux du Corum de Montpellier, ont voulu faire d'une pierre deux coups : combler par un seul équipement ces deux besoins de la métropole nantaise.

Philosophie

D'être arrivé en retard sur un marché déjà très convoité leur aura permis de tirer parti de l'expérience des concurrents, d'être à la fois plus réalistes et plus inventifs. Leur Palais des congrès ne vise pas une clientèle internationale mais européenne — dix-neuf mille journées de congressistes sont accueillies aujourd'hui à Nantes ; on en prévoit cent mille pour 1995, moins que Strasbourg actuellement. De même quatre-vingts représenta-

tions sont attendues chaque année dans la salle de spectacles.

Ces objectifs devraient pouvoir être atteints et, au prix d'une gestion très globale et très rigoureuse, permettre d'équilibrer l'exploitation de l'ensemble.

Ce n'est pas pour rien d'autre part que le directeur du Palais a été et reste celui du Centre de communication de l'Ouest. Il compte appliquer, ici comme là, la même philosophie. Le Palais, bien sûr, sera équipé des moyens de communication les plus avancés, il sera autant que possible animé de façon permanente. Jean Amyot d'Inville espère surtout que « cet équipement devienne l'affaire de tous », et pour cela souhaite associer à son animation l'ensemble des forces vives — entreprises, administration, associations culturelles — de l'agglomération et de la région. Et d'ailleurs, pour être sûr que ce ne sera pas un Palais des congrès comme les autres, il refuse, avant de lui avoir trouvé un autre nom, de l'appeler ainsi.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON.

Vieux terrains, nouveaux quartiers

UN profond silence plane sur les chantiers, transformés du jour au lendemain en un désert peuplé seulement de grues rouillées. En plein cœur de Nantes, entre deux bras de Loire, les cales de lancement s'inclinent toujours vers les eaux du fleuve, mais les gars de la navale ne sont plus là, ces « pros » remuants qui redonnaient au port et à la ville tout entière un caractère si particulier.

Dubigeon, dont le nom s'identifie à la navale nantaise depuis le dix-huitième siècle, a définitivement fermé ses portes, et les Nantais ne se rassemblent plus sur le quai de la Fosse pour applaudir les processions de lancement. Dubigeon, c'est désormais la friche industrielle la plus spectaculaire de Nantes.

Ce n'est pas la seule. Une étude lancée par la ville a permis de dresser un catalogue de ces terrains laissés libres par l'industrie, qui représentent au total une superficie de 24 hectares (sans compter Dubigeon ni l'ancienne centrale électrique de Cheviré, aujourd'hui désaffectée). Elles se situent désormais aux abords du champ de Mars, non loin du centre et surtout à l'ouest, au Bas-Chantenay, le quartier industriel du début du vingtième siècle, avec ses raffineries de sucre et ses usines métallurgiques. La fermeture de Dubigeon n'a fait qu'accroître la prise de

conscience du phénomène par les responsables municipaux.

Ils l'avaient déjà pris en compte depuis la fin des années 60, l'époque où maintes entreprises, trop à l'étroit dans le centre de la ville, ont installé leur siège dans les zones industrielles. C'était le cas de la Manu des tabacs, une immense carcasse de pierre construite sous Napoléon III, qui se dégradait au fil des années, jusqu'au jour où la municipalité Chevard décida de la réhabiliter — avec bonheur — pour y abriter tout à la fois des fonctionnaires municipaux, des locataires d'HLM, des militants d'associations.

Opération-clé

Un quartier tout entier a ainsi retrouvé la vie. « Le problème posé est plus aigu aujourd'hui, les friches s'accompagnant d'un processus de dévitalisation des quartiers concernés, d'une perte d'effectifs tant pour d'autres entreprises que pour les commerces et les logements », constate Jean-Michel Jolivel, adjoint au maire, responsable du secteur économique, qui s'emploie à redorer le blason de ces quartiers vieillissants.

C'est une action qui se situe dans une politique globale comprenant des infrastructures

(contournement de Nantes et pont de Cheviré), des équipements à caractère économique (villages d'entreprises), des efforts en matière de recherche et de formation, permettant de créer des zones d'activité à la périphérie pour répondre aux nouvelles demandes d'entreprises et aux besoins en bureaux. Deuxième temps : conforter le grand projet de technopole. Troisième temps : développer une politique d'accompagnement différente selon les quartiers.

Tel est le plan, déjà bien avancé. On voit se dessiner déjà la silhouette future des quartiers de Nantes, les uns abandonnant toute activité pour laisser place à l'habitat, d'autres comprenant un tissu industriel et commercial s'appuyant sur leur site géographique ou leur histoire. C'est ainsi que Chantenay devrait renouer avec sa vocation industrielle et portuaire, que le champ de Mars va abriter la gare du TGV, le Palais des congrès et le siège du Crédit industriel de l'Ouest.

Reste à savoir que faire du site de Dubigeon : un parc de loisirs, un musée, un centre de commerce international ? Les projets ne manquent pas, mais, étant donné la valeur du site, chacun sait qu'il ne sera pas permis de rater cette opération-clé pour le Nantes de demain.

YVES ROCHCONGAR.

هكذا من الامل

5527 من الاموال

POINTS DE VUE

Jouer la carte des PME

MÊME si le secteur industriel nantais a relativement souffert ces dernières années, il repose sur un tissu de PME très diversifié, dont un certain nombre de sociétés leaders en France et à l'étranger.

Sept pôles industriels se dégagent et constituent un ancrage important pour le développement de l'économie de la région nantaise : l'agro-alimentaire, la mécanique-robotique, l'informatique et les systèmes électroniques, les matériaux, le génie climatique et la chimie fine, les activités médicales, enfin les activités marines.

Il est à noter que par rapport à la situation française, le système industriel de l'agglomération est bien positionné, et cela pour trois raisons :

Fort potentiel de développement

Tout d'abord, les deux tiers des établissements et près des deux tiers des effectifs participent à des activités en aval dans leur filière de production respective, c'est-à-dire que l'évolution de l'économie locale dépend plus fortement des marchés finaux que des échanges inter-industriels, ce qui est un atout. C'est dire également l'importance de la fonction commerciale au sein des entreprises de l'agglomération.

En second lieu, la majorité des établissements industriels regroupent trois quarts des salariés de l'agglomération participant à des activités dont les perspectives de croissance sont moyennes et fortes d'ici 1992. Dans ce sens, l'industrie nantaise possède un potentiel de développement plus élevé que l'industrie française dans son ensemble.

Il existe enfin une forte inter-pénétration entre les pôles industriels nantais, la recherche et la formation de haut niveau.

Pour accentuer ce phénomène, la ville de Nantes, conjointement avec la région et le département, a investi considérablement ces dernières années dans la création de toute une série d'instituts et de centres de recherche liés directement à ces différents pôles industriels.

Enjeu majeur

Celui-ci a été quelque peu oublié dans le panorama économique nantais qu'a dressé le Monde. Et pourtant c'est un secteur de redéploiement tout à fait considérable qui emploie dès à présent les deux tiers des actifs de l'agglomération. Il constitue l'un des enjeux majeurs du développement économique à moyen et long terme.

Aujourd'hui, Nantes et son agglomération se caractérisent par un secteur tertiaire fortement orienté vers des activités à haute valeur ajoutée, notamment celles à destination des entreprises, répondant au rôle que doit jouer la métropole nantaise vis-à-vis du Grand-Ouest français et favorisant son positionnement international.

Citons parmi ces services : l'ingénierie technique, le conseil économique, l'informatique, l'expertise comptable et l'audit financier, la publicité, les régies publicitaires, la recherche privée...

C'est un point positif, souvent ignoré des nantais eux-mêmes, qui joue un rôle déterminant dans l'avenir, contribuant à faire de Nantes une des grandes villes incontournables en France.

JEAN-MICHEL JOLIVET
Adjoint au maire
chargé des affaires économiques.

Une capitale pour la planète bleue

NANTES, c'est une culture, un souffle, le sentiment d'appartenir à une identité forgée par des siècles. Nantes ce n'est pas n'importe quoi, n'importe où. C'est une ambition maritime.

Nantes se vide, la côte se retire, les ports se désertent ; au-delà du drame du chômage, c'est l'âme qui meurt. Par milliers, les Nantais ont vu le 3 octobre 1986 l'étrave du Bougainville tirer un trait sur l'avenir. Le dernier-né, à peine a-t-il quitté son berceau que déjà des pinneaux ventent le site pour le transformer en bureaux ; le chantier ne rejoindra dans le passé le transbordement, les tours LL, la raffinerie Chantenay, la brasserie, autant de symboles de l'histoire du travail de Nantes... « *Pelloutier ils sont devenus fous !* » La patrie d'André Breton, d'Anna de Bretagne, de Brunellière, de Jules Verne, de « *peuple de la mer* » cher à Marc Elder, se contente de périr à petit feu dans une gestion qui le cantonne dans de vagues technologies, des parkings, des bureaux, des palais, plus coûteux les uns que les autres.

Ce sont là les ambitions les plus affirmées d'élus locaux emportés dans de grandiloquents et hypocrites regrets, occupés qu'ils sont de prochaines échéances électorales. Les lobbies de commerçants, de notables ruraux, d'esprit de boutique, ont pris le pas sur le grand large... Cette médiocrité qui enfle la ville est à l'image des responsables d'un département qui n'ont jamais fait corps avec la cité.

Tournent le dos à son histoire, Nantes s'est transformée, elle a corréé le fleuve, mutilé son urbanisme... Exit le Vieux-Port de l'Ouest. Vaincote ville, cette région s'éteint, mourir, c'est impossible !

L'enlèvement, la mort industrielle de Nantes-Saint-Nazaire serait le fin de quelque chose d'essentiel pour l'avenir de l'Ouest. Face à l'axe économique Rhin-Rhône, voie royale de l'Europe, la façade maritime se

désertifie, des emplois, même modestes sont remis en question ; du Trégor au Choletais, on fante. Dans la guerre qu'elles se livrent, les multinationales se soucient comme d'une guigne des intérêts des marins, des travailleurs, des paysans qui peuplent nos régions.

Au moment où on est prêt à dépenser des milliards pour assurer la sécurité militaire de la France, la défense économique fait défaut : la disparition des aides à l'industrie, la diminution de l'effort de recherche, la rôle dérisoire confié au Plan, se conjuguent à l'absence de cohérence dans l'aménagement du territoire... La Basse-Loire est sévèrement touchée, c'est le K. O. debout ! Et la modernisation du tertiaire risque de grossir les rangs des quatre cent mille chômeurs de Basse-Normandie, de Bretagne, des Pays de la Loire, de Poitou-Charentes.

Aujourd'hui, le défi est grand. Si gouverner c'est prévoir, il est

nécessaire de proposer à Nantes, à l'Ouest, un avenir.

Au cœur de la plus grande concentration européenne des produits de la pêche et de l'agriculture, nous sommes une chaudière située au milieu de la façade atlantique des Douze, avec un savoir-faire dans la commercialisation, le conditionnement des aliments. Disposant d'une technologie avancée, d'atouts nombreux dans la construction mécanique, dans l'ingénierie off-shore, au centre des universités et des instituts de recherche du Grand Ouest, Nantes est équipée d'un ensemble portuaire, de possibilités de stockage et de transformation encore sous-utilisées.

En contribuant à lutter contre les tensions qui ne manqueront pas de s'exercer sur les approvisionnements en matières premières et en nourriture, nous répondons concrètement au droit à la vie. En d'autres temps, il a fallu un Colbert pour

faire admettre la vocation commerciale et maritime de notre pays. Plus récemment, c'est grâce à la volonté des contribuables qu'on a pris rang, dans les premiers, dans les télécommunications, l'espace, le transport ferroviaire, l'aviation, le nucléaire : de combien de centaines de milliers d'emplois serions-nous privés si cet effort n'avait pas été consenti ?

Le vestige patrimonial océanographique de l'Europe et de la France a besoin d'une base solide pour maîtriser le développement de ses richesses. Notre pays a une capacité de premier ordre dans la recherche des profondeurs. La France dispute avec succès sa première place dans la conquête du sixième continent, face aux Etats-Unis et au Japon. Il existe un projet Eureka, pourquoi n'y aurait-il pas un projet Thalassa ?

Aujourd'hui, l'avenir est technologique et humain. Il nous faut dépasser les fausses certitudes qui ne veulent rien prévoir. Deux cents ans après 1789, l'année des droits de l'homme, cinq cents ans après 1492, la première traversée de Colomb vers l'Amérique, nous allons commémorer successivement la liberté et l'avenir. Nantes et l'Ouest ne peuvent se passer ni de l'un ni de l'autre.

Serait-il incongru que le port qui a vu naître le créateur de *Vingt Mille Lieues sous les mers* soit candidat à rassembler les énergies, les potentialités des régions de l'Ouest, pour réaliser l'imaginaire du Génie du futur ? La planète bleue qu'est l'océan aura ses capitales. Nantes doit devenir l'une d'entre elles.

PATRICK GORGEAU,
ALEXIS GUENEAU,
PATRICK MARESCHAL
et RENÉ ROUSSEAU,
membres CFDT de Nantes.

Le futur

LES membres de notre association, qui sont le conseil régional, le conseil général, la Ville de Nantes et de Saint-Nazaire, les CCI de Nantes et de Saint-Nazaire, le Port atlantique de Nantes et de Saint-Nazaire et l'Union maritime de la Basse-Loire, ont depuis 1986 confié à l'Association communautaire de l'estuaire de la Loire (ACEL) la mission de développer la zone internationale estuarienne.

A ce jour, la zone internationale estuarienne est en outre un dispositif économique nouveau, adapté aux exigences de la concurrence ; une dynamique des décideurs économiques pour construire l'estuaire de demain ; une action de promotion internationale pour inscrire l'estuaire de la Loire dans les

choix possibles des sites européens d'implantation industrielle ; un projet de développement d'activités de négoce international autour de la Cité internationale des affaires.

Ce qui est mis en marche aujourd'hui, c'est Nantes au futur. C'est entreprendre une mutation profonde des mentalités et des comportements pour permettre d'adapter l'offre au marché.

L'image de Nantes et de son estuaire a subi en dix ans de profondes modifications en raison des importants investissements qui s'y sont faits. Les dix prochaines années devront être celles de l'ouverture internationale.

J. P. APPERT,
Adjoint général d'ACEL.

Communication

La panne du satellite Telecom 1-B

Le relais des émissions de la Cinq, de M 6 et de nombreuses radios privées a été interrompu

La direction générale des télécommunications a perdu, le vendredi 15 janvier, peu après 20 heures, le contrôle du satellite Telecom 1-B. Pour une raison encore inconnue, l'engin s'est mis à tourner sur lui-même dans l'axe de ses deux panneaux d'alimentation solaire. Ses antennes n'étant plus pointées correctement vers la Terre, le satellite est incapable de relayer les émissions de la Cinq et de M 6 vers leurs émetteurs de province, ainsi que celles d'une quinzaine de radios privées en modulation de fréquence (Europe 1, RTL, RMC, NRJ, Fun, Skyrock, etc.). De plus, certaines communications militaires du dispositif Syracuse sont interrompues.

Les techniciens du Centre national d'études spatiales de Toulouse tentent de reprendre le contrôle de Telecom 1-B avant que l'engin n'épuise ses batteries et ne soit définitivement réduit au silence. Pendant ce temps, la DGT a transféré les communications militaires et les émissions de radio-télévision sur le satellite Telecom 1-A, spécialisé dans les communications téléphoniques à destination des Antilles. Dans la matinée du 16 janvier, la DGT affirmait que la quasi-totalité des émissions pouvaient être à nouveau relayées par ce satellite.

La panne de Telecom 1-B, lancé en mai 1985 et prévu pour une durée de vie de sept ans, est un coup dur pour la DGT. Cette dernière soutient, en effet, depuis des mois que ses satellites sont plus rentables que les projets de satellites de télévision directe développés par Télédiffusion de France (TDF 1). La panne récente du satellite allemand TV Sat, frère jumeau de TDF 1, avait donné un avantage de poids à la DGT : le gouvernement semblait prêt à lui concéder l'exclusivité, pour les prochaines années, de la télévision par satellite.

Le coup est dur, également pour Matra, constructeur des satellites de la DGT, qui venait de remporter le marché de 3 milliards de francs pour la réalisation des futurs satellites Telecom 2.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Inquiétude face à une éventuelle OPA de M. Murdoch sur le « Financial Times »

La récente augmentation de la participation (98 %) du magnat de la presse M. Rupert Murdoch au capital du groupe britannique Pearson PLC, qui édite notamment le *Financial Times*, provoque de nouvelles réactions. En France, M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, est responsable des questions de presse, a indiqué que le gouvernement français pouvait éviter « la défaite pour l'indépendance nationale » que constituerait, selon lui, la prise de contrôle du groupe les Echos par le groupe Pearson, « qui cingle, en fait de presse, sous le contrôle indirect » de M. Murdoch.

M. Queyranne estime que la loi du 1er août 1986 sur la presse, qui prévoit l'interdiction pour un groupe étranger de posséder plus de 20 % d'une publication française, « doit s'appliquer ». « La clause d'assimilation », prévue par cet article, ne peut s'appliquer, selon le porte-parole du PS, « car il n'y a pas de réciprocité dans le domaine des concentrations en Grande-Bretagne ni de règle commune européenne en matière de contrôle des médias ».

En Grande-Bretagne, lord Blakenham, président du groupe Pearson, a affirmé : « ne pas avoir été surpris ». M. Murdoch ayant indiqué qu'il pourrait porter à 20 % sa participation. Mais, a précisé lord Blakenham, « notre position a changé, une prise de participation importante dans Pearson a une influence déstabilisante ». Interrogé sur les implications que pourrait avoir la participation de M. Murdoch au sein de Pearson, juste après l'annonce du rachat du groupe les Echos par la société britannique, lord Blakenham a assuré qu'« il espérait que ce ne serait pas un obstacle ».

Au *Financial Times*, les journalistes se sont déclarés « très inquiets » de l'augmentation de la participation de M. Murdoch dans le capital du groupe éditeur. Le *Financial Times*, dont l'édition britannique devrait être imprimée à Tokyo début 1989 grâce à un accord, en négociation, entre le groupe Pearson et le quotidien japonais *Asahi Shimbun*, est « une entreprise très profitable », a indiqué M. Pike, le responsable du NUJ, le syndicat des journalistes britanniques. L'augmentation de la participation de M. Murdoch « accroît la possibilité de voir cette année le magnat lancer une offre de rachat de Pearson », a noté le leader syndical, pour lequel « il n'y a aucune raison que le gouvernement britannique autorise M. Murdoch, déjà propriétaire de cinq journaux en Grande-Bretagne, à devenir propriétaire du *Financial Times* ».

M. Murdoch n'a pas bonne réputation parmi les journalistes, qui l'estiment peu soucieux de déontologie. Le directeur général du *Financial Times*, M. Francis Berlow, a fait distribuer, dès mercredi 13 janvier, une note de service à la rédaction dans laquelle il indique qu'aucune rencontre n'est prévue avec M. Murdoch.

Les projets de développement internationaux de l'AFF

Un service arabe à Nicosie

NICOSIE de notre correspondant

Depuis deux semaines, le monde arabe s'est enrichi d'un nouveau média avec la renaissance complète du service arabe de l'Agence France-Presse. L'AFF avait déjà, depuis une vingtaine d'années, un fil arabe diffusant à partir du Caire, mais celui-ci consistait en une traduction pure et simple effectuée par des collaborateurs de l'agence égyptienne MENA.

Le nouveau service qui est entré en fonction le 30 décembre est constitué d'une vingtaine de journalistes à part entière recrutés par l'AFF dans différents pays arabes. Ceux-ci ne se contentent plus de traduire les dépêches de l'AFF mais les adaptent pour un public dont ils sont plus à même de connaître les attentes. Ce service comprend aussi des comptes rendus hebdomadaires,

Un « bureau de Paris »

bilans ou perspectives de l'activité politique, culturelle, cinématographique ou sportive. Une chronique économique est en préparation.

« L'AFF a de nouveau un « menu » en arabe pour un public arabe », affirme le nouveau directeur de ce service, M. Fouad Nahm.

Le fil arabe diffuse à partir de Nicosie, où l'AFF a installé depuis six mois sa direction régionale pour le Proche-Orient afin, indique M. Xavier Baron qui en a la charge, de se rapprocher du lieu des événements, ainsi que des bureaux et de coordonner ou d'animer plus facilement toute l'activité proche-orientale. Outre le desk arabe, la direction régionale de Nicosie regroupe une cellule française, une cellule française-anglaise, une cellule arabe et une antenne technique et commerciale.

F. Ch.

EN BREF

Une pétition du PCF contre les coupures publicitaires. — Les Etats généraux de la culture, un groupe de réflexion animé par M. Jack Ralite, membre du comité central du Parti communiste, vient de lancer une pétition contre les coupures publicitaires à la télévision. « Le respect de l'intégrité des films, téléfilms et documentaires est un droit des auteurs et des artistes », à une responsabilité nationale à faire respecter » et doit devenir « une formidable exigence des téléspectateurs », affirme notamment cette pétition.

Nouveau bureau de l'Association des journalistes du tourisme. — L'Association professionnelle des journalistes du tourisme, qui regroupe la plupart des journalistes spécialisés dans ce secteur, a élu Jean Taverne (l'Action automobile et touristique) à la présidence de son conseil d'administration. Patrick Francis (le Monde), Charles-Pierre Remy (le Généraliste) et Jean-Marie Tyrou (la Voix du Nord) en sont les vice-présidents. Marc Rousseau (le Carvenier), le secrétaire général, et Jean-Pierre Philibert (Cadres et Maires), le trésorier.

Ladislav de Hoyos élu à la présidence de la société des journalistes de TF1. — Le conseil d'administration de la société des journalistes de TF1 a élu, le mardi 5 janvier, à sa présidence Ladislav de Hoyos, présentateur des journaux du matin, qui remplace Bruno Miserey. Le nouveau président sera assisté de deux vice-présidents, Bruno Corbis (chef adjoint du service politique) et Laurent Félix (chef du service économique). Le trésorier-secrétaire général est le reporter d'images Alain Landière. Les autres membres du conseil sont Isabelle Baillancourt, Julien Brune et Michel Berne.

« Diabolo », nouveau mensuel pour les sept-neuf ans. — Les éditions Milan (Toulouse) viennent de lancer Diabolo, un nouveau mensuel de 48 pages destiné aux enfants de sept à neuf ans. Des rubriques humoristiques, un almanach des événements essentiels, un dossier détaillé, etc., sont proposés à un prix de 21 francs. Les éditions Milan éditent déjà quatre titres pour enfants (Toupie, Toboggan, Mikado et Wapiti).

Lancement de « Rolling Stone » en France

Rolling Stone, le bi-mensuel américain qui fait depuis plus de vingt ans les beaux jours de la musique rock, du cinéma et du show business d'outre-atlantique, a désormais un homologue français. Pour lancer Rolling Stone en français sa société éditrice, Pendulum, a rassemblé 14 millions de francs souscrits par des banques (de Backo-Reau), des sociétés à capital risque (Interfin) et des personnes physiques. En échange du versement au magazine américain d'honoraires mensuels de 200 000 francs et de 8,5 % de ses recettes publicitaires, le mensuel français peut utiliser son titre, ses articles et ses photos.

Avec ses 132 pages et sa maquette largement inspirée de la revue américaine *Esquire*, le *Rolling Stone* français vous apprendra être plus généraliste que son aîné américain créé en 1967 par Jann S. Wenner. Des enquêtes (sur les médias et l'affaire Villemin, sur la « prêtresse » ougandaise Alice)

obtiennent des chroniques signées par Serge July, André Bercoff, Antoine de Caunes (en attendant Christine Ockrent), des entretiens traduits avec des stars du « nouveau journalisme » américain (Hunter S. Thompson, Tom Wolfe) et des témoignages de personnalités comme Ralph Nader ou Jane Fonda.

Réalisé par neuf permanents et par plusieurs dizaines de collaborateurs extérieurs, *Rolling Stone* est dirigé par Lionel Rostegay, le fils de l'actrice Régine, qui fut auparavant journaliste à *Libération*, au *Nouvel Observateur*, à *Paris-Match*, à *Candidat*, mais aussi scénariste de films. Vendu 30 francs, le nouveau mensuel compte équilibrer sa gestion en vendant 55 000 exemplaires mais souhaite en diffuser 100 000. Le premier numéro a été tiré à 180 000 exemplaires.

Y.-M. L.

Le Monde sur minitel

POSEZ VOS QUESTIONS A E. BALLADUR ET P. VOLCKER
3615 TAPEZ LEMONDE

Après l'annonce d'une contraction du déficit commercial des Etats-Unis

M. Reagan estime que les bases de l'économie américaine restent « saines »

La publication, vendredi 15 janvier, d'un déficit commercial américain de 13,22 milliards de dollars en novembre, en forte contraction par rapport au niveau record d'octobre (17,6 milliards), a provoqué une véritable euphorie sur les marchés financiers du monde entier. Le dollar s'en est trouvé très fortement dopé, gagnant à New-York 3,5 % vis-à-vis du yen et du Deutsche Mark, terminant ainsi la semaine à 130,90 yens et 1,6875 DM. Le billet vert progressait de 19 centimes par rapport au franc français, achevant la journée à 5,69 FF.

De marché des changes, l'enthousiasme est naturellement passé sur les marchés des actions et des obligations. A Paris, dans un climat de fête enfin retrouvé (voir nos pages financières), les actions augmentaient de 3,2 %; Londres et New-York étaient également en hausse (respectivement + 2,7 % et + 2,1 %). Fermées avant l'annonce de l'enthousiasme, les Bourses de Francfort et de Zurich n'ont pas pu participer à la joie générale.

D'autres chiffres publiés dans la journée de vendredi aux Etats-Unis sont venus conforter l'optimisme des hommes de marché: l'activité se ralentit sans s'effondrer; l'inflation ne redémarre pas. D'après le département du commerce, les ventes des entreprises américaines ont baissé en novembre de 0,2 %, leurs stocks ont progressé de 0,8 %. En décembre, la production industrielle a diminué de 0,3 %, la production industrielle ayant encore augmenté de 0,2 %.

Commentant ces différents résultats, le président américain, M. Ronald Reagan, a déclaré: « Nous avons eu de bonnes nouvelles sur le front économique aujourd'hui. Comme je l'ai dit depuis longtemps, les bases de l'économie américaine restent saines, la production industrielle est en hausse, l'inflation en baisse. Ce pays maintient sa tendance de croissance soutenue avec une inflation faible. » D'après l'entourage de M. Noboru Takeshita, premier ministre japonais, M. James Baker, le secrétaire d'Etat au Trésor américain lui

aurait déclaré que le déficit commercial des Etats-Unis devrait continuer à diminuer régulièrement au cours des prochains mois.

Des marchés euphoriques, des dirigeants optimistes, les commentateurs et analystes restent plus prudents. Dans l'éditorial de son édition de samedi, le Washington Post rappelle que « le chiffre de novembre signifie toujours que les Etats-Unis doivent emprunter 13 milliards de dollars par mois au reste du monde. Le problème reste celui du financement de ces déficits ».

Présentant jeudi 14 janvier à New-York ses prévisions pour 1988, M. John D. Paulsen, l'économiste en chef de Morgan Stanley, l'une des principales banques d'investissement de Wall Street, a estimé que, au cours de cette année, les Etats-Unis vont connaître une hausse progressive des taux d'intérêt, une baisse persistante du dollar, un ralentissement de la croissance économique et un accroissement du déficit budgétaire. Sur ce dernier point, le bureau du Congrès américain a indiqué, vendredi, qu'il prévoit pour l'année fiscale 1989 un déficit budgétaire de 165 milliards de dollars.

Wall Street euphorique

NEW-YORK
de notre correspondant

« Dans ma carrière, je n'ai jamais vu un chiffre isolé prendre une telle importance », s'exclame M. Robert Ormer, le principal économiste du département du commerce. En effet, ce qui jadis relevait de la plus commune routine est devenu l'événement du jour. L'annonce du déficit mensuel du commerce extérieur américain était attendue avec une impatience qui confinait à l'hypnose. Des rumeurs, amplifiées par la presse, ayant fait état d'un chiffre en forte augmentation, Wall Street, s'apprêtait à cueillir un bouquet de canon, alors que, dans les salles des changes, des équipes supplémentaires étaient en place pour canaliser l'énorme flot de commandes affluées.

A 8 h 30 précises (heure locale), silence et puis... « Hourra ! », 13,22 milliards de dollars pour le mois de novembre, 25 % de moins que le mois précédent. Pour les « décideurs », la face du monde venait de changer et les ordres d'achat affluaient déjà vers les charges de courtage. Quelques minutes après le début de la séance, l'indice Dow Jones caracolait sur les hauteurs, au milieu d'une corbeille en fête. A la clôture, 200 millions de titres avaient changé de mains, les hausses menant sur les bourses d'une proportion de 9 à 2, permettant à l'indice de gagner 40 points pour finir à 1956.

En vedette ce vendredi: les bons du Trésor à trente ans, dont le rendement a perdu 0,25 %, s'établissant à 8,76 %. « C'est une importante indication des tendances sur le marché financier », affirme l'analyste Arnold Moskowitz de la charge Dean Witter, car un rendement des actions généralement en allègement des taux bancaires. Le secrétaire au commerce, M. William

Verity, préfère encore la prudence: « Certes, les chiffres du mois de novembre sont meilleurs que prévu, mais le total pour l'année 1987 sera encore mauvais, car il dépassera sans doute 170 milliards de dollars », dit-il à l'adresse de ceux qui ont tendance à prendre la crise pour un nouveau souvenir. Et il ajoute: « Il faudrait que la reprise des exportations se maintienne pendant au moins quelques mois pour que l'on puisse parler d'amélioration sensible ».

Mise en place depuis vendredi matin à la Bourse de New-York, la limitation du Program Trading (transactions automatisées) n'a donc joué qu'un rôle secondaire. Néanmoins, elle sera appliquée, à titre d'essai, jusqu'à la fin de la semaine prochaine, car les responsables du Stock Exchange craignent d'introduire des mesures définitives en cours de l'année. Accusée d'avoir largement contribué à la chute des cours, le 19 octobre, l'information pourrait, à terme, prendre le rôle d'un « sursaut », qu'elle joue actuellement pour les grands investisseurs institutionnels.

A la lumière des conclusions du rapport Brady, les principales charges de New-York sont d'accorder pour le plus utiliser les énormes capacités de l'ordinateur central, qui leur permettraient d'agir rapidement dans les deux sens, au cas où des variations importantes (plus de 75 points d'indice) se manifesteraient sur certains titres.

Profitant des différences entre les prix au comptant de New-York et ceux, à terme, de Chicago, les ordinateurs des investisseurs institutionnels, vendant les titres cotés en baisse et en achetant ceux qui semblaient réservés à la hausse, amplifiaient les mouvements sans la moindre intervention humaine.

CHARLES LESCAULT.

Les ressources de la puissance

(Suite de la première page.)

Mais deux phénomènes devraient accélérer le processus de réajustement de la balance commerciale à court terme: le lent affaiblissement de la consommation américaine et la nécessité pour les producteurs étrangers d'augmenter leurs prix, après les avoir longtemps comprimés, pour garder leurs parts de marché. La décision de Sony de préconiser un relèvement de 5 à 7 % de ses tarifs aux Etats-Unis, pour la seconde fois en quelques mois, vient d'en apporter la confirmation.

L'année 1988 sera-t-elle celle de la revanche des exportateurs américains ? Les plus optimistes restent prudents. Jusqu'à présent, les entreprises ont bénéficié d'une inflation et de coûts de production contenus grâce à des hausses de salaires modérées. Les secteurs les plus sensibles à ces facteurs sont le textile, le papier, les métaux, les produits chimiques et les machines-outils. Jusqu'à présent, les entreprises ont bénéficié d'une inflation et de coûts de production contenus grâce à des hausses de salaires modérées.

Ces trois secteurs tournent à quelconque leur résultat enregistré depuis 1984, contre une moyenne, déjà élevée, de 83 % pour l'ensemble de l'industrie américaine. L'indice de la production industrielle en décembre, annoncé également le 15 janvier et faisant état d'une progression de 0,2 % sur un mois et de 5,2 % sur un an — le meilleur résultat enregistré depuis 1984 — en est la dernière illustration. De là à s'engager dans de nouveaux projets onéreux, il y a un pas que nombre d'industriels américains hésitent encore à franchir. Seule une période de stabilité monétaire et de calme politique leur permettra de se lancer. Un défi en année d'élection présidentielle.

Au moins les exportateurs américains semblent-ils pour le moment rassurés par le Congrès, où les humeurs protectionnistes s'atténuent. Après

avoir longuement bataillé sur les moyens de réduire le déficit budgétaire, les parlementaires ne reprendront que le 25 janvier l'épave du dossier de la « loi commerciale », qu'ils avaient envisagé de voter avant la fin de 1987 pour sanctionner le président Ronald Reagan à multiplier les ventes au nom du libre-échange. Assailli par le krach boursier du 19 octobre, ils devraient se montrer moins virulents, certains estimant désormais difficile de faire aboutir une législation aussi complexe avant le scrutin présidentiel de novembre 1988.

Aménagement des soldes négatifs

Ces éléments sont encourageants. Plus encore que les résultats mensuels de novembre. Après le déficit de 17,63 milliards enregistré en octobre et qualifié d'« aberration » par le secrétaire au Trésor Alan Greenspan, le retour favorable du pendule masque mal le laborieux aménagement des soldes négatifs. En moyenne, sur trois mois, le déficit représentait encore 14,9 milliards de dollars, 1 milliard de moins seulement sur la moyenne équivalente calculée pour 1987. Et sur onze mois, il atteint 159 milliards de dollars contre 153,6 milliards un an auparavant. Plus que la remontée des exportations, les marchés risquent de continuer à être impressionnés par le montant de ces chiffres qui alimentent les déficits de la balance des comptes courant et l'endettement américain, fidèle reflet de la propension des Etats-Unis à vivre au-dessus de leurs moyens.

Certains se féliciteront de voir l'excédent du Japon ramené à 4,8 milliards en novembre contre 5,9 milliards un mois auparavant. L'Europe a vu, elle aussi, s'amenuiser son solde positif 2,4 milliards de dollars contre 3 milliards. Taiwan pourra se vanter d'un excédent de 1,8 milliard de dollars, contre 1,2 milliard de dollars.

Mais si la balance agricole américaine s'améliore et engrange un solde positif de près de 1 milliard de dollars, si celle des produits manufacturés connaît son plus faible déficit depuis avril (12,26 milliards) et si les déficits préférentiels se stabilisent, le fait demeure. En valeur, le déficit du commerce extérieur américain ne se réduit que de quelque 10 milliards de dollars cette année. Sur ce point, toutes les prévisions concordent. Il faudra sans doute attendre l'année 1989 pour que le seuil psychologique des 100 milliards de dollars soit atteint. D'ici là, les marchés auront le temps de changer d'obsession et de suivre à la loupe d'autres indices, tout aussi dangereux à observer mois après mois.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

● **ERRATUM.** — Une erreur de transmission nous a fait, dans nos éditions des 14 janvier — sous le titre « M. Maurice Lévy annonce la réorganisation de Publicis », commettre une confusion dans l'intitulé nouveau des structures internes de Publicis SA, société à directeur et conseil de surveillance (présidé par le fondateur, M. Marcel Bleustein-Blanchet), deux branches autonomes, l'une, Médias et Régies, sous la responsabilité de M. Bruno Desbarrats, et l'autre, Publicis-Communication (toutes les agences en France et à l'étranger, spécialisées ou régionales, dont la plus importante, Publicis-Consilium, sous la responsabilité directe de M. Maurice Lévy, président du directeur de Publicis SA, les autres activités (comme les drugstores) relevant directement de Publicis SA, dont M. Jean-Paul Morin est nommé secrétaire général. Aucune structure ne prend le nom de Publicis-Communication.

REPÈRES

Prix

Baisse de 0,1 % en décembre au Royaume-Uni...

Selon le ministère de l'emploi, les prix de détail britanniques ont baissé de 0,1 % en décembre dernier, après une hausse de 0,5 % en novembre. Pour l'année 1987, le rythme d'augmentation a été de 3,7 %.

...et ralentissement de l'inflation en Israël

Les prix ont progressé en Israël de 1,3 % en décembre, d'après le Bureau central israélien des statistiques. Pour 1987, le rythme d'inflation a atteint 16,1 %, soit le niveau le plus bas depuis seize ans. En 1986, les prix avaient augmenté de 19,7 % et de 195,2 % en 1985.

Financement international

Accroissement de la dette polonaise

La dette polonaise envers les pays occidentaux a atteint, en 1987, 37,5 milliards de dollars, contre 33,5 milliards de dollars fin 1986. Selon M. Stanislas Beka, président de la Banque nationale polonaise, cette aggravation est due à la chute du dollar. Exprimée en mark, la dette polonaise est revenue de 66 milliards de marks en 1986 à 63 milliards en 1987. L'année dernière, la Pologne a remboursé 2 milliards de dollars à ses créanciers. Son commerce extérieur a enregistré un excédent de 1,09 milliard de dollars. Un point noir, le taux d'inflation, qui devrait se situer en 1988 entre 42 % et 44 %, contre 26 % à 27 % en 1987. Cette augmentation sera due à la vérité des prix, que le gouvernement veut promouvoir.

Trésorerie des entreprises

La situation de trésorerie des entreprises est restée stable, au niveau très élevé atteint à la fin de 1986. Une enquête de l'INSEE,

SOCIAL

A l'usine RVI de Limoges

Bataille autour d'un licenciement

LIMOGES

de notre correspondant

L'union départementale CGT de la Haute-Vienne et la direction de l'usine RVI (Renault Véhicules industriels) de Limoges sont engagées dans une bataille juridique autour d'un licenciement.

M. Yves Labrunie, quarante-deux ans, friseur, était délégué du personnel à RVI à Limoges, de 1976 à 1985. Dès cette époque, la direction l'avait informé de son éventuelle mutation à l'usine RVI d'Ammonvilliers (Ardèche). Depuis dix ans, la firme « dégraisse » massivement son usine limousine; le personnel y est ainsi passé de 2 850 salariés à moins de 1 600. M. Labrunie refuse sa mutation. Le comité d'entreprise est alors convoqué. La CGT refuse de s'y rendre. Les trois autres organisations syndicales (CFDT, FO, CGC) se déclarent hostiles au licenciement. L'inspection du travail le rejette.

La direction introduit alors un recours hiérarchique auprès du ministère. M. Philippe Séguin refuse à son tour, estimant que ce licenciement est « en rapport direct avec l'activité syndicale » de M. Labrunie. Celui-ci est alors déqualifié, mis sur un poste d'OP et son salaire amputé.

En décembre 1986, M. Labrunie n'est pas réaffecté. Quatre mois plus tard, la direction lui propose d'adhérer au plan social, qui prévoit la suppression de son poste. Nouveau refus du salarié, qui reçoit, en septembre 1987, son avis de licenciement. La CGT porte l'affaire devant le conseil des prud'hommes de la Haute-Vienne. Licenciement illégal, soutient-elle puisqu'un candidat à des élections syndicales reste protégé dans les six mois qui suivent le scrutin. Or la décision de mettre en route un plan social est bien une forme de licenciement puisqu'un tel plan « n'a d'autre fonction que l'aménagement du départ » des salariés qu'il touche.

Argument retenu par les prud'hommes dans leur ordonnance

effectuée en décembre, montre que 83 % des industriels jugent leur situation normale ou aisée. L'aisance est particulièrement nette dans les entreprises de plus de 500 salariés.

Les résultats d'exploitation, après un léger fléchissement enregistré en mai, atteignent un niveau exceptionnellement élevé — en tout premier lieu dans la construction d'automobiles et de moyens de transport terrestres.

Pour les six mois à venir, les industriels ne prévoient pas dans l'ensemble de retournement de tendance: une majorité d'entre eux estime que les résultats d'exploitation et les trésoreries continueront d'enregistrer une évolution globalement favorable. C'est dans les biens de consommation et les biens d'équipement professionnel que les opinions sont les moins optimistes.

Paiements courants

25,4 milliards de déficit pour la France en dix mois

La balance des paiements courants de la France a été déficitaire de 5,1 milliards de francs en octobre (- 8,5 milliards de francs en données corrigées des variations saisonnières). Cet important déficit d'explique par une importante sortie au titre des transferts unilatéraux: 5,4 milliards de francs représentant le versement de la France au budget de la CEE. Ce chiffre, qui n'est pas significatif (les versements mensuels sont en moyenne de 3 milliards de francs), compense celui du mois de septembre qui avait été anormalement faible.

La balance des biens et services a, quant à elle, été déficitaire en octobre de 700 millions de francs.

Au total sur les dix premiers mois de 1987, la balance des paiements courants de la France a été déficitaire de 28,1 milliards de francs en données brutes et de 25,4 milliards de francs après correction des variations saisonnières.

En 1986 la balance des paiements courants de la France avait été excédentaire de 20,2 milliards de francs.

AFFAIRES

Apple et DEC vont faire dialoguer leurs ordinateurs

Les constructeurs informatiques américains Apple et Digital Equipment (DEC) ont annoncé un accord en vue de permettre le dialogue de leurs machines. Les Macintosh d'Apple pourront se brancher comme des terminaux sur les mini-ordinateurs Vax de DEC, suivant les normes de dialogue internationale OSI (Open system interconnection). M. Sculley, PDG d'Apple, a déclaré qu'il s'agissait d'une des alliances les plus solides de l'industrie informatique.

Les deux compagnies ne semblent pas devoir pousser plus loin leur alliance. Pour l'instant, celle-ci reste limitée, puisque, le problème d'incompatibilité des ordinateurs étant devenu crucial pour tous les utilisateurs (jusqu'à provoquer une stérilité du marché informatique depuis deux ans), beaucoup de fabricants ont signé, ou songent à le faire, des accords techniques de dialogue plus ou moins complets.

Pour Apple et DEC, l'accord devrait néanmoins être apprécié, dans la mesure où les deux américains sont complémentaires: Apple ne fabrique que des micros, et DEC a échoué dans ce créneau. En outre, selon Apple, dans un tiers des entreprises équipées de Vax, les cadres auraient acquis des Macintosh. L'accord facilitera l'« intégration » des uns et des autres dans un système informatique plus cohérent. L'avantage commercial pourrait être important, en particulier pour Apple, qui multiplie les initiatives pour pénétrer le marché des entreprises chassé gardée des grands, et en premier lieu d'IBM.

M. Madelin invente les « pôles de compétitivité »

On connaissait les « pôles de conversion » inventés pendant l'hiver 1984 par M. Pierre Mauroy, les « technopôles » et les pôles de croissance » proposés à la fin 1986 par le rapport d'Olivier Guichard sur l'aménagement du territoire, voilà maintenant les « pôles de compétitivité », une nouvelle trouvaille de M. Alain Madelin.

Le ministre de l'Industrie, qui était déjà l'inventeur des « zones d'entreprises » installées à Dunkerque, La Seyne et La Ciotat, pour résoudre la reconversion des sites touchés par la crise des chantiers navals, a lancé cette idée le 14 janvier à Metz au trente-cinquième Congrès national des économistes régionaux (CNERP). Il s'agit de créer « des réseaux vivants de transferts de connaissances et d'expériences au bénéfice des entreprises petites et moyennes ».

Le but final est évidemment d'aboutir à une meilleure compétitivité et à une information plus complète des entreprises sur les technologies nouvelles de notre époque. Le ministre a lancé un

appel à tous les partenaires, c'est-à-dire les services publics, les administrations, les entreprises, les centres techniques professionnels ou les grandes écoles pour que chacun fasse un effort de « décloisonnement » et s'ouvre vers l'extérieur. Des contrats de compétitivité permettront, dans les régions intéressées, de formaliser ces échanges et cette coopération, et l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) y consacrera des sommes importantes.

M. Madelin, homme de l'Ouest, a cité comme exemples réussies de pôles de compétitivité les savoir-faire des compagnies dans leur environnement local (l'Ecole nationale de mécanique de Nantes, l'usine Citroën de Lagny et de Soizay d'Elif-Aguilaine, mais il n'a pas dit combien à son avis il faudrait mettre en évidence de centres de ce type capables d'avoir un véritable rôle européen.

F. Gr.

● **PRÉCISION.** — Une erreur de transmission nous a fait écrire dans l'article intitulé: « M. Charles Chateaux SA vend son patrimoine à Delmas-Vieljeux » que le 16 janvier

liquidation des activités du groupe non seulement purement maritimes mais aussi annexes (transit, manutention, acheminement des raies). C'est « acheminement terrestre » qu'il fallait lire.

سكزنا لاليل

هكذا من الاعمال

BOURSES ÉTRANGÈRES

	Comes 8 jan.	14 jan.
Aller	437	458
Retour	1 228	1 291
Canada	1 050	945
Fuji Bank	3 200	3 180
Honda Motors	1 370	1 330
Matsushita Electric	2 380	2 270
Mitsubishi Heavy	546	527
Sony Corp.	5 080	4 980

Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

Le présent pur

Pratiquement tous les compartiments du marché international des capitaux ont ouvert leur porte en 1988 sans avoir encore accueilli de véritable opération phare. Il n'y a que deux exceptions, celles des plus fortes devises européennes, le mark et le franc suisse. Les dollars des Etats-Unis, du Canada, d'Australie, de Nouvelle-Zélande et de Hong-Kong ont été sollicités la semaine passée après une interruption de plusieurs semaines. Le florin néerlandais et la couronne danoise ont également servi de support à deux nouvelles émissions de dette. Le yen et la livre sterling étaient encore utilisés tandis que l'ECU n'était toujours pas absorbé par les trois émissions lancées au tout début de l'année.

Alors que l'assortiment des monnaies se complète et que le système se remet sur ses rails, l'impression de fade neutralité laissée par la plupart des dernières transactions semble porter la marque de la prudence des nouvelles équipes mises en place dans de nombreuses euro-banques depuis le changement du 19 octobre. Dans l'attente des statistiques commerciales américaines, le marché primaire londonien s'était d'ailleurs totalement assoupi à partir de jeudi matin. Il donnait une bien faible image de l'imaginaire et de la profondeur de vue auxquelles il doit beaucoup de sa prééminence. Les professionnels semblaient incapables de se soustraire à ce présent pur qui, selon Bergson, est « l'insaisissable progrès du passé rongant l'avenir ».

Le secteur euro-obligataire du mark bénéficie du formidable soutien que lui procure la perspective de l'introduction, à compter de l'an prochain, d'un régime à la source de 10 % sur les coupons des emprunts intérieurs allemands. La mesure épargnera les euro-obligations, même celles émises par des débiteurs allemands par l'intermédiaire d'instruments financiers émis de l'étranger. Ainsi, des obligations garanties par la Deutsche AG de Francfort, mais émises par la Deutsche Bank Finance NV de Curaçao ne seront pas assujetties à la retenue sur le coupon. Le projet gouvernemental de Bonn, rendu public jeudi, ne laisse aucun doute à ce sujet. Les emprunts de l'Etat fédéral et de ses dépendances ainsi que des Länder le seront par contre. Cette perspective a déjà conduit de nombreux investisseurs étrangers à se défaire depuis septembre dernier de leurs titres domestiques allemands au profit des euro-obligations.

Très actif, le secteur du franc suisse est le seul à n'avoir pas interrompu sa séquence d'émissions internationales en fonction des incertitudes monétaires. Jeudi et vendredi, les transactions ont continué d'affluer à un rythme soutenu en dépit d'un engorgement sensible dans le compartiment des emprunts publics d'une durée de dix ans. Les emprunts accumulés des trois dernières semaines sont d'une plus courte durée, et c'est là que se sont présentés deux débiteurs français la semaine passée par le truchement de l'Union des banques suisses : la Caisse nationale des télécommunications, qui, sous la garantie de la République, offre à 101 % pour 200 millions de francs de « notes » (obligations de courte ou moyenne durée) sur sept ans, assorties d'un taux d'intérêt de 4,5 %, et Thomson SA, qui cherche à lever 200 millions de francs sur cinq ans au pair à travers des « notes » portant intérêt de 4,25 % l'an.

Les conditions en sont toutefois trop justes pour assurer un placement immédiat. Les « notes » de Thomson se traitent ainsi vendredi matin sur le marché gris avec des décotes de 1,75 % à 2,25 % pour des commissions totales de 1,50 %. La vigoureuse activité du marché suisse des capitaux a déjà porté à plus de

3,2 milliards de francs suisses, soit plus de 2,4 milliards de dollars, le montant des emprunts internationaux libérables cette année.

Deux établissements français ont aidé à ranimer le secteur australien et néo-zélandais. La Société générale vient de renouer le marché des émissions en dollars néo-zélandais, qui s'était plus vu d'emprunts classiques depuis octobre dernier. Dirigée par Hambro Bank, la transaction de 50 millions de dollars néo-zélandais est « swapée » et procure à la grande banque française des dollars des Etats-Unis à taux flottant à des conditions particulièrement intéressantes, de l'ordre d'une trentaine de points de base au-dessous du Libor. Emises à 101,5 %, les obligations sont munies de trois coupons annuels de 16 %.

La Banque nationale de Paris annonce une émission pour une durée aussi brève en dollars australiens, par le truchement d'un emprunt de 50 millions de dollars des conditions similaires et qui, émis à 101,5 %, est muni de coupons de 13,25 %.

En ce qui concerne le franc français, la Banque européenne d'investissement a reporté la date d'émission d'un emprunt domestique qui aurait pu être la première opération à caractère international de l'année en cette monnaie.

Propagande japonaise ?

L'apparent succès des récentes émissions japonaises de warrants pour l'acquisition d'actions de sociétés japonaises reste à confirmer. Il faudrait être en mesure de pouvoir se faire une idée de l'identité des investisseurs supposés. S'agit-il de personnes privées, d'institutionnels ? On soupçonne que les banques n'ont guère placé de papier en dehors des fonds qu'elles contrôlent directement. Tant et si bien que l'on considère, en Europe, ces émissions comme les instruments d'une habile propagande japonaise destinée à attirer l'attention tout à la fois sur la capacité des maisons japonaises à diriger des emprunts et sur l'attrait de la Bourse de Tokyo. Depuis le début de l'année, six nouvelles euro-emissions de cette sorte ont été lancées pour un total de 480 millions de dollars. Les obligations sont assorties de coupons de 5 % et la prime d'exercice des warrants est de 2,5 %. Les syndicats d'émission sont dirigés exclusivement par des établissements japonais de Londres qui dès à présent cherchent à s'assurer une place de choix au palmarès des chefs de file les plus actifs de 1988.

Les cours sur lesquels on enregistre parfois des primes mirobolantes allant jusqu'à 9 % n'ont guère de signification.

Traditionnellement, il y a deux grands marchés pour de telles émissions en dehors du Japon : celui de l'eurodollar, activement sollicité, et celui du franc suisse, totalement déserté pour l'instant. C'est pourtant de celui-ci que pourrait provenir la confirmation attendue du succès de ces opérations dans la mesure, précisément, où ce ne sont pas des maisons japonaises qui en seront cheffes de file. Il est probable qu'en franc suisse on fasse appel à la solution des emprunts convertibles en actions plutôt qu'à celle des obligations avec warrants. Pour être bien reçue, une émission convertible sur cinq ans devrait offrir aux investisseurs une possibilité de sortie après deux ans et demi, sur la base d'un rendement de l'ordre de 3,5 %. Le taux d'intérêt nominal pourrait, dans ce cas, être de 2,5 %, aligné sur les conditions du marché domestique japonais.

CHRISTOPHE VETTER.

LES DEVISES ET L'OR

Soulagement général

Ouf ! Lorsque, vendredi 15 janvier 1988, à 14 h 30, heure européenne et 9 h 30, heure américaine, les résultats du commerce extérieur des Etats-Unis pour le mois de novembre s'affichèrent sur les écrans de dizaines de milliers de terminaux électroniques dans le monde entier, les opérateurs, baletants, poussèrent un grand soupir de soulagement : le déficit était en baisse sensible, 13,2 milliards de dollars contre 17,6 milliards en octobre, chiffre jugé alors tout à fait désastreux.

Dans les secondes qui suivirent, les cours du dollar se mirent à grimper, enregistrant un bon de près de 4 % en quelques minutes : ils passèrent brusquement de 1,63 DM à 1,68 DM, de 126 yens à 131 yens et de 5,53 francs à 5,66 francs. Il est vrai que, toute la semaine, les milieux internationaux avaient attendu avec une certaine angoisse la publication de ces résultats, craignant que de « mauvais » résultats ne poussent le dollar à la baisse et n'obligent les banques centrales à intervenir massivement comme elles l'avaient fait, avec grand succès, au début de la semaine précédente, pour propulser le dollar à 1,57 DM à 1,65 DM et de 120 yens à 129 yens. Cette fois-ci, il n'était pas assuré que la manœuvre ait assuré du même succès. De plus, le vendredi précé-

dent, des rumeurs pessimistes avaient circulé à New-York, faisant état d'un déficit de 20 milliards de dollars, ce qui avait contribué à une rechute et du dollar et de Wall Street. Par la suite, les estimations portant sur une fourchette de 14 à 16 milliards de dollars. A 16, c'était mauvais, à 14, c'était passable, au-dessous c'était très bon.

A 13,2 milliards de dollars, ce fut donc très bon. Et les optimistes de triompher : « Ça diminue », en reprenant les propos tenus, le mois précédent, par M. Alan Greenspan. Le président de la Réserve fédérale des Etats-Unis avait qualifié d'« aberration » les chiffres catastrophiques d'octobre, et prédit une nette amélioration pour novembre. Il y a un mois dans ces colonnes, nous avions repris les pronostics de Roland Leuschel, conseiller financier de la Banque Bruxelles-Lambert, qui prévoyait une forte diminution pour ce déficit de novembre, annoncé le 15 janvier. Il paraît de 10 milliards de dollars, ce qui était peut-être un peu optimiste, mais son pronostic s'est vérifié.

Relevons, toutefois, que la moyenne d'octobre-novembre s'inscrit encore à 15 milliards de dollars, et qu'une hirondelle ne faisant pas le printemps, il faudra au moins trois « bons chiffres » pour s'assurer

d'une régression véritable du déficit américain... A la bonne nouvelle sur les échanges commerciaux, s'ajoutait celle d'une diminution de 0,3 % des prix de gros en décembre, de bon augure pour l'inflation, et d'une faible augmentation, tant de la production industrielle (+ 0,2 %) que de celle des ventes au détail (+ 0,2 %) sans l'automobile. Si seulement la consommation américaine pouvait se réduire un peu, avec pour effet de diminuer les importations face à des exportations qui progressent à un rythme annuel dépassant 20 % et ont atteint, en novembre, un niveau record depuis mars 1981 !

En Europe, la remontée du dollar a favorisé le franc vis-à-vis du mark, dont le cours à Paris s'est rapproché de 3,37 F. Cette semaine, M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank, a déclaré qu'il n'y avait pas de « tension particulière au sein du SME » et que cette situation lui paraissait « surprenante » en période de dépréciation du dollar par rapport au deutschemark.

FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 11 AU 15 JANVIER

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Unité	SEEL	Franc suisse	Franc belge	D. mark	Franc italo	Franc	Unité	SEEL
New-York	1,7725	-	17,644	72,333	99,528	2,626	24,228	1,6851	1,7680
Paris	10,0513	5,6675	-	17,6372	72,333	2,626	24,228	1,6851	1,7680
Bruxelles	10,0513	5,6675	-	17,6372	72,333	2,626	24,228	1,6851	1,7680
Frankfurt	10,0513	5,6675	-	17,6372	72,333	2,626	24,228	1,6851	1,7680
Amsterdam	10,0513	5,6675	-	17,6372	72,333	2,626	24,228	1,6851	1,7680
Milan	10,0513	5,6675	-	17,6372	72,333	2,626	24,228	1,6851	1,7680
Tokyo	10,0513	5,6675	-	17,6372	72,333	2,626	24,228	1,6851	1,7680

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 15 janvier, 4,3429 F contre 4,3184 F le vendredi 8 janvier.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Bien partout sauf à Paris

Attentiste et triste, disions-nous, la semaine dernière, du marché obligataire de Paris. On pourrait presque en dire autant cette semaine, bien que le cours de l'échéance mars sur le MATIF soit passé de 98 à 98,60, mais uniquement en fin de semaine, après être tombé à 97,60 : il fallut l'annonce de la forte diminution du déficit commercial des Etats-Unis vendredi en début d'après-midi et le bond sur les cours de l'emprunt à trente ans du Trésor américain, dont le rendement tomba de 9,5 % à 8,86 %, pour faire gagner un maigre petit point à cette échéance mars. « Incroyable, décevant », s'exclamaient un opérateur, tandis qu'un autre avouait : « Le MATIF ne s'agit pas de ça ».

Aut moment même où l'INSEE annonçait une hausse du prix de 0,1 % en décembre, on se demande quelles craintes nourrissent les opérateurs pour justifier des taux aussi élevés - 10,30 % à 10,40 % sur le MATIF et 9,90 % à 10 % sur le marché des emprunts d'Etat. A l'heure actuelle, on le sait, la France est championne du monde occidental des taux « réels », moins l'inflation, qui sur le long terme dépasse maintenant 7 %, et même 7,5 %, contre 6 % pour la Belgique, 5,9 % pour les Pays-Bas, 5,5 % pour l'Italie et la Belgique, 5,4 % pour la RFA, 4,2 % pour les Etats-Unis et le Japon et 1,8 % pour la Suisse.

Est-ce qu'en France on a peur de l'inflation ? C'est difficile, maintenant. Redoute-t-on une hausse des taux américains, point de mire du marché de Paris ? Sans doute, mais cela devient psychologique. Craint-on une nouvelle dévaluation du franc par rapport au deutschemark ? Assurément, mais alors la prime d'assurance est hors de prix, plus de deux points en taux réels et près de quatre points en nominal. Les emprunteurs japonais n'en demandent pas autant au Trésor américain, qui doit pourtant faire face à une inflation double de la nôtre. Faut-il, alors, en tirer la conclusion que seul un réajustement du système monétaire européen conjurerait le sort ? C'est probable, mais ce n'est même pas sûr.

Que dire, alors, et que faire ? Abaisser les taux à court terme, ce qui constituerait un « signal » pour le marché du long terme. Il n'est pas exclu que la Banque de France « fasse un geste » (un quart de

point), lors de son adjudication sur appel d'offres de lundi. En ce qui concerne les émissions, rien à signaler, sauf l'excellent placement de l'emprunt d'Etat de 5 milliards de francs, porté à 7 milliards, à dix ans et 9,50 % de taux d'intérêt fixe (9,90 % réel). Il est, on le sait, strictement réservé aux particuliers, dans l'espoir de récupérer une partie des 27,9 milliards de francs qui vont être remboursés lundi 18 janvier aux porteurs d'emprunt 7 % 1973.

Une erreur de transmission nous a fait écrire que « les activités de la filiale française de la Standard Chartered vendraient d'être stoppées ». Il fallait lire « les activités de marché », et, parmi elles, seulement celles de teneur de marché (« market maker »), en euro-obligations (Eurofranc, euro-dollar et ECU) et d'« underwriting » sur le marché primaire des obligations internationales. Cette mesure a entraîné le départ de dix personnes sur quatre-vingt-dix.

Le palmarès des SICAV court terme

Sur le front du MATIF, il semble que le tir se concentre sur la charge d'agent de change Buisson, soumise, actuellement, à un contrôle de la chambre de compensation (CCIFP), organisme de tutelle, à la suite de la perte de 250 millions de francs enregistrée par la COGEMA. « Aucune décision de sanction ou de suspension à l'égard de cet adhérent n'a été prise au stade actuel de l'enquête », précise la CCIFP. Cette dernière aurait, toutefois, vivement conseillé à la charge Buisson de mettre une sourdine à ses activités sur le MATIF tant que se poursuivrait le contrôle. On a observé que la charge Buisson avait stoppé, mercredi, son opération sur le marché de gré à gré, le plus brûlant, et que jeudi elle n'avait effectué que des ventes.

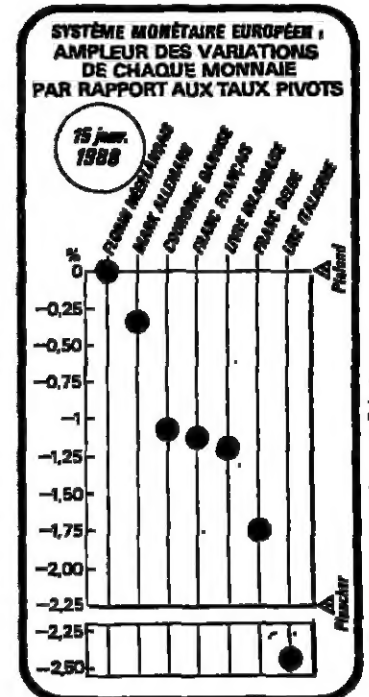
A la fin du mois de décembre 1987, selon les statistiques de TGF, l'encours des Sicav court terme, dites de trésorerie, avait diminué de 0,9 milliard de francs, s'inscrivant à 44,4 milliards de francs. Cette évolution est logique en décembre, mois où la préparation des bilans entraîne souvent des retrais de la part des entreprises. En décembre 1986, par exemple, l'encours avait diminué de près de 15 milliards de francs.

En décembre 1987, la physionomie des SICAV court terme continuait de se modifier. Les cent neuf SICAV « monétaires » spécialisées en valeur à court terme sans risque de cours (bons du Trésor, billets de trésorerie, certificats négociables) ont vu leur encours augmenter de 27,9 milliards de francs pour atteindre 294,7 milliards de francs. Toutefois, si l'on tient compte de deux nouvelles créations (+ 0,3 milliard), du passage de trois SICAV dans cette catégorie (+ 22,5 milliards de francs) et de la progression des valeurs liquidatives (+ 4,3 milliards de francs), le montant des souscriptions nettes est estimé à 0,6 milliard. Les cinquante-cinq SICAV « régulières » sont en diminution de 25,7 milliards de francs, en brut, à 96 milliards et de 3,8 milliards de francs en « net », compte tenu, notamment, de deux changements de catégorie (- 22,4 milliards de francs).

Quant aux cinquante-six SICAV « sensibles », dites de performance, avec risque de cours, leur encours régresse de 2,9 milliards de francs à 51,3 milliards.

Sur un an, de décembre 1986 à décembre 1987, les SICAV monétaires sont passées de 105,9 milliards de francs à 294,7 milliards de francs, les régulières sont revenues de 115,4 milliards de francs à 95,5 milliards et les sensibles de 90,8 milliards de francs à 51,3 milliards de francs. L'explosion des « monétaires », dont l'encours a presque triplé aux dépens des sensibles, réduites de 40 %, reflète le phénomène de la hausse des taux et l'incertitude qui en résulte, privant les placements « courts ». En part de marché, le Crédit agricole reste en tête, avec 15,6 % contre 15,2 % d'une année sur l'autre, avec son énorme SICAV monétaire Univar (53,7 milliards de francs). Suivent la BNP avec 11,9 % (contre 11,4 %), la Société générale avec 7,9 % contre 11,1 %, le Crédit lyonnais avec 7,9 % contre 7,2 %, l'ensemble Caisse des dépôts-Caisse d'épargne et poste avec 6,7 % contre 5,9 %, les Banques populaires avec 5,6 % contre 4,7 %, le groupe CIC avec 4,7 % contre 3,7 %, le CCF avec 3,3 % contre 3,5 %, la banque Paribas avec 3 % (inchangé) et les banques NSM avec 1,5 % (inchangé).

F. R.



LES MATIÈRES PREMIÈRES

Le café attend toujours la reprise

L'introduction des quotas à l'exportation de café, intervenue en octobre dernier, n'aura finalement pas eu l'effet escompté. En 1987, le robuste, coté en livres sterling, a perdu près de 28 % de sa valeur, l'arabica (coté en dollars) n'a vu que de 5 %. Depuis le début de l'année 1988, les cours ont enregistré une hausse marginale. Le robuste se traitait à 1 230 livres la tonne sur mars, contre 1 187 le 31 décembre dernier. Sur le marché de New-York, la livre sur mars est passée de 125,96 à 127,60 cents dans le même laps de temps. A noter qu'en cette fin de semaine la remontée du dollar après la publication d'un bon chiffre du commerce extérieur aux Etats-Unis au mois de novembre a profité à la place britannique en clôture.

Ce semblant de fermeté n'a cependant pas permis au prix indicateur publié par l'Organisation internationale du café (OIC) de remonter à l'intérieur de la fourchette défendue par l'accord international (120/140 cents par livre). La der-

nière moyenne mobile (sur quinze jours) du prix indicateur s'établissait à 114,77 cents. Selon des négociants, des robustes qui se traitent aux alentours de 100 cents la livre pressent sur le prix indicateur. Le rôle sur le marché de la nouvelle récolte d'arabica d'Amérique centrale fait craindre aux professionnels une baisse accrue des prix. En outre, les torréfacteurs vivent encore sur les stocks constitués en septembre, lorsque les exportations de café avaient atteint le volume de 10,3 millions de sacs (de 60 kilos), un niveau mensuel jamais vu depuis la création de l'OIC.

Toutefois, ces torréfacteurs voient leurs réserves diminuer, et les stocks disponibles sur les marchés s'amenuisent. Ainsi, selon l'Association française de négoce international du café (AFNIC), les stocks détenus dans les entrepôts du Havre n'atteignent actuellement que 27 600 tonnes, soit environ un mois de consommation française. Les acheteurs devraient reprendre prochainement, surtout que, du fait du retour au contingentement des exportations, les arrivages pour l'année caféière 1987-1988 (octobre-septembre) s'annoncent très inférieurs à ceux de l'année précédente. En effet, initialement fixé à 58 millions de sacs, le contingent pour cette année a déjà été amputé de 1,5 million de sacs en octobre 1987.

Une réduction supplémentaire de 1 million de sacs a été décidée par l'OIC début janvier, car la moyenne du prix indicateur était passée sous les 120 cents. Aujourd'hui, le niveau des 115 cents ayant été enfoncé, la réduction, semble-t-il, une prochaine diminution de 1 million de sacs devrait être appliquée. Normalement, elle interviendrait lundi prochain. Le quota global ne représentera donc plus que 54,5 millions de sacs, alors que les exportations pour l'année 1986-1987 ont atteint le record historique de 72,2 millions de sacs.

Autre élément haussier à long terme, la récolte du Brésil, premier producteur mondial, s'annonce moins importante en 1988-1989. Les observateurs estiment que la floraison actuelle des cafiers est mauvaise car les plants sont épuisés après l'excellente récolte de 1987-1988 (on parle de 35 millions à 36 millions de sacs). Selon le négociant Cayrol, la prochaine récolte brésilienne, de fin à début 1988, atteindra plus que 19,6 millions de sacs. « La logique voudrait que les prix du café montent », remarquent-ils à l'AFNIC. Reste à savoir quand le mouvement s'amorcera, car pour l'instant, les acheteurs boivent.

ROBERT RÉGIER.

PRODUITS	COURS DU 15-1
Café h. g. (Londres)	1 339 (- 91)
Trois mois	Livres/tonne
Arabica (Londres)	1 065 (+ 27)
Trois mois	Livres/tonne
Nickel (Londres)	4 910 (+ 10)
Trois mois	Livres/tonne
Sucre (Paris)	1 410 (+ 40)
Mars	Francs/tonne
Café (Londres)	1 232 (- 4)
Mars	Livres/tonne
Cacao (New-York)	1 883 (- 9)
Mars	Dollars/tonne
Blé (Chicago)	330,2 (+ 1,5)
Mars	Cents/bushels
Mais (Chicago)	177,4 (+ 4,9)
Mars	Cents/bushels
Soya (Chicago)	283,30 (- 7,2)
Mars	Dollars/bushels

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Le Monde
sur minitel

BOURSE :
Plus que jamais, surveillez votre portefeuille

LEMONDE



حکومت اسلامی

552 من الاحل

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Le sommet de San-José au Costa-Rica. 4 La visite de M. Rykov à Oslo.	5 La préparation de l'élection présidentielle : - Vue de Matignon, la cohabitation continue. - M. Mitterrand aurait fait part de ses intentions à M. Rocard.	6 Action directe devant le tribunal correctionnel. - Valérie Subra et ses complices condamnées à la réclusion criminelle à perpétuité. 10 SPORTS : le Rallye Paris-Dakar.	8 Le premier Salon international des musées et des expositions au Grand Palais. - Le Festival d'Avoriaz. - L'avenir du Théâtre de l'Europe. 12 COMMUNICATION : la panne du satellite Telecom 1 B.	13 M. Reagan estime que les bases de l'économie américaine restent solides. - Bataille autour d'un flicement. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements 2 Carnet 10 Météorologie 10 Mots croisés 10 Spectacles 9	• L'actualité 24 h sur 24. • Jours et heures d'abonnement. • JELIX • Bourse : consultez votre portefeuille ? BOURSE 36-15 tapes LEMONDE Pour commander vos livres à la Librairie du Monde 36-15 + LMI6

La « vraie-fausse » carte grise d'une voiture maquillée L'enquête sur les « plombiers » du Conseil supérieur de la magistrature pourrait aboutir à la mise en cause de M. Christian Prouteau

L'affaire des « plombiers » du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) (le Monde du 13 janvier) sera-t-elle pour M. François Mitterrand l'un des dossiers les plus épineux des prochaines semaines ? Les premiers résultats de l'enquête de police, comme les explications invraisemblables des protagonistes, le laissent déjà entrevoir. Mais de nouveaux éléments devraient bientôt balayer les derniers doutes : c'est bien maquis du « viatique » de l'Elysée que des « plombiers », le 23 décembre 1987, auraient tenté de mettre sur

écoute le téléphone d'un huissier du CSM, M. Yves Luthert, soupçonné d'être à l'origine d'importantes fuites. Le préfet Prouteau, proche collaborateur du président de la République, qui, le 17 septembre dernier, à TF 1, en avait fait un écho appuyé — « Les Français apprendront à respecter et à aimer le colonel Prouteau, qui est pour moi le prototype de ce que notre armée peut produire » — pourrait personnellement être mis en cause.

L'enquête confiée, de manière inhabituelle, à l'inspection générale de la police privée et une relance de l'enquête. Le lundi 11 janvier, le contrôleur général Roger Chénard, chef adjoint du cabinet central d'enquêtes disciplinaires de l'IGPN, flanqué de deux inspecteurs divisionnaires et d'un ingénieur des services techniques de la préfecture de police, procéda à une perquisition au siège de la SPII, 56, rue de Rome à Paris-8. Le gérant de la société, M. Vincent Gaillard, sera maintenu en garde à vue durant vingt heures et personnellement interrogé par M. Marcel Leclerc, directeur de l'IGPN, sur ses liens avec l'Elysée.

Le 23 décembre, trois personnes sont interpellées par la police dans un immeuble du onzième arrondissement de Paris. Responsable de la brigade J2 au commissariat de la Roquette, le chef de car expliquera dans son rapport les circonstances de son intervention : « Ce jour, à 8 heures, brigadier police-secours 11, sur appel de TF 11 [c'est-à-dire du commissariat central du onzième arrondissement], je me suis rendu avec mon effectif au complet au 1-3, rue La Vacquerie, à Paris (11^e) pour des cambrioleurs en action ».

Les dures conditions de leur interrogatoire : Caldironi et Montoya seraient restés menottés de longues heures, l'un attaché à un radiateur, l'autre à sa chaise. Pourtant, les policiers de la 4^e DPJ qui les entendent ne croient pas un mot de ce que leur racontent les suspects. Est-ce la qualité d'anciens gendarmes pour deux d'entre eux, ou bien l'appartenance à la SPII, société de sécurité fondée en 1985 par le commissaire Charles Pellegrini, ancien de la cellule antiterroriste de l'Elysée, qui justifie leur scepticisme ?

Tels sont, en résumé, les deux aspects du dossier ouvert par le juge Gilles Bouloumié, saisi, depuis le 8 janvier, d'une information pour atteinte à la vie privée.

En fait de cambrioleurs, les gardiens de la paix interpellent d'abord deux gendarmes à la retraite, Robert Montoya et Fabien Caldironi. Une troisième personne, Alain Clabaut, « enquêteur d'une agence privée, titulaire d'une carte professionnelle délivrée le 30 décembre 1983 par la préfecture de police de Paris », sera découverte quelques minutes plus tard, « cachée dans un placard de branchement électrique et téléphonique ». Cet homme a, avec lui, « une mallette de couleur noire » dans laquelle les policiers découvrent « une place à dénuder et plusieurs pinces, également du matériel téléphonique (un téléphone portable avec fils et pinces, un appareil électrique, genre Motex, et une dizaine de mètres de câble environ) ». Le rapport du brigadier précise encore que « les trois susnommés se sont rendus sur les lieux à bord d'un véhicule de marque Ford, immatriculé 429 CJK 75 conduit par le nommé Montoya ».

Le flicher des cartes grises fait état du propriétaire précédent : M. Robert Chantemesse, qui n'est autre que le père de... M^{me} Aimée Dubos, sous-préfet, chargée de mission auprès du préfet de la région Île-de-France et épouse de M. Jean-François Dubos, ancien collaborateur de M. Hénau, actuellement inculpé dans l'affaire Luthert.

La SPII, comme plusieurs autres officines de sécurité spécialisées, louait du matériel d'engins électroniques, téléphonique à des gendarmes ou à des policiers chargés par des magistrats instructeurs de procéder à des écoutes. Bien que concédées avec légèreté, il s'agit là d'écoutes légales. Mais les enquêteurs soupçonnent la SPII, ou certains de ses membres, d'avoir aussi procédé à des « écoutes sauvages », sur la demande de clients, chefs d'entreprises inquiètes des activités de leurs concurrents ou « hommes politiques désireux de se renseigner sur leurs adversaires. Le décodage des bandes saisis devrait donner quelques réponses sur les utilisateurs de ces services. Qu'on s'en réjouisse — ou qu'on le craigne — dans l'entourage du chef de l'Etat, — personne n'exclut que l'affaire des écoutes du Conseil supérieur de la magistrature prenne une nouvelle dimension.

PHILIPPINES : le scrutin du 18 janvier Une campagne électorale sanglante

Des dizaines d'assassinats, des disparus, des reports du scrutin dans des zones reculées : la campagne pour les élections locales aux Philippines, qui doivent avoir lieu le lundi 18 janvier, s'est déroulée, depuis le 1^{er} décembre dernier, dans un climat de violence qui rappelle tristement de vieux souvenirs : ceux des joutes électorales sanglantes qui avaient précédé l'instauration de la loi martiale, en 1972, par M. Marcos.

Dans la plupart des cas, les éti-quettes ont peu d'importance. Ce sont avant tout des conflits de personnes, et les luttes locales se règlent ainsi au couteau ou par balle. Il y a, cependant, une nouvelle donne avec l'influence croissante des communistes. Dans les zones rurales où elle contrôle — même partiellement — l'insurrection ferait payer sa « protection ». Selon la presse de Manille, environ quinze mille candidats, sur un total de cent cinquante mille, auraient ainsi payé des « saufs-conduits » — l'équivalent de 5 000 F pièce — pour faire campagne dans les zones où la guérilla est implantée.

Les règlements de comptes locaux n'expliquent donc pas tout. L'armée estime que l'insurrection communiste — évaluée à 23 000 hommes en armes et présente dans soixante-huit provinces — serait à l'origine de la moitié des assassinats.

RAYONNAGES
BIBLIOTHÈQUES À VOS MESURES



PRIX TRÈS COMPÉTITIFS
25 années d'expérience
R.-M. Leroy, 18 rue de la République
75014 Paris, M^o Métro - Tél. : 45-48-57-40

MUSÉE DE L'HOMME
Palais de Chaillot
Exposition du cinquantenaire
ANCIEN PÉROU
Du 14 au 17 janvier 1988
Du 6 au 11 janvier 1988

Bataille pour le contrôle de cognac Martell Grand Metropolitan surenchérit sur l'offre de Seagram

La bataille opposant depuis la mi-décembre les groupes Seagram (Canada) et Grand Metropolitan (Grande-Bretagne) pour le contrôle de la société française de cognac Martell se poursuit. Alors que le ministère des finances et la chambre syndicale des agents de change venaient de déclarer recevables les deux offres publiques d'achat déposées par les groupes rivaux, le 6 puis le 11 janvier, Grand Metropolitan a annoncé, vendredi 15 janvier, qu'il améliorerait encore son offre.

Cinq conventions de l'OIT vont être approuvées par la France

La France va adhérer à cinq conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT), a indiqué M. Philippe Séguin, le 12 janvier, en réunissant la commission consultative française de l'OIT en présence de M. Yvon Chotard, délégué du gouvernement à cette organisation. M. Séguin a annoncé l'engagement de procédure pour quatre approbations de conventions.

Le constructeur aéronautique Fokker doit supprimer 15 % de ses effectifs

Le constructeur aéronautique néerlandais Fokker va supprimer 1 750 emplois sur les 11 000 actuels (soit environ 15 % de ses effectifs) d'ici à deux ans, a annoncé un porte-parole de la société vendredi 15 janvier à Amsterdam. Les licenciements se feront progressivement, et la direction escompte 500 départs volontaires et en retraite, à près de 100 par an.

Le rapport de M. Bérégovoy à la convention nationale du PS

La convention nationale du PS s'est ouverte, le samedi 16 janvier au Palais des congrès de la porte Maillot, à Paris, par la lecture du rapport d'activités, confié à M. Pierre Bérégovoy, ancien ministre, membre du secrétariat national du PS, chargé des questions économiques.

Le constructeur aéronautique Fokker doit supprimer 15 % de ses effectifs

Le constructeur aéronautique néerlandais Fokker va supprimer 1 750 emplois sur les 11 000 actuels (soit environ 15 % de ses effectifs) d'ici à deux ans, a annoncé un porte-parole de la société vendredi 15 janvier à Amsterdam. Les licenciements se feront progressivement, et la direction escompte 500 départs volontaires et en retraite, à près de 100 par an.

Grève nationale des infirmiers anesthésistes. — A l'appel du Syndicat national des infirmiers et sages-femmes anesthésistes, une grève nationale des infirmiers anesthésistes est organisée le lundi 18 et le mardi 19 janvier. Un service minimum est prévu dans les hôpitaux.